

ide

سكنا من الامم

General Motors et Toyota
fabriqueront probablement
en commun
une voiture
de moyenne cylindrée
LIRE PAGE 21

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,90 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 6 \$; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 376 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 360 F SFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 140 Kč ; Yougoslavie, 120 ml.
Tarif des abonnements page 19
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
C.C.P. 4207 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Washington veut relancer le plan Reagan sur le Proche-Orient

L'O.L.P. menacée d'éclatement

En assurant, seul, la responsabilité de renouer le dialogue avec l'Égypte, l'unique État arabe à avoir signé un traité de paix avec Israël, M. Yasser Arafat paraît avoir choisi une stratégie périlleuse pour son avenir politique.

Certes, les médias égyptiens le porte aux nues en le qualifiant d'« Olympe » et de « chef modéré du peuple palestinien », le gouvernement américain le congratule — une fois n'est pas coutume — pour avoir pris une initiative « encourageante et utile ». Le Caire et Washington estiment — peut-être à tort — que le président de l'O.L.P. a d'ores et déjà décidé de faire table rase des résolutions du Conseil national palestinien, la plus haute instance de la résistance, qui, sans rejeter expressément le plan Reagan, l'avait jugé « insuffisant » faute de reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à un État indépendant.

Il faudrait évidemment davantage que cette double caution pour permettre à M. Yasser Arafat de rétablir sa position sur la scène internationale. Sa démarche n'a sans doute pas été appréciée par l'U.R.S.S. Quant aux États de la Communauté européenne, ils tardent à réagir.

De même les États arabes « modérés » n'ont pas encore fait connaître leur position. Sans doute favorables aux retrouvailles de Caire, des pays comme l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak et la Jordanie attendent vraisemblablement la suite des événements avant de soutenir un homme qui risque de devenir un « deuxième Sadate ». Leur prudence, au lendemain de la visite à Jérusalem de l'ancien chef de l'État égyptien, avait fini par se transformer en une condamnation catégorique et sans appel. On ne saurait exclure que les « modérés » du monde arabe, ou certains d'entre eux, s'alignent à nouveau sur les États « progressistes », Syrie en tête.

Il est vrai qu'il est difficile aux capitales arabes de se prononcer sur un événement de cette importance alors qu'elles ignorent comment évoluera la situation au sein du camp palestinien. Les compatriotes de M. Yasser Arafat, dans les territoires occupés comme dans la diaspora, n'ont pas encore eu l'occasion de s'exprimer. Mais les différents mouvements qui rassemblent l'O.L.P. se sont tous élevés, plus ou moins violemment, contre l'initiative de leur président. Trois d'entre eux exigent son limogeage pur et simple. Le comité exécutif de la centrale des fedayin, qui représente tous les courants d'opinion au sein de la résistance, appelle à une « réunion urgente » destinée à « protéger la révolution et ses acquisitions ». Le président du Conseil national palestinien (Parlement), M. Khaled El Fakhri, pourtant un « modéré » entre tous, accuse M. Arafat d'avoir commis « une violation claire et flagrante ».

Le plus inquiétant réside ailleurs. Contre toute attente, la majorité des membres du comité central du Fath — la propre organisation de M. Yasser Arafat, qui regroupe plus de 80 % des fedayin — a désigné son chef. Dans un communiqué publié à Tunis, le comité central se plaint de ne pas avoir été consulté et juge le comportement du président de l'O.L.P. comme constituant une « violation du principe de la direction collégiale (...). »

M. Yasser Arafat a réagi à l'égard de ses plus proches collaborateurs avec une sérénité qui peut paraître étrange si l'on songe aux graves menaces qui pèsent sur l'Organisation palestinienne. Plutôt que d'aller les rencontrer à Tunis, il a pris le bateau, comme prévu, pour le Yémen du Nord.

MM. Giscard d'Estaing et Barre accusent le pouvoir de mener une opération politique

Beaucoup de questions restent sans réponses dans l'affaire du rapport de la Cour des comptes sur Elf-Aquitaine

Après les déclarations de M. Emmanuelli, secrétaire d'État au budget, sur l'affaire du rapport de la Cour des comptes concernant la société Elf-Aquitaine, M. Giscard d'Estaing a dénoncé jeudi soir 22 décembre sur Antenne 2 « la façon de faire qui est actuellement celle du pouvoir » et qui consiste à « répandre des rumeurs et des calomnies de façon à atteindre les institutions de la France ».

M. Raymond Barre, dans un communiqué publié vendredi matin, accuse M. Emmanuelli de « se livrer à une opération politique basse et indigne ». (Lire page 24.)

Contradictions, hésitations, revirements, éclaircissements partiels. Aujourd'hui encore, même après l'intervention télévisée de M. Valéry Giscard d'Estaing, l'affaire dite des « avions renifleurs » demeure troublante. De nombreuses questions restent sans réponses, dont l'inventaire pourrait se résumer ainsi :

— Quel est le contenu du rapport Giquel, montré sur le petit écran par l'ancien président de la République ? Le document, a précisé M. Giscard d'Estaing, « ne met en aucune manière en question la responsabilité ou l'intégrité personnelle d'aucun des dirigeants de l'entreprise nationale en question, d'anciens membres du gouvernement, et naturellement pas de l'ancien premier ministre ». M. Bernad Beck, ancien président de la Cour des comptes, confirme. Dont acte. En revanche, aucun éclaircissement n'est donné sur la nature des constatations du rapporteur. L'affaire est-elle considérée comme une duplicité et qualifiée comme telle ? Il serait nécessaire de rendre public le contenu du rapport dont les journalistes d'Antenne 2, interrogés, n'ont rien vu.

— Que sont devenus les quelque 500 millions de francs transférés à l'étranger par le groupe Elf-Erap, et non récupérés ultérieurement ? On sait que ces sommes ont été transférées en Suisse, par l'intermédiaire de l'Union des Banques suisses. On en perd la trace ensuite. D'après la direction d'Elf, il s'agit de non de paiements directs aux inventeurs, mais de remboursements d'écobénances, d'un emprunt d'un montant bien supérieur, contracté au tout début de l'opération pour régler les promoteurs de l'affaire.

— Que sont devenus les acteurs à l'origine de cette affaire ? Le baron belge, un des « inventeurs » du procédé, demeure introuvable en Belgique. Son associé italien n'a pas encore donné signe de vie, la société d'aviation qu'ils avaient créée a disparu. Seul M. Jean Violon, intermédiaire entre les « inventeurs » et Elf-Erap, fait face pour l'instant.

VERONIQUE MAURUS
et LAURENT GREILSAMER.
(Lire la suite page 9.)

Le télé-secret

DANS la philosophie politique du général de Gaulle, qui emprunte à une très ancienne réflexion sur le rôle du chef, le secret et le verbe sont des instruments privilégiés de l'action. Encore faut-il les manier avec discernement. Or la pratique politique sous la V^e République a favorisé l'emploi abusif de ces armes délicates.

L'extrême centralisation du pouvoir et la pérennité des dirigeants en place, rompue seulement en 1981, ont fait du secret un moyen ordinaire de la protection de l'exécutif. Cette dérive, quand elle n'a pas conduit à mesurer des fautes, a limité la réalité du contrôle démocratique, qui suppose le partage de l'information et qui ne se borne pas aux sanctions électorales.

Parallèlement, le développement des moyens audiovisuels de diffusion — plus que d'information — a encouragé une autre dérive : celle qui consiste à faire du discours et de l'image des événements en soi. D'un côté, le secret qui n'en est pas forcément un, de l'autre, le verbe dévoyé parce que l'effet recherché dépasse la mesure de son objet réel. On vient d'en avoir une magnifique illustration avec l'utilisation politique du rapport de la Cour des comptes sur certaines activités de la société Erap.

L'affaire n'est pas vraiment élucidée et de nombreuses questions demeurent pour le moment sans réponses. Il n'en reste pas moins qu'un rapport confidentiel, dont les traces auraient été soigneusement effacées par les soins de l'un des plus hauts magistrats de l'État, a pu être montré à la télévision — à l'exception du néo-classicisme français et surtout allemand et de l'art nouveau.

Cette réhabilitation fut d'ailleurs longtemps partielle, et même machéenne dans la mesure où l'on ne retenait du dix-neuvième ce que l'on annonçait le vingtième : le fer, la fonte, les structures métalliques, l'architecture industrielle, les pavillons de Balard et les vitraux d'Éiffel. « Von Ledoux lui Le Corbusier », avait dit Emil Kaufmann, et l'on disait : « De Labrousse et Horta à Behrens et Mies van der Rohe ». On acceptait la verrière de la gare du Nord, on refusait la façade, pourtant superbe, de Hittorff et l'on déplorait même que ses colonnettes de fonte fussent pourvues de chapiteaux corinthiens.

Pour que justice soit pleinement rendue à ce qui constitue aujourd'hui encore l'essentiel de notre cadre de vie et de notre paysage urbain, il faut attendre que soit levé l'anathème qui pèsait sur deux des aspects les plus significatifs et féconds de l'architecture du siècle dernier : le néogothique et le style « Beaux-Arts ».

Le néogothique, et ce fut la mémorable exposition Viollet-le-Duc de 1880 qui suivait de peu l'exposition du Gothique retrouvé, organisée par la Caisse des monuments historiques, à l'époque où celle-ci avait en pratique de l'agit-prop dans les enclos provinciaux et l'exaltation d'une sensibilité conviviale résumable en déchirants appels comme : « Chérie, je me sens réjouis. Passe-moi le mousquet et le vieux local. »

ANDRÉ FERMIGIER.
(Lire la suite page 15.)

De notre correspondant

Les États-Unis se félicitent de la rencontre Arafat-Moubarak qui provoque une levée de boucliers au sein du mouvement palestinien

La visite de M. Arafat au Caire a suscité de violentes réactions au sein des diverses organisations de fedayin, y compris le Fath, qui jugent la démarche comme une « violation flagrante » des principes et de la politique de l'O.L.P. Le gouvernement israélien estime, pour sa part, que les retrouvailles égypto-palestiniennes portent « un coup très dur à la paix ».

Washington. — Les autorités américaines ont salué, jeudi 22 décembre, avec une vive satisfaction les entretiens qu'avaient eus le jour même au Caire M. Arafat et le président Moubarak. Aussitôt qualifiées d'« encourageantes » par la Maison Blanche et le département d'État, ces retrouvailles de l'O.L.P. — ou en tout cas de son président en titre — et du seul pays arabe à avoir reconnu Israël constituent, en effet, un appréciable succès pour la diplomatie américaine, et pour M. Reagan en particulier.

Le rôle qu'ont pu jouer les États-Unis dans l'organisation de cette rencontre n'est pas encore clair, mais il est en revanche certain qu'elle n'aura pris personne de court à Washington, où le ministre des Affaires étrangères égyptien, M. Kamel Hassan Ali, fut arrivé inopinément lundi pour s'entretenir, le lendemain, avec M. Shultz, et mercredi avec M. Reagan.

Après ces conversations, M. Ali s'était déclaré « satisfait » des assurances qu'il avait reçues sur le maintien, malgré le rapprochement américano-israélien, des liens entre les États-Unis et les pays arabes « modérés ». Il avait affirmé aussi que le départ du Liban de M. Arafat ouvrait la voie à une nouvelle « approche politique » des problèmes du Proche-Orient. C'était là laisser prévoir la rencontre du Caire et, dès jeudi, battant le fer tant qu'il était chaud, la Maison Blanche annonçait que le président avait reçu dans l'après-midi son envoyé spécial pour le Proche-Orient, M. Rumsfeld, afin d'étudier avec lui les moyens d'« intéresser » M. Arafat au plan de paix américain.

Rejeté jusqu'à ce jour par Jérusalem, ce plan prévoyait la création dans les territoires occupés — après un arrêt des implantations israéliennes — d'une entité palestinienne en association avec la Jordanie. Quelques pas avaient été faits, l'année dernière, dans cette direction jusqu'à un moment où le roi Hussein avait renoncé, en avril, à se joindre à l'entreprise, faute d'avoir reçu le soutien de M. Arafat sans lequel il aurait paru agir contre l'O.L.P.

C'est donc une relance du « plan Reagan » que les États-Unis espèrent pouvoir envisager maintenant que M. Arafat, faisant sa première escale au Caire, s'est solennellement réconcilié avec l'Égypte non seulement signataire des accords de Camp David, mais surtout détenteur des propositions américaines. Fin novembre, le département d'État avait fait savoir (le Monde du 1^{er} décembre) que la possibilité dont le président de l'O.L.P. pourrait faire preuve après être sorti militairement affaibli mais politiquement indemne de l'assaut syrien contre Tripoli.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

UN CRI D'ALARME DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

La France ne prend plus le jouet au sérieux

Qu'y a-t-il de plus sérieux que le jouet ? C'est un outil essentiel du développement de l'enfant, explique-t-on les psychologues. Une industrie qui occupe vingt mille salariés en France, soignent des économistes. « C'est une grande part de notre mémoire artistique, ethnologique et historique », vient d'écrire un rapport du ministère de la culture, publié en cette veille de fêtes, alors que les vitrines coulent sous les ours en peluche, les trains miniatures et les micro-ordinateurs.

Il ne s'agit pas d'une thèse de philosophie, mais de la première étude pluridisciplinaire que les pouvoirs publics ont organisée sur le sujet. L'auteur principal, M. Monica Burckhardt, conservateur du département des jouets au musée des Arts décoratifs, a travaillé avec divers spécialistes, dont des fabricants et des commerçants. Sa conclusion est double. D'une part, la France dilapide un précieux patrimoine. D'autre part, on doit promouvoir d'urgence un jouet national de qualité face à une concurrence étrangère redoutable.

Il y a cent ans, Paris était la capitale du jouet. Ce sont des fabricants français qui réalisaient toutes les médailles d'or à l'Exposition universelle de 1889, grâce à une vieille expérience artisanale spécialisée par régions. On fabriquait des poupées dans la capitale, des soldats de métal à Nancy, des fillets, des bilboquets ou des pantins dans le Limousin et le Jura.

Aujourd'hui, la France n'est que le quatrième producteur mondial de jouets, arrivant très loin derrière les États-Unis et se faisant devancer par le Japon et l'Allemagne fédérale. Elle exporte un quart de sa production (991 millions de francs en 1981), mais en importe trois fois plus (2 848 millions). La moitié du marché intérieur est occupée par des jouets étrangers, parfois porteurs d'autres modèles culturels. Avec le Japon en particulier, le taux de couverture exportations-importations n'était que de 8 % en 1981.

Le marché intérieur s'accroît, comme en témoignent les budgets publicitaires : ils sont passés de 5,2 millions de francs en 1974 à près de 100 millions aujourd'hui. Chaque enfant de France consommerait en moyenne 500 F par an de jouets et d'articles de sport. Mais c'est un marché dans lequel les gros grignotent allègrement les petits. On le voit au stade de la fabrication, avec un phénomène de concentration d'entreprises. Et à celui de la distribution : les deux mille points de vente spécialisés ne contrôlent déjà plus que 23 % du marché, alors que

ÉTUDES SUR L'ARCHITECTURE DU XIX^e SIÈCLE

Un héritage réhabilité

Il y a belle lurette que le dix-neuvième siècle n'est plus « stupide ». Mais il est encore pour beaucoup le siècle de la poésie, de l'histoire, du roman, le siècle de la grande peinture et de la mauvaise architecture, celle-ci étant considérée comme bâtarde, électorale, incapable d'inventer des solutions cohérentes et de pratique générale.

La réhabilitation est venue par les pays anglo-saxons, avec les limites que l'on peut imaginer, Henry Russell Hitchcock, qui fut en son domaine le plus persuasif des pionniers, connaissant fort bien l'Amérique et l'Angleterre, beaucoup moins bien l'Europe, à l'exception du néo-classicisme français et surtout allemand et de l'art nouveau.

Cette réhabilitation fut d'ailleurs longtemps partielle, et même machéenne dans la mesure où l'on ne retenait du dix-neuvième ce que l'on annonçait le vingtième : le fer, la fonte, les structures métalliques, l'architecture industrielle, les pavillons de Balard et les vitraux d'Éiffel. « Von Ledoux lui Le Corbusier », avait dit Emil Kaufmann, et l'on disait : « De Labrousse et Horta à Behrens et Mies van der Rohe ». On acceptait la verrière de la gare du Nord, on refusait la façade, pourtant superbe, de Hittorff et l'on déplorait même que ses colonnettes de fonte fussent pourvues de chapiteaux corinthiens.

Pour que justice soit pleinement rendue à ce qui constitue aujourd'hui encore l'essentiel de notre cadre de vie et de notre paysage urbain, il faut attendre que soit levé l'anathème qui pèsait sur deux des aspects les plus significatifs et féconds de l'architecture du siècle dernier : le néogothique et le style « Beaux-Arts ».

Le néogothique, et ce fut la mémorable exposition Viollet-le-Duc de 1880 qui suivait de peu l'exposition du Gothique retrouvé, organisée par la Caisse des monuments historiques, à l'époque où celle-ci avait en pratique de l'agit-prop dans les enclos provinciaux et l'exaltation d'une sensibilité conviviale résumable en déchirants appels comme : « Chérie, je me sens réjouis. Passe-moi le mousquet et le vieux local. »

ANDRÉ FERMIGIER.
(Lire la suite page 15.)

AU JOUR LE JOUR

Père Noël

Au fond du ciel il s'active, fébrile. C'est le coup de feu. Dans le plus grand secret, il prépare sa hôte.

Les enfants de France subodorent qu'il se passe quelque chose. Ils ont entendu les adultes parler d'un jouet fabuleux et nouveau que le monde entier nous enverrait : l'avion renifleur. Ils espèrent que dans leurs cheminées vont descendre ces aéronefs sniffants.

Pourquoi les enfants seraient-ils moins crédules que tous ces grands qui ont — manifestement — cru au Père Noël ?

BRUNO FRAPPAT.

PLÉIADES

Paris

Les cigares Pléiades sont fabriqués exclusivement à la main à Santiago de Los Caballeros (République dominicaine) par des maîtres cigariers qui perpétuent les traditions cigarières de Cuba et de Saint-Domingue.

Sirius, double corona à l'arôme puissant, Orion, corona au goût très équilibré, assez prononcé sans être rassasiant, Antarès, corona léger au goût plein et rond, sont présentés en coffrets de cèdre massif pourvus d'humidificateurs individuels.

L'attention aux soins jaloux peut savourer désormais en paix son plaisir. Dans son armoire à cigares, l'humidificateur Galaxie Humistat 70 Electronique surveille et ajuste l'humidité dans la plage idéale.

Toute une constellation d'articles de fumeurs et de cadeaux complète la gamme « PLÉIADES ».

A LA CHIFFRE (1^{re}) - TABATIÈRE GOÛCH (2^e) - POT À TABAC (3^e)
TABAC GEORGE V (4^e) - AU BIANCHI (5^e) - PARIS OPÉRA (6^e) - LA TABAGIE (18^e)
TABAC LEMARIE (19^e) - BOUTIQUE 22 (19^e) - TABAC PALAIS DES CONGRES (17^e)
et dans les grandes villes de région

Diffusion Velle Cigare (91) 62-41-40, Tx 430486

131 Fg ST-HONORÉ

LIQUIDATION TOTALE

A des prix liquidation

CLUB DX 131

station 87 station 87

Le Monde

idées

Où va l'Eglise ?

par PIERRE-ALBERT CHASSAGNEUX (*)

Noël

Voici donc revenu Noël : un temps pour aimer, comme le dit Jean-Marie Caccavelli, dans ce monde dominé par la haine. Pour adorer l'adorable, précise France Quéré : un amour déjà trahi mais éternellement offert. Guy Gilbert nous dit l'oraison funèbre prononcée par un « mec » de sa connaissance et qui résume en trois mots le sens de la Nativité. Au-delà de la fête elle-même, Pierre-Albert Chassagneux se demande où va l'Eglise, tandis que Gaston Pietri voit, dans le renouveau de l'intérêt pour la religion, la recherche de ce qu'il appelle une « rationalité alternative ». Enfin Henri Fesquet nous parle du dernier livre du Père Bruckberger, pour qui la révélation est d'abord biologique.

CHACQUE période de notre histoire humaine, aussi lointaine que nous puissions remonter, a connu ses crises de croissance ou de décroissance. Mais rarement les crises chrétiennes ont connu semblable déchirement dans l'essentiel de leur origine. Les ruptures avec Rome, celle de l'Orient comme celle des Eglises de la Réforme, n'ont pas été évitées si Rome avait accepté de se remettre en cause, sur des points pourtant jugés aujourd'hui secondaires. A présent, c'est la crise profonde des Eglises, de toutes les Eglises, et cela pour des raisons essentielles allant aux racines de la Foi. C'est-à-dire à la Personne même de celui qui aimait à s'appeler « Fils de l'Homme » : abandon du culte, absence de prêtres ou de futurs prêtres, dans certaines régions presque plus de baptêmes, l'absence d'une région voisine du Rhin : sept paroisses, deux prêtres âgés, une centaine de pratiquants, plutôt âgés. J'ai compté deux jeunes filles, aucun garçon de moins de vingt-cinq, une ambiance d'ennui et de tristesse. L'avenir — il y en a un — est allé (je pense aux charismatiques par exemple). Pourquoi est abandon ? Est-ce uniquement par négligence, par paresse ou par manque de temps ? Sûrement pas, même si cela existe chez certains jeunes.

J'ai vécu presque toute ma vie de prêtre dans la région lyonnaise : j'ai connu les heures merveilleuses de la JOC, du scoutisme entre 1930 et 1965... puis la chute libre, rapide, irrémédiable. Depuis des mois, des années, je m'interroge et je questionne mes frères les chrétiens. Car la réponse n'est pas simple, il y a sans doute une part de paresse, de négligence... mais il y a aussi, chez les plus sérieux, une immense souffrance et une question de loyauté intérieure. Le christianisme, avec sa dogmatique ajoutée au cours des siècles, avec une morale trop axée sur la sexualité, ne répond plus aux besoins profonds de l'homme du XX^e siècle. « Une foi toujours ancienne et toujours (?) nouvelle se meurt », chaque jour, dans le cœur de l'homme d'aujourd'hui, en cette fin d'un monde mis en valeur par l'édit de Milan (313). La vie est dans le mouvement, dans le renouvellement intérieur profond. Tout un rituel se meurt, malgré des commémorations folkloriques pour le renouveler. Donc ne routine ni fantasme, mais en retour à la Vie, à une vie répondant aux besoins profonds de l'homme de cette fin de civilisation.

J'aime le texte célèbre : « Dieu est neuf pour moi chaque matin. » Dieu ? A travers son Christ, Jésus de Nazareth. De tout ce que j'ai appris au séminaire : « le Tout Autre est Amour et, sans cesse, Créateur ». Je n'aime pas le mot « Dieu » sur lequel reposent tant de fausses réponses. Je crois en la Vie, je crois en l'Amour, je crois au Tout Autre. Mais le nommer, le définir, le trahir, le ridiculiser : Christ nous a parlé de Lui, à sa façon, dans le style biblique de l'époque et il ne pouvait — et ne savait — l'exprimer autrement. Très simplement (et presque inconsciemment), je suis passé d'une religion sécuritaire à une Foi que je suis incapable d'exprimer, de saisir que la Vie a un sens, je crois qu'il y a une Unité intérieure au Monde. Dieu — dans son Absolu — est au Monde ce que mon esprit est à mon corps. Oui, Toi, le Tout Autre, je Te croyais dehors, perdu dans le ciel où tu étais sans cesse acclamé par les anges et les saints et Tu es au cœur de la création qui donc, comme Toi, est éternelle, infinie dans le temps et l'espace, mais toujours en voie d'évolution.

A contre-courant

Il n'a pas manqué de croyants pour l'accommoder de cette situation. D'autres prenaient le langage qu'elle faisait subir à l'Evangile en tant que puissance de transformation de l'existence humaine. Ils ont ramé à contre-courant, en s'essayant à rapprocher dans les consciences croyantes la question du sens ultime de la vie et l'espace où se déploient les projets de société. Du coup le socio-professionnel a acquis de la crédibilité. Ceux qui l'ont promu par des mouvements d'apostolat se sont souvent fait accuser de loucher en direction des idoles du monde moderne. On mesure rarement à son prix le courage qu'il leur a fallu à ces militants pour mordre sur la frontière entre le « religieux » et le « profane ».

Qu'y a-t-il de changé ? L'effort entrepris n'a pas à se renfermer. Mais il passerait à côté des besoins de demain s'il n'entretenait dès maintenant le glissement en cours d'une société où le travail « productif » est la valeur suprême vers une société où il composerait avec d'autres valeurs. Société aujourd'hui ébranlée par le chômage, mais qui, en travers mineur de la revendication de l'emploi, se s'acheminerait pas moins vers un renversement des priorités : en gros, l'économique perdrait la première place.

Pensée « méditante » et pensée « calculante »

Tout le monde ne sera pas forcément d'accord avec une telle vision. Mais les organisations syndicales commencent à s'inquiéter du recul observable, parmi les jeunes, de ces valeurs de « professionnalité » qui

Une autre logique

par GASTON PIETRI (*)

Il y a quelques années un théologien décrivait certaines tentatives de petites communautés chrétiennes, dans notre société industrielle, comme « une sorte d'arche de Noé pour des hommes socialement aliénés, froids d'authenticité rencontre et de vraie vie, au milieu de conditions extérieures parallèles à la mer démontée » (1). La pointe de ce propos était une critique du rôle d'« Institut de soulagement » concédé à l'Eglise pour contrebalancer une vie sociale placée sous le signe du fonctionnel et standardisé. Ce serait tomber dans un optimisme facile que d'oser dire que la place faite aux préoccupations spirituelles s'est considérablement élargie. Il y a toutefois quelque chose de nouveau. En brouillant les pistes, la crise rend possible la question de Dieu là où on ne l'attendait pas.

L'effort de l'Eglise, au long des dernières décennies, a consisté à rétablir les liens entre la foi et la vie. Une certaine façon de placer la foi en dehors des activités séculières s'efface devant la séparation même entre vie publique et vie privée. Face aux contraintes économiques, où simer la religion sinon comme l'une de ces zones d'expression où la subjectivité reprend ses droits ?

Le moment est venu, semble-t-il, de se demander comment la foi et le socio-professionnel.

(*) Frère.

Adorer l'adorable

par FRANCE QUÉRÉ (*)

JÉSUS naît comme il mourra, seul. Ses rares témoins n'en sont pas. Les bergers, en ce temps-là, ont mauvaise réputation : on les dit menteurs et dans les proches, leur déposition n'est pas reçue. Les mages, malgré leurs richesses, ne font pas sérieux : issus d'un Orient fabuleux, de race étrangère, adonnés à l'extravagant métier de contempler les astres ! Ceux qui voient l'enfant ne méritent pas plus de crédit que les femmes du bon sens qui affirment avoir vu le Ressuscité.

Noël sans gloire, Noël sans éclat, sans ruine et sans folles agaceries, Noël de solitude et de modestie, Noël de silence, secret échangé entre gens que l'on n'écoute pas, des bergers et des mages, des menteurs et des rêveurs !

Mais voyez comme cette naissance dédaigneuse des hommes du monde s'accorde à la simplicité de la nuit. Les premiers avertis sont ceux qui, par métier, regardent le ciel étoilé. Les bergers voient sur leurs troupeaux, les mages dans l'examen de leurs astres. Seuls les contemplateurs de la nuit savent qu'un sauveur leur est né. Des gens pour qui le monde n'a presque d'autre apparence que ce bleu et ce noir, scrutent, derrière les ombres, le cœur caché de Dieu. Ils sont hommes de méditation et portent sur leur face le reflet des cieux familiers. Habités au silence, leurs oreilles démentent les voix de la nuit et entendent le loignon

silencieux qu'elle porte à la terre habitée. La nuit parle à des consciences pures et sans orgueil. Et tant pis si, au ciel, les anges font un éclat, si les mages ont d'abord averti les grands de Jérusalem. Vain effort ! Les bergers, plus sûrement, enveloppés d'ombre, se hâtent où il faut aller. Leurs mots de paysans adorent une innocence et une fragilité.

Nuit laide, ô sage leçon qui dit paix et douceur, hie aux tentes effacées, aux paroles chuchotées, et célèbre la fraternité des hommes. Car la nuit incline la créature au silence, couche les orgueils, lave les mensonges du jour, et sur les plus farouches pose la main légère du sommeil. Qu'importe les clameurs des anges là-haut et les jalousies royales à Jérusalem ! Ici la bonne nouvelle est annoncée : l'homme n'aura d'autre Dieu que celui qui est aujourd'hui enfant et que demain conduira au supplice.

Sa religion est cette vulnérabilité de l'esprit qui pourtant fait honte aux cortèges de la guerre. Même les étoiles tremblent, soudain nues devant un Dieu dont la gloire n'est qu'un petit enfant. Humilité de ce Dieu de terre. Au ciel, les fastes ; à Jérusalem les poings brandis. Ici cette faiblesse et ce sourire. L'homme vient adorer ce qui est adorable, un amour déjà trahi mais éternellement offert.

(*) Écrivain et théologien.

Le temps d'aimer

par JEAN-MARIE CACCARELLI (*)

« C'EST que tu es fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que tu t'es fait ». Cette phrase résume la définition chrétienne de l'amour, qui s'adresse à des êtres humains, pas à des biens convoités, à des sensations recherchées.

Ensuite, il peut coïncider mais ne se confond pas avec l'attachement, avec le besoin de l'autre, tels qu'ils se vivent dans la passion amoureuse, l'attrait érotique, le sentiment agréable, en un mot dans l'affectivité. Pourquoi ? Parce que « le plus petit d'entre les miens », ce n'est pas celui-ci, celle-là, nommément désignés pour aussi estimables, légitimes et fondamentaux que puissent être de tels liens affectifs : c'est n'importe lequel de tous ceux que la vie peut mettre en face de nous, pour un jour, un mois, des années, un instant. Cet amour-là comporte le refus de toute exclusivité, de tout traitement préférentiel.

Aussi ne reste-t-il, pour la reconnaissance et marcher sur les traces du Christ, que la marque distinctive de l'action : avoir perçu l'autre, n'avoir comme dénominateur commun paradoxal que cette « éternité », et puis avoir compris qu'il y a besoin de quel-que chose, d'un « bonjour », une parole de réconfort, un sourire, et s'efforcer de le lui apporter. Cela n'a rien à voir avec un quelconque angélisme béat, ni surtout avec une méconnaissance de la dignité à laquelle chacun de nous est attaché : vouloir contribuer au bonheur des autres en dépit de leur attitude, nous voyons trop à quels excès parfois peut mener semblable logique.

L'amour chrétien est essentiellement une transcendance, par rapport à nos propres besoins, à nos propres intérêts, qu'il nous invite à les placer entre parenthèses, non pour les faire disparaître, mais pour nous disposer à une connaissance de l'autre aussi riche, aussi peu obscurcie que possible, et respectant sa différence : cette exigence de lucidité envers l'autre est à l'opposé de la complaisance tout autant que de la fermeture.

Elle nous convie à explorer d'abord tout ce qu'il y a de vraie détresse, de vraie souffrance autour de nous, à nous porter vers elles si cette proximité n'existe pas, à nous forger une échelle des priorités fondée sur leur réalité objective et évidente.

En ce sens, l'amour chrétien est presque un métier, un sacerdoce nourri de disponibilité.

Il n'a pas pour mission de nous transformer en obligés et obligantes perpétuels de tous et de n'importe qui, mais de faire que n'importe qui puisse être traité en frère, dès lors

qu'il a besoin de nous, et en admettant qu'il retrouve sa distance au moment où ce besoin prend fin.

Son but n'est pas davantage de nous culpabiliser à l'égard de ceux que notre générosité n'a pas su atteindre, ni de faire que nous soyons mauvaises consciences, à l'heure du repas plantureux, devant les images d'une misère lointaine. Ce que nous avons fait de bien aujourd'hui ne rachète pas ce que nous avons fait de mal hier, et ne sera pas effacé par ce que nous ferons à nouveau de mal demain.

L'ordre d'être utile

Varu accomplir la loi de Moïse et des prophètes, Jésus n'a certes pas affirmé son inutilité, tant il est vrai que toute société ne saurait se dispenser de lois et de règles. Aujourd'hui, cette nécessité incontournable a été profondément lésée, et nous devons mieux comprendre que l'accomplissement apporté par le Christ s'identifie dans le seul commandement tombé de sa bouche : « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés ». Dépoussant la simple consigne passive d'être bons et de ne pas nuire à nos semblables, il nous a ainsi donné l'ordre actif d'être utiles et secourables à tous ceux qui en ont besoin et parmi lesquels il peut nous arriver de figurer.

Cela faisant, il nous a proposé une autre transcendance, dynamique, parce qu'inscrite dans la dimension du temps et des faits, celle de dépasser le maximum de notre vie à aimer, ce qui suppose la démarche volontaire de connaître les misères, les tragédies et les souffrances réellement existantes. Il y a tant à faire dans ce domaine, si l'on considère leur étendue et les aptitudes à se renouveler sans cesse, que nul argument hypocrite ou conservateur ne se justifie, et que chacun peut y trouver le dépassement salutaire de ses tourments égoïstes.

Devant cet appel jusqu'ici entendu par une faible minorité (en tous les temps et en toutes les cultures), étouffé par l'existence d'une réciprocité négative du véritable amour chrétien, nulle coexistence du bien et du mal, nul encheînement des droits accumulés et revendiqués ne doivent résister à l'élan unilatéral qu'il tend à susciter. Seuls l'immobilité stérile et le repli y trouveraient autrement leur

(*) Fonctionnaire.

compte, certainement pas l'aspiration au bonheur et à la liberté, qui nous commandent de nous affranchir aussi et d'abord de nous-mêmes, et des barrières dont nous nous sommes frileusement entourés.

Le temps des morales défensives (ancien testament) est dépassé. Leur condamnation à proscrire et interdire, nous montre ses limites, et leur échec à organiser une société pacifique, nourrie d'espérance, nous affirme aujourd'hui qu'il ne faut plus s'en contenter.

Cet échec — et le vide qu'il provoque — est lourd de graves périls. A cause de lui, le temps du message d'amour est à présent devant nous, puisqu'il s'agit de rien de moins que de sauver ce monde, et nous-mêmes avec lui.

LU

« LA RÉVÉLATION DE JÉSUS-CHRIST », de R. L. Bruckberger

Comme un sérum

DOMINICAIN marginal, écrivain introuvable, résistant à toute assimilation, Raymond-Léopold Bruckberger est un jeune homme de seize ans. Il appartient à l'Eglise de Jésus-Christ, où il fait bon vivre, vivre et mourir, extraordinaire à son âge, à faire cohabiter des clercs d'un autre temps et des curés modernes, à s'adosser à la machine ayant tout anéanti, l'Evangile et eux-mêmes. R.L.B. ne se laisse guère, mais les enjambes superbement comme menu fretin.

En vingt-quatre livres — de 1940 à 1983 — R.L.B. va son chemin, tempête, sans se soucier outre mesure d'être compris. Mais — et cela est si rare qu'il faut le mentionner — il invente, lui, le réconciliant impitoyable, un langage moderne pour parler de la foi de toujours. Féconde ? Poétique ? Impertinente ? Intellectuelle ? Certes, mais le feu de sa conviction batte les accords. Dès l'épigraphie de son dernier livre, la Révélation de Jésus-Christ, le spirituel R.L.B. se dévoile. Fides quaerens intellectum devient : « La foi pourchasse l'intelligence ». Après tout, Descartes philosophait bien à cheval sur les grands chemins de l'Europe !

Qu'aurait pensé Teilhard de Chardin du fil conducteur de cet ouvrage, dernier-né : « La Révélation de Jésus-Christ, c'est un cours sur la vie nouvelle que Jésus-Christ est venu inaugurer comme un sérum, la parole de

Dieu est le spermatozoïde approprié à cette ovule perméable qu'est l'âme, et le cœur de l'homme » ? « Cet acte de drogues et de communion qui permet la fécondation, c'est, du côté de l'homme, l'acte de croire, la foi. » « La semence, a dit Jésus, c'est la parole de Dieu. »

Pour R.L.B., l'éschérisme est bien un « acte anthropologique » où l'on « découvre la chair » et où l'on « s'abreuve de sang ». « J'ose définir la vie chrétienne comme la chaise ouverte faite à Dieu. » Les règles de l'amour mystique sont les mêmes que celles de l'amour conjugal. La prière n'est pas à nous souder de mots mais d'écouter » et d'écouter » d'une mystérieuse partition musicale enfouie dans notre inconscient.

R.L.B. est un fuguier. Et il s'en vante, ou presque, en décrivant avec complaisance, dès les premières lignes, la fuite de trois jours de Jésus (Luc II, 43, 60), qui fut le premier coup de gong révélateur le personnel et la mission du fils de Marie. « A douze ans, Jésus est tout à l'homme de se sentir Lui, chez lui. »

R.L.B. offre le spectacle d'un prêtre tout à fait à l'aise dans la maison de sa foi, et qui, pour y parvenir, a dû abriter ses propres certitudes.

HENRI FESQUET.
* La Révélation de Jésus-Christ. Edit. Grasset, 270 pages, 75 F.

Emilienne et les mecs

par GUY GILBERT (*)

Le soir de Noël, deux mecs traînent dans un bistrot de La Villette découvrant Emilienne, seule, en face de son petit rouge.

Il me la ramèneront séance tenante.

« Elle était toute seule. Ça se fait pas, cette nuit-là. »

C'est comme ça qu'Emilienne, quatre-vingt-cinq ans, attirait dans notre permanence. Pas gênée du tout, elle s'installa au bout de la table. Le festin, pauvre mais riche de bruits de fourchettes et d'expressions joyeuses du terroir parisien, commença.

Timide d'abord, Emilienne se coula au milieu de la bande à une vitesse surprenante. Excellente fourchette, elle fit honneur au menu. Elle demanda et redemanda du bordeaux. Les mecs, avec l'œil des connaisseurs, lorgnaient son verre qui ne désemplissait pas.

Après la pitié, la sympathie vint. L'alcool aidant, Emilienne parla avec un langage de charretier qui ne déparait pas, en ces lieux. La répartition loubarde avec le trait acéré qui faisait mouche, tout cela conquit le peuple de la rue en un tour de main.

Les mecs découvraient, en une soirée, la richesse et la pauvreté d'une vie qui ressemblait à la leur, hormis l'âge avancé.

Le repas finit, elle demanda un cigare. Elle fallut en professionnellement et le dégusta voluptueusement jusqu'à la dernière bouffée. Puis les mecs lui versèrent une grosse goutte

d'armagnac, qu'elle trouva légère. Elle en redemanda.

Les chants plus ou moins grivois des fins de repas bien arrosés suivirent. Elle jura elle aussi sa partition. De sa voix cassée, elle déclama allègrement Petit Papa Noël.

Il l'ovationnèrent.

Sidérés les loubards !

Adoptée Emilienne !

De Noël en Noël, ses jambes se dérobaient. Tout le reste restait vivant. Les mecs allaient la chercher. Les gros bras musclés soulevaient comme une plume ses vieux os qu'ils aimaient tant.

Elle passa cinq fois Noël avec nous. Elle en parlait trois mois avant. Elle en parlait trois mois après. Ça lui faisait passer la moitié de son année.

Et puis, un jour, elle disparut du quartier. On nous dit qu'elle était à l'hôpital. Toute la bande arriva, mais trop tard. Elle était déjà dans son cercueil. Ils la contemplèrent un moment. Devant le corps décharné, ces quelques commentaires :

« Qu'elle est petite ! »

« Regarde son visage, on dirait une vieille pomme ! »

Et puis, un mec lâcha pour clore la brève oraison funèbre :

« Emilienne, c'était Noël ! »

Plus un mot. Tout était dit. Partager avec plus pauvre que soi, c'est découvrir la vraie signification de Noël.

Cette lumière éblouissante n'est révélée qu'aux plus petits.

(*) Père-éducateur.

APRÈS LA RENCONTRE AU CAIRE ENTRE M. MOUBARAK ET M. ARAFAT

Le chef de l'O.L.P. est désavoué par plusieurs de ses collaborateurs et alliés

L'Egypte se réjouit de recueillir les fruits de sa « politique de modération »

Plusieurs factions de l'O.L.P., dont le comité central du Fath, principale composante de l'organisation, ont critiqué jeudi la visite de M. Yasser Arafat au Caire et son entretien avec le président Moubarak.

Le comité central du Fath, réuni le jeudi 22 décembre à Tunis, a estimé dans un communiqué que l'initiative de M. Arafat, son président, était une « démarche personnelle », qui n'engageait ni le Fath, ni son comité central, ni l'O.L.P. Le comité central n'a été ni informé ni consulté au sujet de cette rencontre, ce qui est une violation du principe de la direction collégiale, du cadre et de la garantie de l'indépendance de la décision nationale palestinienne, indique le communiqué. Le texte a été signé, entre autres, par M. Farouk Kaddoumi (le chef de la diplomatie palestinienne) et par Abou Iyad, responsable des services de renseignements. Le comité central du Fath poursuit ses délibérations et doit diffuser ultérieurement un second communiqué.

Avec le souci d'atténuer la fermeté de propos trop vigoureux qu'il avait tenus dans la matinée du jeudi - nous citons Michel Douré de Tunis - Abou Iyad déclarait dans la soirée : « Je respecte Arafat dont je suis l'un des plus proches collaborateurs, mais il a enfreint aux règles démocratiques en vigueur. La prise de position du comité central ne signifie absolument pas une scission au sein de la direction du Fath. Elle a été prise à la majorité des membres de notre organisme ».

A Damas, les membres du comité exécutif de l'O.L.P. présents dans la capitale syrienne ont tenu, pour leur part, une réunion avant de diffuser un communiqué. Celui-ci appelle à une réunion urgente à Damas de toutes les forces et organisations qui ont condamné la rencontre

d'Arafat avec Moubarak afin d'examiner la nouvelle attitude à adopter pour protéger la révolution, ses acquisitions et l'unité de l'O.L.P. M. Khaled El Fakhour, qui présidait la réunion en l'absence d'Arafat, a condamné l'initiative de ce dernier comme étant « une violation claire et flagrante » des résolutions du Conseil national palestinien, la plus haute instance de la résistance.

Six organisations hostiles

Au total, six organisations ont déposé, dans des communiqués séparés, distribués à Damas, la rencontre au Caire. Il s'agit du Front populaire de M. Habbache, du Front démocratique de M. Hawatmeb, du Front populaire - commandement général de M. Ahmed Jibril, du Front de lutte palestinien de M. Samir Ghocheh, et du Mouvement de dissidence au sein du Fath dirigé par Abou Saleh. Trois d'entre elles ont demandé le limogeage ou la démission du chef de l'O.L.P. de toutes ses responsabilités. M. Georges Habbache, personnellement, a lancé un appel aux « masses palestiniennes » pour qu'elles obligent Arafat de se désister de toutes ses fonctions.

Tandis que le chef de l'Etat libyen, le colonel Kadhafi, dénonçait la « provocation » que constituait à ses yeux la démarche du président de l'O.L.P., la Syrie observait encore vendredi matin le silence à ce sujet.

Au Vatican, l'Observateur Romano a qualifié, jeudi, M. Arafat de « politicien capable et d'esprit ouvert, dirigeant historique de l'O.L.P. qui quitte la scène en souffrant une nouvelle humiliation ». Le quotidien commentait le départ des fedayin de Tripoli.

Le Caire. - Un geste errant de Charybde en Scylla, Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., chassé de Beyrouth puis de Tripoli, trouve enfin un havre accueillant sur une terre d'Egypte qui - oubliant ses griefs - lui a accordé un accueil triomphal à la première étape de sa nouvelle odyssée. Telle est l'image idyllique que la presse et les médias égyptiens donnent du « retour de M. Arafat au bercail », comme l'écrit le quotidien *Al Goumhouria*.

Escorté par la marine et l'armée de l'air égyptiennes avant même son entrée dans les eaux territoriales, l'Odyssée-Egypte (le choix d'« Odyssée », ayant à son bord M. Arafat, a été accueilli, dans la nuit de mercredi à jeudi, à coup de sirènes et de cornes de brume, dès son entrée dans une Port-Saïd illuminée à giorno. Débarquant aux premières heures de l'aube - pour la première fois depuis six ans - sur le sol égyptien, M. Arafat vit le gouverneur de Port-Saïd lui offrir un écu aux armoiries de la ville, un utilité des acclamations d'une centaine d'officiels et de membres de la diaspora palestinienne en Egypte, dont le frère du chef de l'O.L.P.

Quelques heures plus tard, dans la matinée de jeudi, MM. Fouad Mubarrak, premier ministre, Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, et Oussama Al Baz, chef du bureau du président Moubarak pour les affaires politiques, montèrent à bord de l'Odyssée, arrivé à Ismailia. La rencontre est chaleureuse tant du côté égyptien que palestinien, et M. Yasser Arafat ne semble pas garder en mémoire que MM. Ghali et Baz ont accompagné le président Sadate dans son voyage à Jérusalem, en novembre 1977 et sont parmi les principaux artisans de la paix égypto-israélienne.

Le chef de l'O.L.P. prend ensuite un hélicoptère qui l'emène au palais présidentiel de Koubbeh au Caire où l'attend le président Moubarak. C'est aussitôt une longue et

chaleureuse accolade au milieu du crépitement des flashes et du roulement des caméras.

MM. Moubarak et Arafat entament un entretien en tête à tête, qui dure près de deux heures, avant de faire une brève déclaration aux journalistes. M. Moubarak offre ensuite un déjeuner en l'honneur de son hôte palestinien avant que celui-ci ne reprenne un hélicoptère qui le ramène à bord de l'Odyssée.

« Je suis heureux de rencontrer M. Yasser Arafat en sa qualité de leader modéré luttant pour l'obtention des droits du peuple palestinien », déclare le président égyptien, expliquant combien est symbolique l'accueil marquant les retrouvailles entre Le Caire et le mouvement de libération palestinien.

Un rapprochement spectaculaire

On estime, en effet, dans la capitale égyptienne que « modéré » est bien le terme-clé expliquant ce rapprochement spectaculaire entre Le Caire et la centrale palestinienne après six ans de rupture où les accusations de « trahison » étaient devenues monnaie courante. Les responsables égyptiens espèrent que la visite de M. Arafat leur permettra d'encourager le chef de l'O.L.P. sur la voie d'une solution négociée du problème palestinien passant par la Jordanie. Pour Le Caire, une entente jordan-palestinienne permettrait de relancer l'initiative de paix du président Reagan (1).

Malgré les déclarations de M. Arafat au Caire qui s'enchaînent sans un recours à « une solution militaire », les officiels égyptiens pensent que la marge de manœuvre du dirigeant palestinien (privé de ses bases au Sud-Liban, à Beyrouth et à Tripoli) est maintenant limitée à la voie diplomatique, voie que promou-

vent un accord palestinien-jordanien permettant de réactiver les négociations sur l'autonomie au Cisjordanie et Gaza sur de nouvelles bases.

Manifestement, l'initiative d'accueillir M. Arafat a été dûment préparée. L'on note à cet égard le départ, lundi dernier, du chef de la diplomatie, M. Kamal Hassan Ali, pour les Etats-Unis, où il a eu une série d'entretiens avec le président Reagan et le secrétaire d'Etat M. Georges Shultz. Cette « préparation du terrain » expliquerait la rapidité de la réaction du département d'Etat à cette rencontre « encourageante et utile ».

D'autre part, M. Moustapha El Said, ministre égyptien de l'économie, en visite actuellement en Jordanie, a remis un message personnel du chef de l'Etat égyptien au roi Hussein sur la « situation dans la région ». (M. Arafat a affirmé son intention de se rendre bientôt à Amman pour s'entretenir avec le souverain hachémite).

Sur le plan arabe, l'Egypte de M. Moubarak ne cache pas sa satisfaction de voir sa politique de « modération » porter ses fruits. En effet, M. Yasser Arafat est le premier des chefs d'Etat arabes, ayant rompu leurs relations avec l'Egypte, à « être rentré au bercail » (2).

La visite de M. Arafat consolide, par ailleurs, la conviction de l'Egypte qu'elle « avait raison » dans son choix d'une solution négociée au conflit du Proche-Orient envers et contre les pays du front de la fermeté (Syrie, Libye, Algérie, Yémén du Sud, Irak et O.L.P.) ou même arabes « modérés » (Arabie Saoudite, notamment).

A part la visite de M. Arafat, un des principaux chefs du front de la fermeté, l'Irak, a de son côté, entamé une normalisation de ses relations avec l'Egypte (échange de visites de ministres et de vices d'armes pour plus de 1 milliard de dollars à

Bagdad) tandis que le Liban et la Jordanie rétablissent leurs relations commerciales avec la capitale égyptienne (3).

Le passage de M. Arafat au Caire s'inscrit donc dans le cadre du rapprochement progressif entre pays arabes et constitue même la plus belle réussite de la « patiente offensive de charme » de l'Egypte pour retrouver son rang au sein du monde arabe.

La visite est donc un « succès total » pour Le Caire, où l'on se refuse encore à commenter la protestation israélienne envoyée par l'entremise de l'ambassadeur de l'Etat hébreu dans la capitale égyptienne, M. Moshe Sasson, et la condamnation formant des diverses factions de l'O.L.P. Une source palestinienne proche de M. Arafat a mis « dans le même sac » Israël et les responsables du Fath qui ont exprimé leur opposition à la rencontre.

En ce qui concerne les répercussions de cette visite sur leurs relations avec Israël, les responsables égyptiens soulignent en coulisse qu'elles ne risquent pas d'en être affectées, étant déjà au plus bas bien avant l'accueil du chef de l'O.L.P.

Le rapprochement entre l'Egypte de M. Moubarak (toujours liée à Israël par les accords de paix de mars 1979) et la faction du Fath fidèle à M. Arafat ne pourra évoluer que si celui-ci parvient à conserver son statut à la tête de l'O.L.P. et s'engage de manière plus explicite sur la voie d'une solution négociée.

(1) Randa publie le 1^{er} septembre 1982, le plan Reagan prévoit la création d'une « entité palestinienne en association avec la Jordanie ».

(2) L'O.L.P. a statué d'Etat au sein de la Ligue arabe. Elle avait rompu ses relations avec l'Egypte à l'issue du voyage à Jérusalem du président Sadate en novembre 1977.

(3) Un accord dans ce sens a été signé jeudi entre Le Caire et Amman, indique-t-on de source autorisée.

JÉRUSALEM : un « coup très dur » pour la paix et les accords de Camp David.

Jérusalem. - La colère et l'inquiétude régnent en Israël après la rencontre entre le président Hani Moubarak et M. Yasser Arafat. Le gouvernement de M. Shamir a vivement réagi, estimant que ces retrouvailles égypto-palestiniennes constituent un « coup dur » porté au processus de paix dans la région.

A deux reprises jeudi 22 décembre, M. Shamir l'a dit sans le moindre équivoque. Exprimant d'abord dans un communiqué officiel son « étonnement » et son « regret », il a rappelé qu'après l'assassinat d'Anwar El Sadate, Arafat et ses partisans avaient dansé dans les rues de Beyrouth et a déploré que M. Moubarak « se soit entretenu avec cet homme ». Puis au cours d'un banquet en l'honneur du ministre italien des affaires étrangères, M. Andreotti, le premier ministre a qualifié la rencontre Moubarak-Arafat de « coup très dur pour la paix ». « L'O.L.P. disparaîtra tôt ou tard de la scène politique, il n'y a pas de place dans le processus de paix pour une organisation qui a inséré sur sa bannière contre tout sort la liquidation de l'Etat. Toute assistance ou tout soutien politique accordé à cette organisation terroriste, ainsi que les demandes de la voir se joindre aux négociations ne rendent pas service à la paix ».

Un désaccord croissant avec Le Caire

Israël a adressé à l'Egypte une note de protestation, dont le contenu n'a pas encore été rendu public. L'ambassadeur israélien à Washington, M. Meir Rosen, a remis un message exprimant le mécontentement de son gouvernement au sous-secrétaire d'Etat américain M. Eagleburger. Les Etats-Unis sont garants notamment de l'application du traité de paix égypto-israélien signé à la Maison Blanche en mars 1979.

Pourtant les dirigeants israéliens n'ont pas été jusqu'à assimiler publiquement la rencontre à une « violation » du traité de paix liant Jérusalem au Caire, mais ils auraient employé ce terme dans le message adressé à Washington. Selon les experts, si M. Arafat revendiquait de nouveaux statuts terroristes en Israël, comme celui récent contre un autobus, Jérusalem s'estimerait fondé à voir une rupture du traité.

De notre correspondant

Celui-ci stipule, en effet, dans son article 3 : « Chaque partie s'engage à ne pas organiser, ni inciter, ni assister, ni participer à des actes ou des menaces de belligérance, d'hostilité ou de violence contre l'autre partie, en aucun lieu, et s'engage à présenter à la justice les auteurs de tels actes ».

La droite de la coalition gouvernementale n'a pas manqué de renchérir. Dirigeant du parti de la droite nationaliste Tehiya (Renaissance), le ministre de la science, M. Neeman, qui s'opposait aux accords de Camp David, a déclaré que la rencontre du Caire « jetait le discrédit » sur le traité israélo-égyptien. Un député de cette formation a demandé la tenue d'un débat urgent à la Knesset sur cette affaire, tandis qu'un autre observait : « Nous avons rendu le Sinaï à l'Egypte en avril 1982 pour voir ce pays accueillir en héros un homme qui aspire à la destruction d'Israël ».

Tous les membres du Likoud ne semblaient pourtant pas sur la même longueur d'ondes. Avant l'intervention de M. Shamir, le président de la commission des affaires étrangères de la Knesset, - qui fut le premier ambassadeur israélien au Caire - M. Ben Elissar, avait estimé que la rencontre Moubarak-Arafat, « même si elle ne prêtait pas à réjouissance, n'affecterait pas les relations bilatérales ». « Bien des dirigeants dans le monde, ajoutait-il, ont rencontré M. Arafat sans que nous en ayons pris prétexte pour rompre toutes relations avec eux ». A l'évidence M. Shamir ne partage pas cette vision des choses.

Au-delà des arguties juridiques, la réconciliation entre M. Moubarak et Arafat n'a fait que cristalliser un désaccord croissant entre Le Caire et Jérusalem.

Voilà maintenant quinze mois que l'ambassadeur égyptien à Tel-Aviv, rappelé en consultation après les massacres de Sabra et de Chatila, a déserté son poste. Les diplomates égyptiens servant en Israël se plaignent depuis plusieurs semaines d'une campagne de harcèlements. Les négociations sur l'autonomie des territoires sont totalement dans l'impasse : l'Egypte pose comme condition à leur reprise la participation de la Jordanie et des Palestiniens ; les Israéliens voient dans cette exigence une violation des accords de Camp David.

Le Caire estime encore que le plan Reagan, catégoriquement rejeté par Jérusalem, reste le meilleur

leur « plateau » pour des négociations. M. Moubarak refuse que les pourparlers sur le contentieux frontalier de Tabé, une enclave au sud d'Elilat, se déroulent à Jérusalem, comme le souhaitait M. Shamir. Les échanges commerciaux et touristiques stagnent. Israël s'inquiète de la rhétorique égyptienne, notamment à la tribune de l'O.N.U., par exemple lorsque le représentant du Caire y accuse Jérusalem d'avoir ouvert des « camps de concentration au Sud-Liban ».

Les Israéliens en proie au doute

L'Egypte, elle, s'était alarmée du renforcement de la coopération stratégique israélo-américaine, annoncé après le voyage de M. Shamir à Washington. Les Etats-Unis se sont sentis obligés de rassurer M. Moubarak en réaffirmant que le renforcement de leurs liens avec Israël ne porterait pas préjudice à l'Egypte. Le séjour au Caire le mois dernier du directeur du ministère israélien des affaires étrangères, M. David Kinche, a permis de renouer le dialogue entre les deux voisins, mais sans régler aucun problème de fond. Un haut responsable égyptien doit venir en Israël à une date non précisée. Pour les Israéliens la « paix frileuse » avec l'Egypte est une source de déceptions et d'inquiétudes, à leurs yeux la paix véritable doit aller bien au-delà de l'état de non-belligérance.

Dans l'ensemble Israël est en proie au doute. On est conscient ici que les retrouvailles Arafat-Moubarak peuvent marquer un nouveau tournant dans la conjoncture proche-orientale. On sait que les deux hommes, ont en ce moment, besoin l'un et l'autre. En soutenant M. Arafat le président égyptien accède le rapprochement qu'il a entrepris avec les pays arabes modérés, aux dépens d'Israël. En reprenant langue avec le plus important des pays arabes, le chef de l'O.L.P. renforce son influence dans la perspective de négociations avec la Jordanie et répond à l'attente des Etats-Unis restés fidèles au plan Reagan. Voilà pourquoi Israël s'inquiète encore plus de l'attitude américaine (lire l'article de Bernard Guetta), certains allant même jusqu'à soupçonner Washington d'avoir facilité en sous-main la rencontre du Caire.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Washington veut relancer le plan Reagan

(Suite de la première page.)

Il est significatif à cet égard que Washington se soit élevé, jusqu'au départ du dirigeant palestinien, contre les entraves militaires et diplomatiques qui y étaient mises par Israël dans le but - on le voit mieux maintenant - de marquer qu'il n'y aurait pas de dialogue possible entre Jérusalem et un « terroriste ». Il n'est pas indifférent non plus de ce point de vue que le navire sur lequel a été évacué M. Arafat ait été escorté par la marine d'un pays, la France, avec lequel les Etats-Unis se trouvent au Liban en première ligne face à la Syrie.

Au moment même où le président Moubarak présentait au Caire M. Arafat comme « le leader modéré des Palestiniens », et où son ministre des affaires étrangères abordait dans le même sens, tant à Washington qu'aux Nations unies, la Maison Blanche faisait savoir que M. Rumsfeld s'était entretenu au début de la semaine à Londres avec le roi Hussein. « Nous espérons, ajoutait le porte-parole de la présidence, que les conversations (du Caire) permettront de convaincre M. Arafat que des négociations de paix dans le cadre de l'initiative du président constituent le meilleur moyen de parvenir aux objectifs des Palestiniens. Nous considérons la reprise du dialogue entre l'Egypte et l'O.L.P. comme un facteur encourageant... ».

Pas de « contact direct » avec l'O.L.P.

On ne chante pas pour autant victoire à Washington pour deux raisons. La première est que se pose aujourd'hui la question de la représentativité de M. Arafat, bien que M. Ali ait assuré le président et le secrétaire d'Etat américains qu'il restait le plus populaire des dirigeants palestiniens. La seconde est la vigueur de la réaction d'Israël qui a mis haut la barre en accusant Le Caire d'une rupture des accords de Camp David et en faisant dire par son ambassadeur à Washington après une heure d'entretien avec le numéro trois du Département d'Etat, que les Israéliens « n'étaient pas d'accord avec les Etats-Unis ».

M. Meir Rosen, qui Arafat représente qui ce se soit, il ne faut pas se laisser aller à dire que cet homme-là doit participer à quelque négociation que ce soit.

On ne pouvait être plus catégorique, mais des éléments d'optimisme existent néanmoins pour Washington. Côté palestinien d'abord, M. Arafat, qui n'a plus de poids mi-

litaire, n'a d'autre perspective que l'incertitude traversée du départ ou un ralliement amorcé, depuis jeudi, aux capitales arabes pro-américaines et opposées à la Syrie. Dans ce qui lui reste de base politique, ce sont les Palestiniens des territoires occupés - plus que les dirigeants de l'O.L.P. installés en Tunisie - feront la décision, car ils savent que seule la pression américaine sur Jérusalem peut les préserver de l'annexion pure et simple par Israël.

Au département d'Etat, on estime que la crise de l'économie israélienne et l'accroissement massif de l'aide promise par M. Reagan donnent aux Etats-Unis les moyens d'infléchir l'intransigence de Jérusalem. D'ailleurs, il n'est pas demandé à M. Shamir d'ouvrir des discussions avec M. Arafat mais avec une délégation jordan-palestinienne conduite par le roi Hussein. Or, on considère ici que si la Jordanie entendait une telle démarche avec l'aval de M. Arafat et le soutien des capitales arabes pro-occidentales, il serait difficile au gouvernement israélien d'opposer un refus pur et simple.

Et, comme il fallait tout de même mettre un peu d'huile dans les roues, le département d'Etat a souligné de son côté que Washington continuerait de refuser tout « contact direct » avec l'O.L.P. tant qu'elle n'aurait pas reconnu le droit à l'existence d'Israël et explicitement accepté la résolution 242 de l'O.N.U.

L'avenir dira ce qui, des obstacles majeurs ou des frères opportunistes, l'emportera dans cette entreprise, mais il est pour l'instant sûr que sa seule ébauche est tout bénéfice pour M. Reagan. Il répétait chaque jour ou presque, dans le scepticisme général de l'opinion américaine, qu'il avait une politique au Proche-Orient - la recherche de la paix. Voilà enfin un événement qui semble lui donner raison. L'espoir entretenu, l'active caution de l'Egypte, devraient maintenant lui fournir l'argument nécessaire pour demander du temps pour mieux résister aux critiques qui l'assailent et aux pressions en faveur d'un retrait du Liban.

M. Reagan a marqué deux points. Le premier, indiscutable, est d'avoir montré qu'il pouvait réellement, tout en renforçant les liens des Etats-Unis avec Israël, conserver, et même spectaculairement relancer d'actives relations politiques avec les pays arabes alliés. C'est beaucoup, ce pourrait être beaucoup plus encore s'il parvenait à transformer l'essai en obtenant des autres capitales arabes pro-occidentales qu'elles ne se montrent pas plus pro-palestiniennes que M. Arafat et renouent avec Le Caire.

Si cela venait à se faire, cela donnerait non seulement une importante impulsion au plan Reagan, mais permettrait aussi la constitution autour de la diplomatie américaine d'un front des régimes arabes dits « modérés ». Dans ce schéma, il ne serait pas impossible que Bagdad, dont les Etats-Unis se rapprochent chaque jour un peu plus à la faveur du conflit irano-irakien, se retrouve plus proche de l'Egypte que de son radicalisme passé, et, outre l'I.R.S.S., le grand perdant dans l'affaire serait la Syrie. En poussant le pion de son plan de paix, M. Reagan espère ainsi en pousser un autre au Liban en isolant Damas. Force est de reconnaître que le président américain a quelque peu avancé, jeudi, dans les directions qu'il s'est publiquement assignées.

BERNARD GUETTA.

DIPLOMATIE

M. MITTERRAND SE RENDRA EN « VISITE D'ETAT » AUX ETATS-UNIS, EN MARS PROCHAIN

M. Mitterrand se rendra en « visite d'Etat » aux Etats-Unis du 21 au 27 mars prochain, ont annoncé simultanément, jeudi 22 décembre, l'Elysée et la Maison Blanche. Le président français passera les trois premiers jours de ce séjour à Washington et sera reçu, le 22 mars, par M. Reagan dans son bureau ovale de la Maison Blanche, après quoi il visitera plusieurs villes américaines, précise-t-on.

Cette visite sera le premier séjour officiel que M. Mitterrand fera en tant que chef d'Etat aux Etats-Unis, mais elle marquera sa sixième rencontre avec M. Reagan. Les deux présidents se sont en effet rencontrés à l'occasion de trois sommets des sept pays industrialisés (à Ottawa en juillet 1981, à Versailles en juin 1982 et à Williamsburg, aux Etats-Unis, en mai 1983) et ont eu, de surcroît, deux entretiens bilatéraux : en octobre 1981 (pour le bicentenaire de la bataille de Yorktown, en Virginie, suivi du sommet Nord-Sud de Cancun, au Mexique), enfin, le 12 mars 1982, à l'occasion d'une visite-éclair que M. Mitterrand avait faite à Washington. C'est à Williamsburg, en mai dernier, que le principe d'une visite d'Etat du président français aux Etats-Unis avait été arrêté.

Une autre logique

Adorer l'adorable

Emilienne et les mecs

ASIE

EUROPE

Chine

LE MAUSOLÉE DE MAO ZEDONG VA ÊTRE OUVERT AUX SOUVENIRS D'AUTRES DIRIGEANTS

Pékin, (A.F.P.). - Le mausolée de Mao Zedong, situé sur la place Tian'anmen, au centre de Pékin, deviendra un musée à la mémoire des principaux dirigeants chinois décédés, à partir de lundi prochain, jour du quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance du fondateur de la Chine communiste.

M. Gao Liang, un responsable du département de la propagande du parti communiste chinois, a indiqué jeudi, au cours d'une conférence de presse, que le musée comportera quatre salles d'exposition, chacune étant consacrée à un grand dirigeant révolutionnaire décédé : Mao, Zhou Enlai, l'ancien président Liu Shaoqi et le maréchal Zhu De.

La partie du mausolée où se trouve le corps embaumé du « Grand Timonier » ne sera en revanche pas modifiée et l'ensemble de l'édifice, un énorme cube de béton, continuera à porter le nom de « mausolée de Mao Zedong ».

M. Gao a expliqué que le réaménagement du mausolée avait essentiellement pour but de montrer que « la pensée Mao Zedong était la cristallisation de la sagesse collective du parti » et que Zhou Enlai, Lin Shaoqi et Zhu De ont apporté d'importantes contributions à cette pensée.

(Publicist)

27 tapis de laine
Tous les tapis de laine sont à vendre au jour du « Depot Vente de Paris » c'est-à-dire le samedi 24 décembre 1983, de 10h à 20h, dans le hall de la Gare d'Orsay, 1050 m² d'exposition. LE DEPOT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny, (20^e), 372.13.91

Italie

VASTE OPÉRATION ANTI-MAFIA EN SICILE ET EN CALABRE

Messine (A.F.P.). - Une grande opération anti-Mafia a donné lieu, dans la nuit du mercredi 21 au jeudi 22 décembre en Sicile orientale, à l'arrestation de quatre-vingt-dix personnes et à la saisie d'un véritable arsenal.

Sept cents carabinieri, appartenant aux bataillons de Palerme, et de plusieurs villes de cette région, ont été mobilisés pour procéder au démantèlement d'un réseau organisé dans le trafic de la drogue et des armes, et dans la contrebande.

A Syracuse, Catane, Messine, Enna et Raguse, la première rafle visait des personnes connues, pour la plupart, des services policiers. Mais elle devait entraîner d'autres arrestations. En effet, selon la police, cette première opération avait permis la dénonciation de trois cent quatre-vingt-onze personnes, impliquées dans des trafics divers.

Plus de vingt personnes seraient en fuite en Sicile, et l'arrestation d'un suspect, dont on ne connaît pas l'identité, serait imminente.

D'autre part, à Reggio de Calabre, la police a arrêté cent vingt-quatre personnes.

Suède

DEUX DIPLOMATES SOVIÉTIQUES EXPULSÉS

(De notre correspondant.)

Stockholm. - Deux diplomates de l'ambassade d'U.R.S.S. à Stockholm ont été priés de quitter la Suède, jeudi 22 décembre. Tous deux sont soupçonnés par les services de renseignements suédois de s'être livrés à des activités d'espionnage industriel dans les secteurs de l'électronique et de la technologie militaire. Leur identité n'a pas été révélée. En décembre 1982, trois citoyens suédois dont deux diplomates en poste à Stockholm et à Göteborg avaient été expulsés de Suède pour des raisons similaires. - A.D.

Suisse

CONDAMNATION D'UN RESSORTISSANT SOVIÉTIQUE À ZÜRICH

Zürich. - Un ressortissant soviétique, M. Michael Vassilievitch Nicolovitch, a été condamné, jeudi 22 décembre, par le tribunal de Zurich, à trois ans de prison et quinze ans d'interdiction de séjour en Suisse, pour espionnage industriel au profit de l'U.R.S.S. Il avait été arrêté à Zurich, le 25 janvier 1983, et reconnu coupable de complicité avec l'officier de marine sud-africain Gerhardt, arrêté le 8 janvier 1983 à New-York, et qui avait avoué ses activités d'espionnage. - (A.F.P.)

Pologne

NOUVELLES ARRESTATIONS

Dix militants de Solidarnosc ont été arrêtés à Gorkow-Wielkopolski (dans l'ouest du pays) pour « activités syndicales illégales », a annoncé, jeudi 22 décembre, l'agence officielle PAP. Du matériel d'imprimerie et de radio et des milliers de publications « imprimées sans autorisation » ont été saisis. Depuis le début de décembre, les informations concernant les arrestations de militants syndicaux - et touchant parfois plusieurs dizaines de personnes - se multiplient dans la presse polonaise ; cependant, la date exacte de ces arrestations n'est presque jamais précisée. - (A.F.P.)

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Incertitudes à Hongkong

L'impasse dans les pourparlers entre Londres et Pékin suscite des inquiétudes sur l'avenir de la colonie britannique

Hongkong. - Préfiguration, pour le territoire britannique, d'un avenir que beaucoup ici peignent déjà en sombre ? Les illuminations de Noël, cette année, ne sont vraiment pas dignes d'une ville qui prétend au rang de troisième place financière du monde. Economies, économies... La colonie rogne sur les lampions. Pour ajouter à la morosité ambiante, la communauté chinoise (98 % de la population) a failli être privée du feu d'artifice qui, d'ordinaire, salue l'arrivée du Nouvel An lunaire. La société Jardine Matheson, l'un des piliers de l'établissement commercial anglais, qui, habituellement, fournissait les pétards, vient d'annoncer que le jeu, à ses yeux, n'en valait plus la chandelle. Heureusement pour la tradition, un établissement financier, la Sun Hung Kai, a décidé de suppléer cette défaillance.

Cette atmosphère un peu contrainte est à l'image des incertitudes politiques qui pèsent sur le territoire. Anglais et Chinois de Pékin se sont déjà rencontrés à sept reprises pour discuter du sort de la colonie après la fin du bail, en 1997, et pendant la période de transition qui sépare encore de cette date fatidique. De ces discussions et des contacts diplomatiques « officieux », mais parallèlement, il est jusqu'à présent sorti peu de choses.

D'un commun accord, les conversations sont qualifiées d'« utiles » et de « constructives ». Après la dernière séance, le 8 décembre, il a été, en outre, indiqué que les deux parties avaient passé en revue les « progrès » déjà réalisés. Quels progrès ? Nul ne le sait. Mais, dans l'esprit des Chinois comme des Anglais, cette présentation rassurante des négociations doit aider à maintenir la « prospérité et la stabilité » de Hongkong et c'est là, pour le moment, l'essentiel.

Le communisme ou la libre-entreprise

La panique qui a saoué le dollar de Hongkong fin septembre-début octobre a eu, au moins, un effet salutaire : elle a contraint le gouvernement du territoire à décaler à son traditionnel penchant pour le laissez-faire et elle a convaincu celui de Pékin qu'il courrait à la catastrophe s'il continuait à jouer la carte d'un « arbitraire primaire ». Aussi bien, ces dernières semaines, les déclarations émanant des dirigeants chinois se sont-elles succédées : promesses de ne pas toucher au système social et économique du territoire pendant cinquante ans ; assurance que les libertés de parole, de publication, d'association et de voyage seraient respectées, ces principes devant figurer, noir sur blanc, dans une « mini-constitution », qui définirait le cadre institutionnel et légal de la future « région administrative spéciale ». Une fois ratifiée par l'Assemblée nationale chinoise, un tel document pourrait figurer en annexe de la constitution de la République populaire.

Ces belles paroles se heurtent, pour le moment, à un air d'indifférence, voire de méfiance, dans une bonne partie de la communauté chinoise du territoire. « Une mini-constitution ? s'écrit M. Miu Yu, éditeur du journal L'Orient, le quotidien au plus fort tirage (six cent mille exemplaires), même si les gens de Pékin nous

De notre envoyé spécial

donnaient une constitution à part entière, il serait difficile de lui accorder crédit. Ils en ont eux-mêmes changé si souvent depuis trente ans ! »

Même un groupe modéré comme les Hongkong Observers, dont les représentants viennent d'être reçus à Pékin par M. Ji Pengfei, le directeur du Bureau des affaires de Hongkong et de Macao, reconnaît que les engagements verbaux exprimés jusqu'ici par Pékin sont insuffisants, tant la défiance envers le régime communiste est fortement ancrée dans la population du territoire. Selon M^{me} Anna Wu, porte-parole du groupe, non seulement les habitants de Hongkong devraient être associés à l'élaboration du statut de la future « région administrative spéciale », mais encore ce document devrait préciser que « son abrogation sera impossible sans le consentement de la population ». En outre, le futur gouvernement de Hongkong devrait, selon M^{me} Wu, être élu par le peuple et disposer de certains pouvoirs autonomes en matière exécutive, notamment pour ses relations commerciales, vitales à l'économie du territoire.

De telles revendications sont-elles acceptables par Pékin ? On peut, raisonnablement, en douter. Pour des raisons de principe, tout d'abord. Comment le régime communiste tolérerait-il la tenue d'élections libres à Hongkong après le retour du territoire à la Chine, alors qu'une telle consultation n'a pas été organisée dans le reste du pays depuis trente-quatre ans ?

Il faut bien voir ensuite que si le gouvernement de Pékin est prêt à concéder les groupes les plus vives - mais mesurées - il entend en revanche à son seul profit ces contacts et, en fin de compte, garder le dernier mot. Rien n'illustre mieux ces sentiments ambivalents que l'attitude de Pékin envers les négociations avec les Anglais. Justifiant l'interdiction de la Chine de rendre publique son propre projet de solution du problème est septembre prochain, quel que soit l'état des pourparlers - méthode déjà pour le moins cavalière - un porte-parole a déclaré : « Il y a deux questions différentes. D'une part, la Chine espère parvenir à un accord avec la Grande-Bretagne. Mais, d'autre part, la Chine a le droit de faire connaître son point de vue sur un territoire qui est le sien. » Étrange dichotomie.

Des moyens de pression

Aux yeux d'un certain nombre d'intellectuels chinois de Hongkong, le jeu, en réalité, est délibérément faussé par Pékin, qui agit dans ce but la carte du « patriotisme ». « Nous ne pouvons pas adhérer à ce que dit Pékin. Certes nous sommes Chinois. Mais si nous voulons rester à la fois des Chinois et des individus libres, nous devons suivre une autre voie », nous déclare M. Lam Shuk-hui, rédacteur en chef du journal Shun Pao. « Contrairement à ce que prétend Pékin, le choix n'est pas entre la Chine et la Grande-Bretagne, mais entre le communisme et la libre-entreprise. Nous ne disons pas que la Grande-Bretagne doit rester ici éternellement. Nous disons que sa présence est, aujourd'hui, plus

nécessaire que jamais. Et nous réclamons une garantie internationale du futur statut de Hongkong. »

Pour faire entrer dans son moule les récalcitrants du genre de M. Lam, Pékin dispose de divers moyens de pression. Le contrôle des petites annonces est un, particulièrement efficace à l'égard des journaux trop indépendants. Ainsi, le Shun Pao a-t-il été le seul quotidien en langue chinoise privé de la publication de placards funéraires lors de la mort, le 6 décembre, de M. Ho Yin, le magnat pro-communiste de Macao. Il faut dire que le même journal, décidément très en pointe contre le P.C.C., avait révéillé quelques jours auparavant un bien étrange affaire : un homme d'affaires de Hongkong, M. Allen Lee Peng-fai, avait pour son désaccord avec Pékin sur l'avenir de la colonie, aurait été « chassé » pendant trois jours, dans la capitale chinoise, à la mi-octobre. Cet isolement complet aurait eu pour but de « persuader » cet esprit critique de mettre une sourdine à ses attaques envers le régime communiste.

Paradoxalement, dans cette bataille pour Hongkong, la Chine semble trouver ses meilleurs alliés parmi le fine fleur du capitalisme chinois local. M. Ann Tse-Kai, numéro un de l'industrie textile dans la colonie, ancien président de la Fédération des industries et du Conseil de commerce de Hongkong, est assez représentatif de ce groupe d'hommes. Selon M. Ann, la Chine et la Grande-Bretagne doivent arriver à un « compromis », mais il refuse que soit posée la question des « garanties » d'un futur accord, « car si vous parlez de garanties, cela veut dire que vous ne faites pas confiance ».

Or, M. Ann fait confiance. Pas aveuglément, certes. Il pense, par exemple, qu'une « justice honnête » et les « lois anglaises » devraient être « maintenues » après 1997 et qu'un « certain degré de liberté de circulation » devrait être accordé aux citoyens du territoire. Mais il faut être réaliste : « L'avenir de Hongkong est inévitablement sous des relations amicales avec la Chine ». Et d'ajouter : « La Grande-Bretagne a abandonné la plupart de ses colonies. Pourquoi devrait-elle rester à Hongkong ? Pour tout dire, il ne fait aucun doute que Hongkong appartient à la Chine. Mais, en même temps, ils ne veulent pas que leur vie subisse de changement ».

Comme d'autres, tel M. Sza Chu-Sian, vice-président de l'Association des « Hongkong Belongers », groupe de réflexion d'un certain nombre d'intellectuels, M. Ann fait un pari philosophique. Il pense que le communisme, « idéologie importée », sera, en fin de compte, « transformé » par les Chinois, « car la civilisation chinoise est fondée sur les valeurs humaines ». Dans l'immédiat, il importe, à ses yeux, de maintenir la prospérité de Hongkong, qui repose sur le développement de son industrie, le travail de sa population et la force de sa monnaie. Le reste n'est qu'idéologie ou littérature. Depuis l'été dernier, M. Ann a peaufiné sa stature de capitaliste « patriote » : il est membre de la conférence politique consultative du peuple chinois, dont le siège est à Pékin.

MANUEL LUCBERT.

Corée du Sud

Mesures d'amnistie et de clémence

Séoul (A.F.P.). - Les autorités sud-coréennes ont annoncé, le jeudi 22 décembre, une mesure d'amnistie concernant trois cent quatre-vingt-cinq prisonniers politiques et militaires, dont sept cent cinquante-cinq prisonniers de droit commun, décidée à l'occasion de la fin de l'année.

Cette mesure, précise un communiqué, touche notamment cent trente et un étudiants condamnés à des peines de prison pour avoir participé à des manifestations antigouvernementales, ainsi que cent quarante-deux autres prisonniers politiques condamnés pour avoir pris part à des émeutes. Le ministre de la culture et de l'information, M. Lee Jin Hie, a indiqué que le président Chun Doo Hwan avait décidé cette mesure pour favoriser un « progrès national dans l'unité ».

Le gouvernement a, d'autre part, annoncé qu'un certain nombre de personnes retrouveraient leurs droits civiques, dont l'ancien chef des armées, le général Chung Sung Hwa, écarté lors de l'arrivée au pouvoir du président Chun, ainsi que le prêtre catholique Choi Ki Shik, condamné, puis amnistié pour avoir hébergé des étudiants opposés au régime du président Chun. Le ministre de l'information et de la culture a, en outre, indiqué que les étudiants récemment arrêtés pour activités antigouvernementales doivent également bénéficier de l'amnistie décidée par le gouvernement.

Le gouvernement sud-coréen avait annoncé mercredi que mille trois cent soixante-trois étudiants expulsés de leur université pour activités antigouvernementales, pourraient reprendre leurs études.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)
Liv. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDE
73 bis, av. de Wagram, 17^e
227-88-54/743-34-17

OUVERT LE DIMANCHE - FERMÉ LE 25/12

vendredi 23 déc. samedi 24 déc.
pour vos cadeaux
2 JOURS
-25%
SUR TOUS LES PRIX MARQUÉS
DIRECTEMENT A NOS CAISSES
Métro OPERA
FESTIVAL INTERNATIONAL de la FOURRURE
Les plus larges facilités de paiement
Garantie totale sur tous vos achats
Service après-vente
27.29. Bd. des CAPUCINES PARIS

DÉMENAGEMENT
ODOUL
208 10-30

AMÉRIQUES

La Grenade

Après la promenade militaire, les chausse-trappes politiques

Moins de deux mois après leur débarquement à Grenade le 25 octobre, les Etats-Unis n'y ont plus un seul combattant. Le 18 décembre, en effet, les derniers parachutistes du 82^e régiment aéroporté sont repartis pour Fort Bragg, en Caroline du Nord. Il ne restait plus, à la fin de l'opération, que cent cinquante M.P. (police militaire) et cent cinquante « conseillers » américains, ainsi que quatre cents soldats de la Force de paix caribbe pour assurer la sécurité dans l'île aux épices.

« Est-ce bien raisonnable ? », se demandent déjà les Grenadins, déboussolés par le maélström de ces dernières semaines : du renversement de Maurice Bishop, le 13 octobre, à l'invasion américaine, en passant par la fusillade du « mercredi sanglant » - ce 19 octobre qui vit la mort de quarante personnes (plus que lors des opérations militaires), parmi lesquelles la moitié des ministres du gouvernement du New Jewel, leur chef en titre - sans oublier le bref épisode du « conseil militaire révolutionnaire » du sénateur général Hudson Austin. Les insulaires trouvent bien hâtif le départ des G.I.

Tutelle

Ceux-ci, il est vrai, avaient été accueillis en sauteurs par une population traumatisée par la dérapage sanglant de la « révolution ». A la joie de ceux que le coup d'Etat du 13 mars 1979 avait horrifiés, la satisfaction de ceux que l'évolution politique du régime avait « réconfortés » contre le New Jewel s'était ajoutée, en effet, le soulagement de tous ceux - la majorité des cent dix mille Grenadins sans doute - qui se voyaient désormais enfermés dans leur petit paradis tropical sous la férule d'un psychopathe sanglant. Certains membres de l'ancien parti officiel, à l'évidence proches de M. Bishop, n'ont pas été les derniers à exprimer leur satisfaction aux journalistes occidentaux débarqués dans l'île quelques jours après les « marines ».

Les témoignages concordent : les G.I. étaient à ce point appréciés d'être bien accueillis quelque part dans le tiers-monde qu'ils ont mis leur point d'honneur à se comporter en gentlemen - à la différence de certains soldats des six petits Etats caribbes arrivés dans les fourgons des Etats-Unis.

En conformité avec le vote du Congrès l'autorisant à déployer des troupes à la Grenade pour un maximum de deux mois, le président Reagan a donc décidé de mettre un

terme officiel à la « promenade militaire » sous les tropiques. Washington peut se féliciter d'avoir mené à bien l'opération, malgré une impopularité initiale parmi ses alliés et dans la presse. Le message n'a-t-il pas été reçu au Nicaragua, où les dirigeants ont multiplié, ces dernières semaines, les gestes d'ouverture démocratique ? L'invasion n'a-t-elle pas rencontré un écho très favorable dans les Caraïbes - comme en témoignent, par exemple, la remontée soudaine de la côte de popularité de M. Seaga, le dirigeant conservateur pro-américain de la Jamaïque, et sa décision de convoquer, dans des conditions au demeurant contestables, des élections anticipées ? (Le Monde du 16 décembre.)

Mais les Etats-Unis n'ont-ils pas, en cette affaire, mangé leur pain blanc en premier ? Tout d'abord, la décision de recourir à la force de la part d'un Super-Grand est un élément évident de tension internationale - comme on l'a bien vu en 1979 lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, bien qu'il n'y ait aucune commune mesure entre le « coup de Kaboul » et le débarquement de Saint-George's. Mais les Etats-Unis ne seront-ils pas davantage tentés, désormais, de croire que tout problème international peut trouver une solution par les armes ? « Les jours de faiblesse sont révolus. Nos soldats sont à nouveau solidement campés sur leurs jambes », s'est récemment vanté M. Reagan en une référence explicite à la Grenade.

Dans l'hémisphère occidental, en second lieu, il importe de distinguer entre le très net soulagement de la plupart des Etats anglophones de la Caraïbe et l'inquiétude manifeste de la quasi-totalité des grands pays « latins ». L'histoire s'est ainsi faite, dans les Amériques, que toute action militaire des Etats-Unis dans la région, y compris la plus explicable en apparence, est reçue avec la plus extrême suspicion par ses voisins du Sud. Chacun se demande, en effet, avec une anxiété rarement faite, quel sera le prochain objectif des « marines ». Il est certainement plus facile pour Washington de se faire applaudir à la Barbade ou à la Dominique qu'à Caracas ou à Lima.

A la Grenade même, enfin, il n'est pas certain que les Etats-Unis soient tirés d'affaire. Le journaliste grenadin Alister Hughes écrivait au lendemain de l'invasion : « Nous sommes prompts à accueillir les

qui arrivent ici, mais plus prompts encore à soupçonner les intentions de ceux qui s'incrustent. » Or, le départ des « paras » n'est pas tout. Les Etats-Unis, du fait de l'invasion et du vide politique qu'elle a enterré, se sont convertis en tour de facto du petit Etat. Dans le meilleur des cas, cette tutelle provisoire pourrait être éphémère. Mais l'ambassadeur Charles Gillespie parle aujourd'hui, à Saint-George's, avec l'assurance d'un proconsul. Son poids à Grenade est incomparablement supérieur à celui du colonel Delroy Ormsby, le commandant jamaïcain de la « Force de paix caribbe », ou même à celui du gouverneur général Paul Scoon ; et il semble prendre goût à le faire savoir.

Pour le reste, les problèmes abondent. Les Grenadins sont certes soulagés de la disparition du Conseil militaire révolutionnaire. Mais il ne faut pas oublier que, le 19 octobre, une foule évaluée à vingt-cinq mille personnes (le quart de la population de l'île) avait fait une escorte triomphale à Maurice Bishop dans les rues de la capitale - jusqu'à ce que Fort-Rupert où il devait connaître son martyre. Le 13 décembre, premier jour de grand départ pour les troupes américaines, on a vu fleurir à de nombreuses boutonniers des badges célébrant l'ancien premier ministre. On observe, d'ailleurs, qu'aucune campagne « anti-Bishop » n'a été lancée ou simplement encouragée par les représentants américains dans l'île. La parti New Jewel est, certes, parti discrédité de ses luttes intestines durant ses derniers jours de pouvoir. Mais les « avancées » sociales du gouvernement révolutionnaire (en matière de santé et d'éducation par exemple) n'ont pas été oubliées, notamment par les plus défavorisés.

Vitrine

Beaucoup dépendra donc de la politique économique que mènera, dans un premier temps, le Conseil exécutif provisoire sous l'autorité de M. Nicholas Brathwaite, puis, à partir de la fin de 1984, le gouvernement qui sortira des élections législatives.

C'est largement affaire de moyens. Or le New Jewel a laissé les caisses vides et beaucoup de dettes derrière lui. L'interruption, évidente, de l'aide cubaine, européenne et soviétique laisse donc une grosse « ardoise ». Les Etats-Unis ont promis de fournir 18 millions de dollars dans les

mois à venir. Ce n'est, pour eux, qu'une goutte d'eau dans la mer des Caraïbes ; mais c'est nettement insuffisant pour faire face aux besoins les plus urgents d'un pays bouleversé par la révolution et par la guerre.

A Washington, on est bien conscient de l'aspect « vitrine » que revêt désormais la Grenade dans la région et au-delà. Mais l'administration républicaine n'en a pas dévié le prix d'une sur-renchère de demandes d'assistance. L'enveloppe à la C.B.I. (Initiative pour le bassin des Caraïbes) a été fixée à 800 millions de dollars pour l'année fiscale 1983-84, et elle doit « couvrir » environ vingt-cinq pays ! Ainsi, il est d'ores et déjà très peu probable que Washington finance l'achèvement du fameux aéroport de Pointe-Salines, réalisé à 70 % par les quelques sept cents « travailleurs » cubains qui se sont opposés les armes à la main aux « marines » fin octobre.

Le gouvernement provisoire de Saint-George's aura bien d'autres problèmes à traiter. Une fois des deux cents boursiers en cours d'étude à Cuba et en Europe de l'Est ? Comment se comporter envers une administration truffée de sympathisants du New Jewel ? Comment « recadrer » les quelques mille membres de l'ex-armée révolutionnaire venus grossir la troupe déjà nombreuse des chômeurs ? Quelles perspectives offrir à une jeunesse nombreuse et clairement désœuvrée par les événements récents ? Quel projet faire à M. Bernard Coard, l'ancien numéro deux du régime déchu, par qui le « socialisme » a été introduit, et au général Austin, probable ordonnateur du massacre du 19 octobre ?

Le retour de la démocratie, enfin, ne sera pas aisé dans un pays où celle-ci avait, sous l'indépendance acquise en 1964, été dévoyée par Sir Eric Gairy, renversé en 1979, et mise au rancart par Maurice Bishop depuis lors. La crainte secrète des représentants américains dans l'île semble être soit un retour en force de l'ancien dictateur exilé depuis quatre ans et demi, soit une victoire électorale... du New Jewel.

Car on ne voit guère, dans l'actuel foisonnement des ambitions à la Grenade, émerger de personnalités de premier plan désireuses de se lancer dans cette « troisième voie » théoriquement ouverte par l'échec des deux autres.

JEAN-PIERRE CLERC.

Nicaragua

SECON L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS L'évêque de Bluefields serait vivant et ferait route vers le Honduras en compagnie d'Indiens Miskitos

L'incertitude régnait encore ce vendredi 23 décembre sur le sort exact de Mgr Schleifer, évêque de Bluefields, sur la côte atlantique du Nicaragua, qui, selon les autorités de Managua, aurait été enlevé et assassiné par un commando antisandiniste (Le Monde du 23 décembre).

M. Antony Quinton, ambassadeur des Etats-Unis à Managua, a annoncé le jeudi 22 décembre dans la soirée que le département d'Etat de Washington disposait d'informations selon lesquelles l'évêque dirigeait une colonne d'Indiens Miskitos vers la frontière du Honduras et qu'il était donc vivant. L'ambassadeur démentait ainsi ce que Mgr Schleifer ait été assassiné par des guérilleros antisandinistes venus enlever des Indiens Miskitos dans cette région comme l'affirme le gouvernement de Managua.

A Managua, des responsables ont mis en doute cette version de l'ambassade américaine, et le chef de la sécurité, M. Lenin Cerda, a maintenu que son gouvernement n'écarterait pas l'hypothèse de l'assassinat de l'évêque. Le représentant de Managua sur la côte atlantique a confirmé de son côté qu'un groupe « de cent cinquante contre-révolutionnaires avaient attaqué la localité de Francisco-Silva » à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Honduras. L'évêque se trouvait à ce moment-là dans cette localité.

A Tegucigalpa, capitale du Honduras, un dirigeant de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N., antisandiniste), M. Calero a démenti jeudi soir que son organisation ait enlevé Mgr Schleifer et plusieurs centaines d'Indiens Miskitos. A Tegucigalpa également, un porte-parole du mouvement des Indiens Miskitos antisandinistes a affirmé de son côté que « le prélat était en train de fuir vers le Honduras en compagnie de plusieurs centaines d'Indiens qui se trou-

« Trois millions de personnes risquent de mourir de faim dans le Nordeste »

nous déclare l'archevêque de Fortaleza

De notre envoyé spécial

Fortaleza. — Dans sa résidence de Fortaleza, ville dont il est archevêque depuis dix ans, le cardinal Aloísio Lorscheider déclare à qui veut l'entendre : « Trois millions de Nord-estins risquent de mourir de faim en 1984 ».

Le cardinal n'est pas l'homme des formules à l'emporte-pièce, au contraire de Dom Hélder Câmara ou de Mgr Evaristo Arns, l'archevêque de São Paulo. Avec sa voix douce, presque féminine, inattendue chez ce « gaúcho » (un homme du Sud) puissamment bâti, il a souvent déçu les journalistes lorsqu'il présidait la conférence nationale des évêques du Brésil (poste qu'il a tenu de 1971 à 1979). Les reporters essayaient de lui arracher des sentences définitives sur le régime militaire. Il répondait toujours en bon pasteur apparemment disposé à la conciliation. En fait, la douceur du verbe n'était qu'un écran. Dom Aloísio était aussi ferme dans l'action que ses collègues plus fulminants. Aujourd'hui pourtant, il ne mène pas ses mots. Après cinq années consécutives de sécheresses dans le Sertão (la brousse), il prévoit, si rien ne change, un avenir terrifiant.

« Quand je dis que trois millions de Nord-estins risquent de mourir de faim d'ici à la fin de 1984, je n'émet pas une opinion personnelle, je récite un pronostic formulé par des techniciens. C'est ce qui se passera s'il ne pleut pas, si le gouvernement n'accroît pas son aide, si aucune solution n'est donnée au problème de la sécheresse et de la faim ».

Est-ce que des gens meurent déjà ?

« Des masses de gens, surtout des enfants. Un seul exemple : à Campos-Belo, une localité modeste située à 60 kilomètres de Fortaleza, vingt enfants sont morts en un mois, et sur le registre des décès, dix-sept ont été déclarés comme « morts de faim ». Les enfants qui ne meurent pas sont destinés à devenir des adultes ».

Comment en est-on arrivé là ?

« La sécheresse n'a fait qu'aggraver une situation où le peuple vit encore en état d'esclavage comme au seizième siècle. Ce peuple est entièrement dépendant des propriétaires du sol qui l'exploitent au maximum tout en maintenant à son égard une certaine paternalisme. Une telle relation n'a pas habitué les paysans à prévoir, à faire des réserves. Quand tout va mal, il attend une aide du patron et il attribue à la volonté de Dieu ce qui leur arrive. La bourgeoisie locale, elle, est restée : elle est convaincue qu'il y a, sur cette terre, des hommes supérieurs et d'autres qui sont inférieurs ».

Quelle est la politique du gouvernement fédéral ?

« Le gouvernement préfère que les choses restent comme elles sont. Le Nordeste est, en effet, un réservoir de votes gouvernementaux. A condition d'être parti du pouvoir distribue des faveurs qui soulagent momentanément ceux qui les reçoivent et il obtient ainsi leurs suffrages ».

Uruguay

LE GOUVERNEMENT MILITAIRE RENFORCE LES MESURES DE CONTROLE DE LA PRESSE

Montevideo (Reuter). — La police uruguayenne a dispersé, jeudi 22 décembre, une manifestation de soutien à M. Germain Araujo, su troisième jour d'une grève de la faim de protestation contre la fermeture par le gouvernement militaire de la radio dont il est propriétaire.

La radio a été fermée pour avoir diffusé un reportage sur la convention du parti Colorado alors que, depuis août, la presse locale n'est pas autorisée à publier des reportages sur des événements politiques.

La police a chargé la foule et a interpellé trois journalistes, dont le correspondant de l'agence Reuter. Le président Alvarez a interdit en août toute activité politique à la suite de l'échec des discussions entre la junte et les trois partis politiques légaux pour décider de réformes constitutionnelles préalables au retour du pays à la démocratie.

Le gouvernement, accusant sa pression contre la presse, a d'autre part, soumis jeudi à la censure préalable trois hebdomadaires politiques et un programme de radio, retardant ainsi leur diffusion.

Brésil

Le Monde

L'AFFAIRE

L'intervention de

— L'Eglise n'intervient-elle pas auprès de Brasilia pour changer une telle situation ?

— Non. Nous ne faisons pas ce genre de démarche qui relèverait encore du paternalisme. Nous ne pouvons pas servir d'intermédiaire entre le gouvernement et la population parce que cela reviendrait à jouer le rôle d'agents électoraux. Ce que nous faisons ? Nous organisons les paysans au sein des communautés de base, des syndicats, pour qu'ils exigent eux-mêmes qu'une solution soit donnée à leurs problèmes.

— L'Eglise a reçu beaucoup d'aides en faveur des affamés du Nordeste. Comment les utilise-t-elle ? A qui ont-elles été destinées, par exemple, les fonds recueillis en France ?

— Sauf dans des cas précis, nous ne distribuons rien gratuitement. L'argent nous sert à financer des projets : construction de bassins, de citernes, de routes, d'écoles d'adultes. Là encore, il s'agit d'éviter toute forme de paternalisme : nous pensons que les « seringueiros » (1) ne doivent pas se trouver en posture de mendiants. Nous préférons qu'ils gagnent un salaire en travaillant pour se sentir responsables, capables d'agir par eux-mêmes.

— Mais c'est ce que fait précisément le gouvernement avec les « fronts de travail » ouverts à trois millions de « flagelados » (2).

— Il y a des différences. Le travail exécuté dans ces fronts est imposé aux paysans alors que dans nos projets nous demandons aux gens ce qu'ils veulent faire. Souvent, les « fronts de travail » ne sont pas très efficaces. On a l'impression que le gouvernement s'occupe des « flagelados » pour qu'ils ne le préoccupent pas. Ils pourraient créer des troubles, en effet, notamment dans les villes ».

CHARLES VANHEECHE.

- (1) Habitants du Sertão.
- (2) Littéralement ceux qui sont « flagellés » par la sécheresse.

LES DEUX PRÊTRES FRANÇAIS LIBÉRÉS VONT FAIRE APPEL POUR QUE LEUR INNOCENCE SOIT RECONNUE

Les deux prêtres français, Aristides Camilo et François Gourion, remis en liberté au Brésil après deux ans et quatre mois de prison, ont décidé de faire appel auprès du tribunal suprême fédéral pour faire reconnaître officiellement leur innocence, a déclaré à Paris M. Pierre Gourion, frère de François, le jeudi 22 décembre.

Les deux prêtres, condamnés respectivement à dix et huit ans de prison pour « incitation à la subversion » et « à la haine des classes », ont été libérés à la suite de la promulgation de la nouvelle loi de sécurité, plus clémentine que la précédente, mais ils n'ont pas été innocentés. Ils espèrent qu'un nouveau procès pourra avoir lieu avant qu'une décision d'expulsion soit éventuellement prise à leur encontre.

D'autre part, un autre prêtre français, le Père François Glory, a accepté de quitter provisoirement sa paroisse de Natividade, dans le Centre-Ouest du Brésil, et de se rendre dans l'Etat de Paraná, dans le Sud, pour éviter une nouvelle et éventuelle controverse avec les autorités brésiliennes. Dom Celso, évêque du diocèse dont dépend le Père François Glory, est intervenu en sa faveur, et la presse s'est fait l'écho de « menaces de mort » adressées au prêtre français.

Argentine

● UN AVOCAT RÉCLAME L'ARRESTATION DU GÉNÉRAL BIGNONE. — Un avocat de Buenos-Aires a demandé, jeudi 22 décembre, que la justice ordonne l'arrestation de l'ancien président Bignone dans le cadre d'une enquête judiciaire sur la disparition de deux militants communistes en 1976. L'avocat affirme que le général Bignone, présumé de M. Raúl Alfonsín, n'est pas présent devant les tribunaux pour répondre aux accusations de « distorsion de preuves », « entraves à la justice » et « faux témoignage », dans le cas de la détention et de la disparition, alors qu'il effectuait leur service militaire, de deux membres de la Fédération de la jeunesse communiste argentine. — (A.F.P.)

Etats-Unis

Le sénateur Kennedy demande 2,5 milliards de dollars pour lutter contre la faim

M. Edward Kennedy a rendu public, jeudi 22 décembre, le rapport qu'il va soumettre à la commission sénatoriale du travail sur la faim aux Etats-Unis. Accusant l'administration Reagan de pratiquer une « politique inhumaine » à l'égard des déshérités, le sénateur du Massachusetts demande la création d'un fonds supplémentaire de 2 milliards et demi de dollars pour accroître, notamment, de 10 % la valeur des coupons d'alimentation qui sont distribués chaque mois à quelque vingt millions d'Américains.

Le sénateur, qui vient de se rendre dans plusieurs grandes villes du pays pour préparer son rapport, estime que, contrairement à ce que les officiels affirment, il existe actuellement de « preuves évidentes et incontestables que le problème de la faim s'étend aux Etats-Unis ». M. Kennedy faisait notamment allusion à la déclaration de M. Edward Meese, l'un des conseillers les plus proches du président Reagan, qui avait affirmé, au début de décembre, que, si les soupes populaires commencent actuellement tant de succès, c'est « parce qu'elles sont gratuites ».

Le rapport du sénateur Kennedy corrobore les conclusions de l'enquête que l'administration fédérale de l'aide sociale vient d'effectuer pendant trois ans et qui révèle que les familles américaines pauvres sont plus déshéritées que leurs homologues de la plupart des autres pays développés. Dans l'Etat de New-York - pourtant l'un des plus avancés des Etats-Unis - une mère de deux enfants, chômeuse et seule, doit vivre avec 55 % du revenu du salaire moyen (contre 94 % en Suède, 79 % en France et 67 % en Allemagne fédérale).

Après l'émotion soulevée l'hiver dernier dans le pays par le spectacle de milliers de sans-abri dormant dans les rues des grandes villes et faisant la queue devant les soupes

L'AFFAIRE LEO FRANK (suite et fin)

Le conseil de réhabilitation de Géorgie a tranché : Leo Frank, le concierge juif d'une usine de crayons d'Atlanta, condamné à mort en 1915 pour le meurtre d'une petite ouvrière de treize ans, Mary Phagan, et lynché par une foule furieuse lorsque sa peine avait été commuée en détention à vie, ne sera pas réhabilité. Le conseil a refusé de prendre en considération la nouvelle déposition du principal témoin à charge, Alonzo Mann, âgé de quarante ans au moment des faits, qui avait alors juré avoir vu Frank transporter le corps de Mary, et qui, l'année dernière, avait déclaré avoir cédé à des menaces.

L'ancien Frank avait soulevé une émotion considérable dans tout le pays : Leo Frank, homme apparemment paisible et discret, avait été considéré par les milieux libéraux comme la victime d'une vague d'antisémitisme dans la capitale du Vieux Sud raciste où un Ku Klux Klan en pleine expansion sévissait indistinctement contre les Noirs, les juifs et les catholiques. La presse à scandale de l'époque avait caricaturé Frank en vieillard sadique et lubrique qui avait étranglé sa jeune victime parce que celle-ci repoussait ses avances.

La décision du conseil a été vivement condamnée par les organisations juives américaines, ainsi que par le gouverneur de Géorgie, M. Joe Frank Harris, qui avait signé une pétition demandant la réhabilitation de Leo Frank. — N.B.

Les archives prési-

Les archives présidentielles de John F. Kennedy, mises à disposition du public, ont été consultées par un journaliste de l'agence Reuter. Selon ce dernier, elles contiennent de nombreuses lettres et documents personnels du président, ainsi que des copies de ses discours et de ses interventions à la télévision. Le journaliste a également noté que les archives contiennent de nombreuses lettres et documents personnels du président, ainsi que des copies de ses discours et de ses interventions à la télévision. Le journaliste a également noté que les archives contiennent de nombreuses lettres et documents personnels du président, ainsi que des copies de ses discours et de ses interventions à la télévision.

L'AFFAIRE DU RAPPORT SUR ELF AQUITAINE ET SES DÉVELOPPEMENTS

L'intervention de M. Giscard d'Estaing sur Antenne 2

L'art d'utiliser les maladroresses

Voici le texte de l'intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing, le 22 décembre, au journal de 20 heures d'Antenne 2.

« J'ai accepté votre invitation, et je ne suis pas venu me défendre parce que je n'ai pas à le faire. Je suis venu pour dire aux Français que cela suffit, que la façon de faire qui est actuellement celle du pouvoir, qui consiste à lancer des opérations, à répandre des rumeurs ou des calomnies de façon à atteindre les institutions de la France, cela suffit. Et les Français ont droit à la vérité. Je suis venu leur dire ce soir, devant vous, la vérité. »

« D'abord quelques mots, qu'est-ce que c'est que cette affaire ? De quoi s'agit-il ? Au début de 1976, début de la crise pétrolière, on annonce au gouvernement qu'une découverte importante permettrait de procéder à des recherches de pétrole dans de bonnes conditions et que cela serait un avantage mondial pour la France. Qui le dit ? M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, M. Guillaumat, président d'Elf, donc de réputation incontestable et d'honnêteté reconnue par tout le monde. La seule chose qui est faite, à l'instar d'une entreprise nationale Elf-Erap, dont M. Guillaumat est le président, est de procéder à l'expérimentation de cette découverte. Pourquoi cette découverte est-elle importante ? C'est une sorte de radar. Actuellement, quand on recherche du pétrole, on fait des trous, et là, on peut essayer de trouver des sous-marins, et donc toute la défense française et américaine risquerait d'être remise en cause. On a demandé à Erap, de confier à Elf-Aquitaine, à sa demande, le soin de faire des recherches sur ce procédé. Ces recherches durent de 1976 à 1979, le ministre de l'Industrie de l'époque, André Giraud, le président nouvellement nommé puisqu'il avait été nommé en 1977, d'Elf-Erap décide que les expérimentations ne sont pas satisfaisantes et qu'ils veulent mettre un terme à cette expérience. »

« Le premier ministre me rencontre et je lui dis de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que tout ceci se passe dans l'ordre le plus scrupuleux. Un an après, et à la demande de mon premier ministre, la Cour des comptes fait une enquête. Cette enquête se termine par un rapport. C'est un rapport confidentiel à la demande de l'entreprise nationale en question, et non pas à la demande du gouvernement. Ce rapport est établi le 21 janvier 1981, de notre temps. »

« Depuis, qu'est-ce qui s'est passé ? Nous entendons hier un secrétaire d'Etat à l'Assemblée nationale dire ceci : « J'ai demandé officiellement le 15 décembre au président de la Cour des comptes d'essayer de faire reconnaître le rapport détruit par l'un de ses prédécesseurs. Il faut que ce rapport contienne des informations bien précises pour qu'un des plus hauts magistrats de ce pays ait pu faire cet acte sans précédent. » Et on laisse entendre qu'un rapport a été remis à M. Raymond

Barre et qu'un autre a été remis à moi-même et que donc, au fond, ces informations étaient bien capitales, si on a pu détruire ce rapport, c'est qu'on avait sans doute peur de ce qu'il contenait. Eh bien, mesdames, messieurs, ce rapport « détruit », le voici ! Et je demande aux caméramen de le montrer aux Français et aux Français. « Cour des comptes », « confidentiel », « rapport confidentiel sur certaines opérations de l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières ». Et cet exemplaire n'est pas unique. Le premier ministre a également le sien. Et quand ce secrétaire d'Etat, hier, prononçait ces accusations vis-à-vis de la Cour des comptes, institution de la République, concernant le fait que, peut-être à l'Élysée, ou peut-être à Matignon on avait détruit ce rapport parce qu'il était compromettant, il n'avait posé aucune question ni aux anciens premiers ministres ni à aucun de mes collaborateurs. Dès que j'ai appris cela, j'ai fait rechercher dans les archives de l'Élysée. Voilà ce rapport. Voilà comment on informe les Français. »

« Ce rapport le voici »

« C'est un rapport confidentiel qui a été établi non pas en trois exemplaires mais en six exemplaires. Trois exemplaires ont été conservés à la Cour des comptes, trois exemplaires ont été remis au premier ministre, M. Raymond Barre. M. Raymond Barre en a fait porter un à l'Élysée en février 1981, qui a été remis à mes collaborateurs. Et cet exemplaire, le voici. J'ajoute que si le premier ministre actuel souhaite avoir communication de ce rapport, il n'a qu'à s'adresser à mon ancien premier ministre, M. Raymond Barre avec lequel je m'en suis entretenu et qui lui permettra d'en prendre connaissance. Voilà la vérité. »

« Comment expliquer cependant que M. Beck, ancien président de la Cour des comptes, qui a reconnu le fait, ait détruit son propre exemplaire de ce rapport ? »

« A cause de ceci, mademoiselle, c'est que c'est écrit « Confidential, Cour des comptes ». Que c'est signé, à toutes les pages en raison de l'importance des secrets, par le rapporteur qui avait établi ce rapport. Qui a expliqué dans son introduction les raisons pour lesquelles l'entreprise nationale avait demandé que ce rapport soit confidentiel. Je n'ai pas à juger des décisions qui ont été prises de M. Beck. Il avait remis ces trois exemplaires à l'Élysée, au gouvernement et c'était à lui de savoir si un rapport confidentiel devait ou non être conservé. »

« J'observe en tout cas que jusqu'au moment où il l'a détruit, tout le monde connaissait l'existence de ce rapport. Ce rapport a été établi par quatre personnes. Ces quatre personnes sont en activité. Le président de l'Erap, homme que je ne mets nullement en cause, le président de l'Erap est resté en fonction jusqu'à l'été dernier. »

« Tout le monde connaissait l'existence de ce rapport. Il était à la Cour des comptes. Comment se fait-il qu'on ait attendu l'automne 1983, alors que ce rapport est daté du 21 janvier 1981, pour se préoccuper de son existence ? »

Mais comment se fait-il que cet exemplaire que vous avez entre vos mains n'est pas resté à l'Élysée, dans les archives de l'État ?

« Les archives de l'Élysée ? Je suis le premier président de la République à en avoir fixé les règles. Jusque-là mes prédécesseurs emportaient leurs archives. C'est une règle française. Comme c'est d'ailleurs la règle américaine. Quand j'ai été président, j'ai chargé un archiviste des Archives nationales de France de fixer les règles. Et un texte a été pris par moi. Le premier dans l'histoire de France concernant les archives de la présidence de la République. Toutes les archives de la présidence de la République ont été déposées sous mon nom aux Archives nationales. Elles remplissent, pour les chercheurs futurs, des kilomètres de rayons. Ont été exécutés de ce dépôt pour des raisons de sécurité, les dossiers qui concernent la Défense nationale, ma correspondance personnelle lorsqu'elle est manuscrite, avec les chefs d'Etat et ma correspondance personnelle, lorsqu'elle est manuscrite, avec les anciens premiers ministres. Ces documents seront déposés aux Archives nationales et si mon successeur a le désir de prendre connaissance de quelque document que ce soit, du temps de ma présidence, je les lui remettrai pour communication. »

« Personne n'est mis en cause »

« Est-ce que le document met en cause la responsabilité de dirigeants politiques ou d'entreprises nationales ? »

« En aucune manière. Ce document je l'ai lu, je dois dire pour la première fois, car il avait été lu en 1981 par mes collaborateurs. Je leur ai simplement demandé : y a-t-il quelque chose qui concerne la présidence de la République ? Rien. Et ce document ne met en aucune manière en question la responsabilité ou l'intérêt personnel d'aucun dirigeant de l'entreprise nationale en question, d'aucun membre du gouvernement et naturellement pas du premier ministre. »

« La diffamation, c'est fini »

« Pourquoi en avoir fait un secret d'Etat alors ? »

« C'est à cause de l'entreprise et de la nature de la recherche. C'était un procédé qui s'il avait été exploitable et si y a eu doute jusqu'en 1979, aurait fait l'objet d'une compétition internationale féroce et d'ailleurs les vendeurs du procédé qui étaient des étrangers avaient dit si de toute façon vous n'achetez pas, nous les vendrons à d'autres et nous aurons des données considérables. Et ils avaient indiqué que comme c'était un nouveau procédé, ils voulaient que la procédure reste secrète pour ne pas alerter la concurrence. »

« Est-ce que le ministre de la Défense avait ou non une copie de ce rapport ? »

« Non, une des conditions énoncées par les inventeurs-promoteurs dans leurs relations avec l'Erap, c'est que seule l'Erap ait connaissance de ce

dossier. Car comme il s'agissait d'obtenir d'eux l'achat par la France d'une découverte scientifique faite par des savants étrangers dans des laboratoires hors de France, il fallait qu'il y ait un interlocuteur français unique. »

Dans un communiqué publié ce matin, vous parlez des faits et de manœuvres qui visent à l'abaissement de la France. Qui veut abaisser la France ?

« Parlons franchement. Lorsqu'on dit que soit l'ancien premier ministre, soit le président de la

EN 1982 : je n'admets pas qu'on mette en doute ma parole

Invité le 16 septembre 1982 de l'Heure de vérité sur Antenne 2, M. Giscard d'Estaing, interrogé sur l'affaire des diamants, s'était promis de poursuivre en diffamation tous ceux qui à l'avenir mettraient en doute sa parole. Le Monde du 18 septembre 1982. Il avait notamment déclaré : « Comme président de la République, quand on est attaqué — je considère que les attaques s'adressent au président et non à l'homme privé, il faut toujours prendre en considération la dignité de la fonction. Et je considère que vis-à-vis de l'extérieur une espèce de polémique sur des sujets qui étaient honteux aurait fait du tort à la fonction. C'est la raison pour laquelle je ne me suis pas défendu. Quelle était la réalité de cette affaire ? Il y a donc des cadeaux que se donnent les chefs d'Etat. C'est une survivance probablement anachronique. Et je m'en suis dit que, si j'étais réel, j'aurais pris des textes pour réglementer tout cela. Je ne voulais pas le faire avant, suivant un principe fondamental pour moi : avoir l'air de plaider coupable en quoi que ce soit. (...) »

Après avoir donné des explications sur la nature des cadeaux reçus par les anciens présidents de la République, M. Giscard d'Estaing avait précisé : « Si vous me dites que ce n'est pas ça, je vous poursuivrai en diffamation parce que je ne suis plus le président de la République et je n'admets pas qu'on mette en doute ma parole. »

« Je respectais les autres »

« Je vous remercie. »

« Non, ne me remerciez pas tout de suite parce que j'ai quelque chose à dire. J'ai été un président libéral, je respectais les autres, on m'accusait de faiblesse parce que je respectais les autres. Je respecte les autres lorsqu'ils sont respectables mais maintenant je suis un homme libre. J'étais tenu par ma fonction, je pensais que j'avais des devoirs du fait de ma fonction. Je ne pouvais pas parler, il y a trois ans, comme je le fais ce soir. Il y a deux choses que je n'accepterai pas : »

« La première c'est qu'on mette en question mon honneur personnel. Si qui que ce soit prétend ou affirme que dans une affaire de ce genre ou toute autre j'ai cherché directement ou indirectement un avantage personnel, il sera poursuivi par diffamation dans l'heure suivante. »

« Il y a une chose que je ne peux pas permettre : c'est l'abaissement de la France dont je parlais tout à l'heure. »

« Parce que, si un secrétaire d'Etat vient mettre en cause un ancien premier ministre, un ancien président de la République, sans même avoir pris la peine de faire poser une seule question à leurs collaborateurs, il prend le risque honteux de l'abaissement de la France. »

« Eh bien, ceux qui voudront entreprendre l'abaissement de la France — car je peux vous le dire, j'ai gouverné pour son bien et pour sa dignité — ceux qui voudront entreprendre l'abaissement de la France, ils me trouveront chaque fois sur leur route. »

« Et puis, un jour, il faudra que la France se redresse, debout, et que son sort soit confié à des hommes qui soient capables, à la fois, de la gouverner et de la respecter. »

« Eh bien, mademoiselle et monsieur, ce rapport détruit, le voici. » M. Valéry Giscard d'Estaing a voulu, jeudi soir à la télévision, stopper net — et de la manière la plus spectaculaire qui soit — les « opérations », « rumeurs » et « calomnies » dont il était la cible dans l'affaire des avions « renifleurs » d'Elf Erap.

Que pouvait-il faire de plus efficace, pris d'une colère apparentement si sincère qu'il en cherchait ses mots, que de présenter aux caméras d'Antenne 2 le rapport de la Cour des comptes détruit par le premier président de cette juridiction et dont M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, avait dit mercredi à l'Assemblée nationale, qu'on ne trouvait plus trace des deux exemplaires adressés, en janvier 1981, au premier ministre de l'époque, M. Raymond Barre ?

Venu outragé, l'ancien président de la République a défendu son honneur, constante de son comportement depuis que, en juin 1981, il est devenu « un homme libre » de répondre comme il l'entend à ses détracteurs. Il a réalisé de surcroît, pour l'instant, un joli coup politique. Le Valéry Giscard d'Estaing d'aujourd'hui ne répondait pas aux questions ou répondait à côté lorsqu'il avait été mis en cause dans l'affaire des diamants. Il a retrouvé un pugnacité et une force de conviction perdue et s'en est expliqué, ainsi qu'il l'avait déjà fait en septembre 1982, en remarquant qu'un chef d'Etat ne peut pas parler comme un citoyen ordinaire ou, du moins, comme un citoyen auquel sa qualité d'ancien chef d'Etat confère tout de même une responsabilité singulière.

Il est vrai que l'occasion de se retrouver lui a été offerte sur un plateau par M. Emmanuelli, « un secrétaire d'Etat », comme il dit avec condescendance. Certes, M. Emmanuelli n'a jamais mis en cause M. Valéry Giscard d'Estaing puisqu'il n'a prononcé, au détour de son intervention de mercredi devant l'Assemblée nationale, que le nom de M. Raymond Barre. Encore ce dernier n'était-il pas impliqué formellement dans ses propos.

Certes, M. Emmanuelli s'est contenté d'affirmer qu'aucun des deux exemplaires — trois selon M. Giscard d'Estaing — du rapport transmis à M. Barre ne figure dans les archives de l'Etat. Mais en accusant de « forfaiture » le premier président de la Cour des comptes pour avoir détruit les exemplaires qu'il détenait, M. Emmanuelli a donné le sentiment que ce rapport avait tota-

lement disparu de la circulation pour des raisons peu avouables. Il a laissé penser que les plus hautes autorités de l'Etat d'avant mai 1981 cherchaient à en dissimuler la teneur.

M. Emmanuelli, dont on peut penser qu'il n'a pas parlé sur une affaire aussi importante sans en référer à une autorité supérieure, a commis, par précipitation, une erreur. Il a permis à M. Giscard d'Estaing d'apparaître comme victime d'une opération politique et de retourner, document à l'appui, la situation en sa faveur.

L'ancien chef de l'Etat a accentué la dérive politique de cette polémique jusqu'à lui donner l'allure d'une affaire entre le pouvoir de gauche et lui dont les Français, pris à témoin, sont appelés à devenir les juges.

En s'en prenant à un ancien premier ministre et à un ancien président de la République — ce qu'il n'a pas fait formellement — M. Emmanuelli aurait couru sciemment « le risque honteux de l'abaissement de la France ». Puisque M. Giscard d'Estaing souhaite que le comportement du pouvoir de gauche soit ainsi compris, il va jusqu'au bout de cette logique, s'efforce de pousser encore plus loin ce qu'il estime être son avantage et prétend à ses amis des jours meilleurs, ceux d'une France « debout » dont le sort sera confié « à des hommes incapables à la fois de la gouverner et de la respecter ».

Afin d'en arriver là, l'ancien chef de l'Etat passe un peu vite sur les raisons pour lesquelles il a conservé par devers lui le rapport de la Cour des comptes. Ses explications ne sont pas totalement convaincantes. Selon la règle qu'il avait prise l'initiative de mettre en vigueur sous son septennat, même les documents concernant la défense nationale devaient être transmis aux Archives nationales. L'ont-ils été ? Si ce n'est pas le cas, il est permis de s'étonner que des documents de cette nature, puisqu'ils touchent au domaine « réservé » du chef des armées, ne soient pas laissés par un président de la République à son successeur.

M. Giscard d'Estaing exploite l'erreur des autres — c'est dans la norme — et tente, au-delà de la seule affaire d'honneur, de faire passer pour criminels — l'abaissement de la France — des hommes dont le sort est de n'avoir pas cherché seulement à faire la lumière sur une histoire trouble. Et de l'avoir fait maladroitement, sans prendre toutes les précautions nécessaires avant de lui donner une dimension politique.

JEAN-YVES L'HOMEAU.



Le télé-secret

(Suite de la première page.) Passé l'effet de surprise, fort bien utilisé au demeurant, on reste réveillé devant le sort de ce document, d'abord limité à quelques exemplaires, renvoyé à des archives personnelles plutôt qu'à celles de l'Etat et, enfin, produit au petit écran. A l'évidence, si la nécessité du secret pouvait s'appliquer à la possession d'un procédé révolutionnaire de prospection pétrolière, elle n'avait plus de raison d'être pour protéger un rapport sur une affaire classée.

Pourquoi avoir cherché à le détruire s'il est possible de le rendre public ? L'ancien premier ministre de la Cour des comptes a dû rester perplexe devant la pression ou s'est-il précipité à la manie du secret là où la simple discrétion suffisait ?

Le rapport en question ne méritait pas tant de mystère parce que son contenu, apparemment, ne menaçait ni l'Etat ni ceux qui avaient la charge de le servir. Le secrétaire d'Etat chargé du budget donne, aujourd'hui, l'impression d'avoir fait partir un pétard mouillé et il fournit l'occasion à l'ancien président de la République et à un ancien premier ministre de se poser en victimes d'un procès d'intention. C'est agir avec beaucoup de légèreté à ce niveau-là, même si, sur le fond, l'administration est en droit de savoir dans quelles conditions une société nationale a géré ses fonds.

La tentation de mettre en scène une affaire supposée domageable à l'opposition, la propulsion de la gauche à croire que son action politique se confond avec celle de la justice, n'expliquent pas tout. Si les nouveaux dirigeants avaient disposé des éléments d'information que détenaient leurs prédécesseurs, ils n'auraient pas osé mettre à suspicion. Si les opposants mis en cause avaient aussitôt répondu aux questions des journalistes, l'affaire aurait tourné court. Ils ont préféré rechercher les bénéfices d'une opération médiatique bien montée. C'est leur droit, mais ni l'invocation abusive du secret ni la menace de prendre l'opinion à partie ne sauraient restreindre la mission d'informer ou en mettre à l'abri qui que ce soit, quelles qu'aient été ses fonctions.

A. L.

Les archives présidentielles

Le 25 octobre 1979, M. Giscard d'Estaing avait signé à l'Élysée le contrat prévoyant le dépôt de ses archives personnelles et celles de sa présidence aux Archives nationales. Deux catégories de documents sont concernées par ces dispositions. D'une part, les archives des services administratifs de la présidence (protocoles, voyages officiels, service intérieur, etc.). Ce sont là des archives publiques qui restent à l'Élysée au moment du départ du chef de l'Etat, afin que la continuité de la gestion ne soit pas interrompue. D'autre part, les archives du président lui-même. Celles-ci sont constituées par l'ensemble des documents élaborés ou reçus par le président dans l'exercice de ses fonctions : correspondance, dossiers du conseil des ministres et des instances consultatives (conseil de défense, conseils restraints, etc.), notes d'information, dossiers de ses collaborateurs. Ces documents destinés à l'information personnelle du premier magistrat, président et éclairant la prise de décision sans avoir le caractère de documents officiels.

Mme Perrine Canavaggio, conservateur aux Archives nationales, chargée depuis juin 1974 de la gestion des archives, avait indiqué que les dossiers de M. Giscard d'Estaing et des membres du secrétariat général, archivés depuis le début du septennat, occupent, au 1^{er} octobre 1979, « deux mille trois cent vingt-cinq cartons de 10 centimètres, soit 233 mètres linéaires de rayonnages ».

Les archives du chef de l'Etat versées aux Archives nationales à la fin de son mandat seront accessibles au public dans les conditions prévues par la loi du 3 janvier 1979, soit à l'expiration d'un délai de trente ans. Les documents « intéressant la sûreté de l'Etat ou la défense nationale », conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi, seront accessibles après un délai de soixante ans.

Le contrat laissait à l'ancien président la possibilité d'accorder des dérogations permettant la consultation de ces archives avant l'expiration des délais légaux. L'ensemble des archives deviendra propriété de l'Etat, soixante ans après la fin du mandat de M. Giscard d'Estaing, conformément à sa volonté.

Vous ne jouez pas encore aux échecs, mais vous désirez apprendre.

Vous jouez déjà aux échecs, mais vous voulez vous perfectionner.

Les meilleurs pédagogues, les plus forts grands-maîtres vous montrent comment :

- Jouer les ouvertures.
- Améliorer votre stratégie.
- Devenir un brillant tacticien.
- Maîtriser les finales.
- Battre votre ordinateur.

Il sez chaque mois EUROPE ECHECS en vente en kiosque 20 F

L'AFFAIRE DU RAPPORT

SUR ELF-AOL

Pierre Guillaumat et indépendant

L'histoire mouvementée du rapport Giquel

Trois ou quatre ? Quatre ou six ? M. Bernard Beck, ancien président de la Cour des comptes, ne se rappelle plus combien il a été « imprimé » de rapports sur le financement des « avions renifleurs ».

« Trois », affirmait-il jeudi matin : deux remis en main propre à M. Raymond Barre, alors premier ministre, et un « en ma possession jusqu'en 1982 ».

« Cinq ou six », nous a-t-il confié jeudi soir, après que M. Valéry Giscard d'Estaing eut indiqué, sur Antenne 2, que « six exemplaires » de ce rapport avaient été tirés.

M. Beck reconstruit *grasso modo* cet épisode. « Après avoir trouvé cela, le magistrat s'en est ouvert au directeur financier d'Elf-Erap, probablement. Et ce dernier a dû lui dire : « Attention, c'est compliqué. Je vais en parler au directeur. »

D'où la visite que m'ont faite, en 1979, je crois, M. Pierre Guillaumat (président d'Elf-Erap jusqu'en 1977) et son successeur, M. Albin Chalandon. « Dès lors, l'enquête changera de tonalité. D'ordinaire, elle prend une tournure « exceptionnelle ». D'officielle, elle devient « parallèle ».

geants du pays aussi. Début 1979, les choses devenaient moins sûres. Mais, si le doute commençait à s'insinuer dans l'esprit des dirigeants d'Elf-Erap et de la France, une certitude restait : l'affaire doit rester secrète selon eux, MM. Guillaumat et Chalandon interviennent donc personnellement auprès de M. Beck. M. Barre fait de même. Il demande, confie l'ancien président de la Cour des comptes, « de traiter ce dossier à part » en nommant un magistrat et le prie de faire établir un rapport qui lui soit remis personnellement. M. Beck acquiesce, entendant « respecter l'intérêt national ».

tuelle - ne serait pas retenue. Accord respecté.

Fin 1980, M. Giquel met un point final à son rapport. Six exemplaires, épaiss, sont remis à M. Beck. Comme tout au long de l'enquête, des mesures strictes de sécurité sont prises. Le 21 janvier 1981, le président de la Cour des comptes remet deux exemplaires à M. Barre. Les quatre autres restent dans le coffre-fort de M. Beck, à la Cour.

La procédure aura été inhabituelle, ainsi que le secret président à toute cette affaire. A tel point qu'à l'heure de sa retraite M. Beck décide en son âme et conscience de détruire, en novembre 1982, par incinération, les exemplaires en sa possession et le brouillon que lui avait remis M. Giquel.

M. Beck ne regrette rien. Le premier ministre lui avait demandé le secret le plus absolu. Mission accomplie. M. Giscard d'Estaing n'a pas détruit son exemplaire ? M. Beck en est tout aussi satisfait. « Il ne le devait pas ».

En revanche, M. Beck ne définit pas véritablement, en terme juridique, le rapport qu'il a détruit. A notre question : « S'agit-il d'un acte ou d'un titre ? », l'ancien président de la Cour nous a répondu : « D'un acte, probablement. »

M. Beck rejette néanmoins le terme de « forfaiture ». L'un de ses proches définit le rapport Giquel comme « un document de caractère non juridictionnel appartenant à l'autorité politique ». Il n'empêche ! L'histoire étonnante de ce rapport finit par masquer les rocambolesques aventures des « avions renifleurs » et les frais d'études - plus de 1 milliard de francs - qui devaient leur être - en principe - consacrés.

LAURENT GRELSAMER.

« L'intérêt national »

Il aura suffi que MM. Guillaumat et Chalandon prononcent des mots, des expressions comme « secret-défense », « enjeu considérable », « niveau diplomatique ». C'est que, depuis 1977, des transferts de fonds considérables ont été opérés de façon dérogatoire sur instructions précises du gouvernement, du premier ministre et du ministre des finances, afin de maintenir le secret absolu, jugé nécessaire, indique M. Chalandon (le Monde du 22 décembre). Des frais d'étude qui s'élevaient globalement à 1,3 milliard de francs partent en Suisse pour le compte de sociétés implantées au Liechtenstein, au Panama et aux Nouvelles-Hébrides pour « une opération de type exceptionnel ». Elf-Erap, deuxième entreprise française par le chiffre d'affaires, investit de fait, depuis deux bonnes années, dans des recherches sur de nouvelles techniques de repérage des champs pétroliers sans recours à des forages.

L'enjeu est énorme. Les dirigeants d'Elf-Erap ont cru dans cette « découverte » à venir. Les diri-

C'est ainsi que sera désigné, en décembre 1979 - quand est venu le temps de contrôler les comptes et la gestion d'Elf-Erap pour les exercices 1977-1979 - M. François Giquel, aujourd'hui conseiller référendaire de première classe. Et M. Giquel, assurément, sera prévenu à temps de ce qu'une partie du travail qui lui a été confié est délicate. Ce conseiller de la Cour des comptes mènera donc ses investigations en solitaire, enquêtant discrètement sur une affaire explosive, mandaté par une juridiction vénérable et paisible.

« Scissiparité »

Les us et coutumes de la Cour sont bousculés. Un circuit parallèle apparaît. L'affaire ne sera ni enregistrée au greffe central ni numérotée. Le rapport sera « collégial » sans l'être, discuté par trois personnes mais pas dans les formes habituelles (en chambre). M. Beck parle de « scissiparité », « une sorte de séparation anormale dans la mesure où elle est exceptionnelle ».

Le 22 janvier 1980, il avait été convenu entre MM. Barre et Beck que la « procédure collégiale habi-

M. Bernard Beck demande au premier président de la Cour des comptes, M. André Chandernagor de lui assurer « la protection de la loi »

Après l'accusation de forfaiture lancée le 21 décembre par M. Emmanueli contre M. Bernard Beck, ancien premier président de la Cour des comptes, ce dernier a adressé à M. André Chandernagor, le nouveau premier président, la lettre suivante :

Monsieur le premier président,

Aux termes de l'article 12 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires, ceux-ci ont le droit, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales, à une protection contre les menaces, outrages, injures ou diffamations dont ils peuvent faire l'objet.

Accusé de forfaiture par M. Emmanueli, secrétaire d'Etat

au budget, à la tribune de l'Assemblée nationale dans sa séance du 21 décembre, séance retransmise de surcroît par l'ensemble des médias, en raison d'un acte que j'aurais effectué dans l'exercice de mes fonctions, je vous serais obligé en votre qualité de premier président en exercice de bien vouloir m'assurer, par tous les moyens de droit, la protection de la loi.

Je vous demande de faire usage au besoin des dispositions du dernier alinéa de l'article précité qui vous permet d'exercer une action directe par voie de constitution de partie civile devant la juridiction pénale.

Je vous prie de me faire connaître la suite que vous comptez donner à la présente demande.

Henri Emmanueli : bretteur féroce et passionné

Voilà un homme dont chacun s'accorde à dire qu'il attise volontiers les passions. M. Henri Emmanueli, trente-huit ans, secrétaire d'Etat au budget, a une réputation bien établie. Ce Béarnais d'origine corse, Landais d'adoption, aussi facilement cassant que chaleureux, n'a jamais rien fait qui puisse atténuer cette image de marque d'un bretteur féroce et passionné.

Dans l'opposition déjà, M. Emmanueli, pugnant, volontiers contestataire, expert en sabotage, par interruptions répétées, des interventions adverses, s'était acquis une solide réputation de polémiste. Le jeune député des Landes, élu en 1978 dans la troisième circonscription, cadre bancaire de formation, devint même la bête noire de M. Maurice Papon, à l'époque ministre du budget. Il avait aussi, dit-on, par la vivacité de ses réparties, par son ironie mordante, le don d'exaspérer le premier ministre de l'époque, M. Raymond Barre. Et ne se priva point d'en user.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, M. Emmanueli, considéré comme un proche du président de la République, après avoir été longtemps présent comme un « pain » de M. Gaston Defferre, devait accéder à des fonctions ministérielles. Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, sous les deux premiers gouvernements Mauroy, c'est-à-dire pendant vingt-deux mois, M. Henri Emmanueli entreprit de concrétiser dans ce secteur les engagements électoraux de M. François Mitterrand. Il essaya surtout de faire en

sorte qu'il n'y ait pas selon ses propres mots « une démocratie en métropole et une sous-démocratie outre-mer ».

Au prix là encore d'un permanent et rude affrontement avec l'opposition tant nationale que régionale. Après cette longue mise à l'épreuve de l'outre-mer, dont le bilan fut considéré comme important (le Monde du 26 mars 1983), M. Henri Emmanueli accéda le 24 mars 1983, dans le troisième gouvernement Mauroy, à un poste correspondant davantage à sa formation bancaire et à ses goûts : celui de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, des finances et du budget, chargé du budget (le Monde du 26 mars 1983).

L'essentiel de son action durant les six derniers mois aura été consacré, auprès de M. Jacques Delors, à la préparation du budget 1984, et au débat budgétaire. Parallèlement à ce travail de fond, M. Emmanueli aura en sa charge deux « affaires ». La première fut celle du dégrèvement fiscal consenti à M. Jean-Baptiste Doumeng (voir notamment le Monde du 18 novembre 1983) : la seconde aura été, bien sûr, cette affaire Elf-Erap dont M. Emmanueli, par sa déclaration à l'Assemblée nationale, le mercredi 21 décembre, et la mise en cause grave de M. Bernard Beck, ancien président de la Cour des comptes, accusé par le secrétaire d'Etat de forfaiture, a contribué à faire une affaire d'Etat.

PIERRE GEORGE.

RUE CAMBON Les nerfs à fleur de peau

Jusqu'au déclenchement de l'affaire Elf-Erap, l'opposition, au plan national, n'avait pas réagi très vivement à la nomination, au poste de premier président de la Cour des comptes, de M. André Chandernagor. L'arrivée, à la tête de la haute juridiction, de l'ancien ministre des affaires européennes, n'était pourtant pas exempte, pour le pouvoir, de quelques risques, d'autant qu'elle intervenait dans un climat politique manquant singulièrement de sérénité, marqué par le vif débat autour du projet de loi sur le pressé.

A cet égard, la personnalité même de M. Chandernagor a contribué, à l'évidence, à désarmer une partie des préventions que la nomination d'un autre homme proche du pouvoir aurait fait naître dans l'opposition.

Le choix du premier président de la Cour des comptes est laissé à la discrétion du président de la République, et la haute juridiction de la rue Cambon a eu, avant M. Chandernagor, d'autres premiers présidents « politiques ». Mais M. Chandernagor est sans doute le premier à être passé aussi vite du gouvernement à la première présidence de la Cour. Certains magistrats de la rue Cambon s'en sont émus.

Quel que soit le régime, l'équilibre politique au sein de la Cour est traditionnellement l'inverse de celui qui est réalisé au plan national. La

Cour des comptes est l'un des grands corps de l'Etat qui composent le vivier où puisent les ministres pour former leurs cabinets. L'opposition y est donc, logiquement, majoritaire, encore que les prises de position publiques ne soient guère de mise dans la discrète maison de la rue Cambon. Après le 10 mai 1981, la Cour des comptes a vu naître, à côté de l'Association des magistrats, un Syndicat des magistrats, réputé proche de l'opposition.

La nomination de M. Chandernagor a néanmoins suscité d'autres réactions plus marquées par la tradition de la haute fonction publique. Même si l'appartenance de M. Chandernagor au Conseil d'Etat a pu « hérisser le poil » de certains, comme le note un magistrat, le fait d'appartenir au « sérail » a pu

contribuer à « dédramatiser » le ministre aux yeux d'un corps conscient de sa propre valeur.

Professionnellement, reconnait M. Chandernagor, il tire aussi un bénéfice certain de sa réputation politique modérée. L'ancien ministre ne connaît lui-même n'être jamais passé pour un extrémiste. Ses combats politiques ne l'ont pas empêché, nous affirmait-il avant le déclenchement de l'affaire Elf-Erap, de conserver des « relations courtoises et d'estime » au sein de l'opposition.

En somme, comme l'avoue en substance un magistrat : « Puisque le premier président devait être, de toute façon, proche du pouvoir, nous pouvions difficilement espérer mieux ».

Les nationalisations et la décentralisation ont amené la Cour à né-

gocier, depuis 1981, un « voyage sur l'île » pour le moins délicat : dissaisie, au profit des chambres régionales des comptes, d'une partie de ses compétences traditionnelles (le Monde daté 6 et 7 juin 1982), la Cour a reçu en échange l'« énorme paquet » - selon les termes mêmes de M. Chandernagor - que représentent les nouvelles entreprises publiques, régies, au surplus, par des règles strictes. La Cour se voit investie, au profit des chambres régionales des comptes, d'une mission de formation qui lui est encore moins familière.

Cette mutation est sans doute la plus importante qu'ait connue la Cour. Elle est pour le moment relativement mal vécue, notamment parce que ce redéploiement des tâches ne s'est pas accompagné d'un redéploiement équivalent des moyens.

M. Chandernagor, qui sait parfaitement tout cela, croit aussi savoir que l'exécutif a souhaité, pour premier président de la Cour des comptes, une « personnalité de niveau ministériel », à cause, précisément, de l'ampleur de la tâche à accomplir.



L'Etat continue

Il sait enfin, sans doute, que, pour toutes ces raisons, la Cour a tendance à avoir ces temps-ci, les nerfs à fleur de peau. Elle est d'autant plus attentive à l'évolution d'un autre rapport, préparé celui-là par la deuxième chambre, qui intéresse de près son nouveau premier président. Avant même que l'opposition, à l'extérieur de la maison, ne fasse de cette affaire un « contre-feu » aux accusations de M. Emmanueli à propos d'Elf-Erap, les bruits de couloir allaient bon train à propos du rapport en cours sur la Mission laïque française, dont M. Chandernagor a assumé la présidence (le Monde du 22 décembre). On se refuse, rue Cambon, à tout commentaire à propos de ce rapport, sur lequel la Cour n'a pas délibéré. Mais une partie, au moins, de l'opposition attend M. Chandernagor « au tournant ». Ce rapport devrait être terminé et être soumis à la délibération de la deuxième chambre au début de l'année 1984. Pour le moment, des rumeurs contradictoires circulent, rue Cambon et ailleurs, sur les conclusions de l'enquête.



Le titulaire d'une haute fonction à la Cour des comptes remarquait l'« absence » avec laquelle s'était faite, en 1981, la transition. « L'Etat continue », affirmait-il. La Cour aurait tout à perdre à se marquer politiquement. Un autre magistrat, plus ancien, lui répondait en écho : « Qu'on nous fiche la paix et qu'on nous laisse réussir notre mutation ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

VINGT JOURS AU LIBAN

LE RECIT DE NOTRE ENVOYE SPECIAL

Ce Noël 1983, c'est aussi celui de nouveaux Exodus à Tripoli. Des hommes, des femmes ont été arrachés à leur terre, la Palestine. Ils avaient cru trouver refuge au Liban. La guerre les condamne à un nouvel exil (...).

L'exil n'est pas le fin des Palestiniens contrairement à ce qu'affirment leurs adversaires sionistes (...).

A peine Jésus était-il né qu'il fut, lui aussi, condamné à l'exil. Il n'y avait pour lui ni bateau, ni drapier de l'ONU mais seulement Marie et Joseph qui prirent la route de l'Egypte.

Georges MONTARON

Le numéro 10 F, en vente chez tous les marchands de journaux, et 46 rue du Faubourg Poissonnière 75008 Paris à l'ordre de ETO ou COP 0229983 Paris

Le Monde
dossiers et documents

1973-1983 DIX ANS DE CRISE

**NUMÉRO SPÉCIAL
DÉCEMBRE 1983
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX - 5,30 F**

« Confidentiel » « confidentiel-défense »

Le timbre « confidentiel » qui figure sur l'exemplaire du rapport présenté par M. Giscard d'Estaing n'a pas la valeur de protection administrative que confère, habituellement, à un document la classification officielle du ministère de la défense ou celle du ministère de l'Industrie lorsque ces deux institutions édictent leurs procédures de sécurité concernant les informations « sensibles », les établissements industriels, les matériels et les hommes travaillant à leur service.

A la limite, ce timbre « confidentiel » ne requiert aucune habilitation spéciale de la part de ceux qui auraient à manipuler le document ainsi catalogué, à la différence de la classification officielle qui contraint à une autorisation préalable - définie par décret du secrétaire général de la défense nationale - toute personne qualifiée à connaître le document.

En matière de défense nationale, il existe quatre niveaux de protection : « très secret-défense », « secret-défense », « confidentiel-défense » (ce label a été abusivement confondu avec celui de « confidentiel » figurant sur le rapport de la Cour des comptes) et « diffusion restreinte ». En matière de secret industriel, la protection fait appel à la mention « confidentiel-industrie » et, depuis peu, au timbre « confidentiel-technologie ».

S'il est exact, comme l'a affirmé l'ancien chef de l'Etat, que les « avions renifleurs » d'Elf-Erap étaient susceptibles, selon les promoteurs de la recherche, de détecter des sous-marins nucléaires en plongée, on

peut dès lors s'étonner que le ministère de la défense de l'époque ait été tenu à l'écart de ce projet. Lui seul, en effet, dispose des savoirs, des techniques et des laboratoires - notamment à la délégation générale pour l'armement - habilités au secret et capables de suivre une recherche entreprise, au besoin, par d'autres, de la contrôler pour en mesurer les orientations de départ ou les conséquences.

Le sujet est suffisamment fondamental pour que toute décision s'y rapportant soit envoyée en conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, et pour que tout rapport ultérieur touchant de près ou de loin à cette question de survie de la discussion nationale soit rigoureusement protégé. Or, de l'avis même de MM. Giscard d'Estaing et Beck, le ministère de la défense n'a pas été informé, et le fait que les promoteurs des « avions renifleurs » aient fait, de cette exigence, un préalable n'est pas une excuse valable lorsqu'on est en charge du pouvoir.

Dans plusieurs pays, y compris la France, la détection sous-marine fait l'objet de nombreuses recherches qui, pour l'instant, ont beaucoup de mal à déboucher sur des résultats convaincants. Il n'est pas exclu que des inventeurs, désireux de faire fructifier leurs recherches et profitant des imprécisions de la défense, aient utilisé des arguments techniques discutables pour obtenir un contrat, assurés qu'ils étaient de n'être contredits par personne de compétent dans ce domaine délicat.

J.L.

TELEX PARTAGE

ETRAVESERVICE TELEX - 347.21.32

LES V
STUDIO

● retards supprimez
● lumières adon
● réglages ultra-rapide
● toutes corrections

CHANGEZ VOS LI
COURRERIEZ CHEZ L

L'AMIE F

- POLITIQUE la drôle de conc
- INDUSTRIE la reconversion
- SOCIAL coups bas contr
- AÉRONAUT 1984, l'année ter
- BOURSE JAPON : la hausse
- PAYS-BAS : un r
- ETUDES : Legran

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE
ET PR
Chaque samedi, 10 F, che

SUR ELF-AQUITAINE ET SES DÉVELOPPEMENTS

M. Pierre Guillaumat : pétrole et indépendance

S'il est un homme qui est au cœur de l'affaire dite des « avions renifleurs », c'est bien M. Pierre Guillaumat. N'était-il pas président de la Société nationale Elf-Aquitaine et de l'ERAP au moment où a été décidée l'expérimentation d'une technologie qui pensait-on, devait donner à Elf et à la France un avantage considérable ? A 40 ou 50 millions de francs par an, pour les forages difficiles, et à huit à dix forages pour une découverte, une technologie qui éviterait de creuser ces trous sans résultat rentable.

Ce M. Guillaumat est l'homme qui a fait la politique énergétique de la France depuis la guerre jusqu'en 1977, et son pouvoir reste grand. Il est pour tâche délicate d'être le premier ministre des années 50, la République, mais ce n'était, il l'a souvent dit, qu'un intermédiaire : « Je voyais, disait-il en 1969, que le métier d'ingénieur - et je suis d'abord ingénieur - ne m'avait pas préparé à la vie politique ».

S'il est responsable du commissariat à l'énergie atomique, avec Francis Perrin, dans les années 50, période cruciale de l'industrialisation et de la militarisation de l'énergie atomique, il est d'abord un pétrolier. Lorsqu'il est nommé à la tête du B.R.P. en 1945, ce fils de général estime que la faiblesse de la France entre les deux guerres a eu pour origine l'absence de maîtrise des sources d'énergie, une idée dont il a convaincu le général de Gaulle. Patiemment cet « X-Mines » va mettre

en place un outil de recherche et de production, former des équipes et chercher du pétrole. Sur le territoire national d'abord (c'est le territoire de Lacq en 1949) puis dans les territoires d'outre-mer (avec la découverte d'Hassi-Messoud en 1956, puis au Congo et au Gabon).

Aussi M. Pierre Guillaumat aime-t-il parler de son rôle de « découvreur ». Nous avons été les premiers dans le monde à découvrir le pétrole au Congo avant qu'il ne soit découvert au Nigeria. Même si la découverte a été faite par un ingénieur nationaliste sourcilieux. C'est grâce à lui enfin que dans la prospection on mer la technologie d'Elf-Aquitaine est l'une des plus avancées du monde. Mais il le répète souvent : « La politique pétrolière est avant tout rapport de force ». Espérons par les avions renifleurs investir un rapport de force qui n'était plus guère en faveur de la France.

A réussite exceptionnelle, puissance exceptionnelle, M. Pierre Guillaumat a eu un rôle important dans l'abandon du chabon national, persuadé qu'il a été, pendant longtemps, que le pétrole resterait bon marché. Il a aussi suivi de près - de très près, disent ceux qui rappellent qu'Elf a souvent recruté des « anciens » agents de renseignement - la politique africaine de la France.

BRUNO DETHOMAS.

L'INVENTEUR DES « AVIONS RENIFLEURS »

Rêves et déboires d'un ingénieur

De notre correspondant régional

Nice. - Selon M. Jean Violet, un avocat spécialiste de droit public international, âgé de soixante-six ans, et aujourd'hui retiré à Nice, l'affaire des « avions renifleurs » a connu un long prologue. Depuis 1969, des contacts avaient été établis entre M. de Villegas et un consortium européen à la recherche de brevets d'invention, dont M. Violet était le conseiller. L'ingénieur belge prétendait avoir mis au point un système nouveau de détection des nappes d'eau souterraines. Des expériences en partie concluantes furent réalisées, d'abord en Belgique, puis en Espagne et en Italie.

D'après la description faite par l'avocat, M. de Villegas utilisait à l'origine un appareil - semble-t-il, à résonance magnétique - monté sur une camionnette et permettant de « balayer » le terrain sur une grande distance. Par la suite, le per-

sua sa commande de la même procédure de détection pouvait fonctionner à partir d'un hélicoptère ou d'un avion.

Une campagne de prospection aérienne fut notamment couronnée de succès dans le sud de l'Espagne. Trois puits furent forés. L'eau était bien présente à l'endroit et à la profondeur indiqués par l'ingénieur belge, mais en quantité insuffisante pour justifier une exploitation liée à une urbanisation de la région. Dans le Mezzogiorno, en revanche, les recherches se soldèrent par des échecs.

Crédibilité

Or, de ces quelques réussites (ou coups chanceux), M. Villegas affirmait toutefois qu'il était possible de détecter, selon des principes identiques, d'autres substances minérales telles que l'uranium ou des hydrocarbures. Certaines démonstrations de détection terrestre faites à proximité de puits en exploitation, notamment aux Pays-Bas, semblaient en effet positives. M. de Villegas obtint une autorisation de prospection dans une contrée désertique d'Afrique du Sud, où une reconnaissance aérienne avait permis de constater l'existence d'un gisement pétrolier. Un forage se révéla totalement stérile. Le consortium européen, qui avait investi « quelques dizaines de millions de francs » perdit patience.

C'est alors que M. Violet, en 1975, conseilla à M. de Villegas de s'adresser à une grande société pétrolière disposant des moyens nécessaires à la mise en œuvre du procédé. Par l'intermédiaire de M. Antoine Pinay, l'avocat prit contact avec le président d'Elf-Erap, M. Pierre Guillaumat. Un groupe d'ingénieurs de la société reçut pour mission d'évaluer la crédibilité des travaux de l'ingénieur belge, et au bout de quelques semaines, se prononça pour la poursuite des contacts. Un accord de collaboration exclusive fut rapidement conclu avec Elf-Erap. Les fonds furent versés à une société par actions, la Fisalma, spécialement créée par M. de Villegas, sur un compte à l'Union de banques suisses (U.B.S.) de Genève. Selon M. Violet, l'ingénieur belge rêvait d'être « un nou-

veau Schlumberger ». Avec les crédits mis à sa disposition, il va transformer son manoir de Rivieren, dans la banlieue de Bruxelles, en centre de recherche doté des techniques les plus perfectionnées, construire de vastes locaux près de l'aéroport de la capitale belge - comprenant notamment une vingtaine d'appartements pour héberger une équipe d'ingénieurs - et faire l'acquisition de quatre avions, dont un Boeing 747, ainsi que d'un bateau équipé pour la prospection sous-marine.

Les études, toujours selon M. Violet, continuèrent pendant plus d'une année. Elles paraissent suffisamment prometteuses pour décider les responsables d'Elf-Erap à proposer à M. de Villegas de lui acheter son « invention ». Coût de l'opération : 500 millions de francs ; un deuxième versement avait été prévu en fonction des résultats. Un contrat est signé. Mais l'ingénieur belge tergiverse et se dérobe. Comme l'a révélé le Canard enchaîné, une expérience se déroule en mai 1979 à Pau. Elle est manifestement truquée, et Elf-Erap se résout à dénoncer le contrat. Celui-ci prévoyait en cas de difficultés une procédure particulière d'arbitrage, qui est mise en

branle. L'arbitre désigné d'un commun accord est M. Antoine Pinay. Sa sentence, favorable à Elf-Erap, est immédiatement exécutée. Elle aurait permis à la société d'obtenir le blocage des fonds à l'U.B.S., puis, dans un deuxième temps, leur remboursement.

M. Violet a indiqué en outre qu'il avait ultérieurement déposé, à sa demande, devant M. François Giquel, conseiller référendaire à la Cour des comptes, chargé d'un rapport sur l'accord. L'avocat dit toutefois tout ignorer des conditions de la saisine de la Cour et de la suite donnée au rapport.

Y a-t-il eu supercherie ? Il y a des gens chez Elf, dit M. Violet, qui considèrent de Villegas comme un fanatisme. Mais d'autres, aujourd'hui encore, demeurent convaincus de l'intérêt de ses recherches. Il a englobé dans l'affaire toute sa fortune personnelle, et l'argent que lui a donné Elf a servi effectivement à la poursuite de ses travaux. C'est un personnage ombrageux, capable de violences colériques et qui s'est toujours montré, d'une manière maladroite, soucieux de préserver son « secret » ou ce qu'il considérait comme tel. Il y a pour le moins doute, mais je suis personnellement tenté de croire en sa sincérité.

GUY PORTE.

Des questions sans réponses

(Suite de la première page.)

Pourquoi le ministre de la défense de l'époque a-t-il été tenu à l'écart d'une intervention qui « risquait de remettre en cause toute la dissuasion nucléaire française et américaine » ?

Parce que, selon l'ancien président de la République, c'était l'une des conditions énoncées par les « inventeurs promoteurs » de ces recherches. Mais un Etat peut-il à ce point se soumettre, sur une question stratégique, aux exigences de ressortissants étrangers, simples particuliers ?

L'ensemble de l'opération était-elle couverte par le « secret-défense » ?

C'est la justification affichée par les dirigeants d'Elf-Erap pour expliquer une procédure inhabituelle. En fait, une telle classification n'a jamais été officiellement adoptée. Le dossier, selon M. Giscard d'Estaing, était simplement

considéré comme « confidentiel », à la demande, a-t-il précisé, de l'entreprise et non du gouvernement ; ce qui, selon l'ancien président d'Elf-Erap, M. Chalandon, est « un peu hypocrite ».

Dans quelles conditions le rapport Giquel a-t-il été demandé ?

Un an après l'abandon de l'expérience et à la demande de mon premier ministre », assure M. Giscard d'Estaing. Or, selon M. Beck et Albin Chalandon, la Cour des comptes aurait à l'origine procédé à une enquête classique et se serait heurté à un refus des dirigeants de l'entreprise de répondre à leurs questions. M. Raymond Barré ne se serait intervenu qu'après, pour demander à M. Beck qu'une procédure « hors des normes » soit engagée, confiée à un seul magistrat, et que le rapport soit destiné à lui seul.

Quelle est la nature juridique du rapport établi ?

Deux hypothèses sont possibles. Soit la Cour des comptes a agit en tant que telle, comme le laisse supposer M. Giscard d'Estaing, en présentant un rapport intitulé « Cour des comptes - confidentiel - rapport confidentiel sur certaines opérations de l'ERAP ». Dès lors le rapport est un « acte » ou un « titre ».

Dans ce cas, il n'est pas possible de parler de « forfaiture ». Néanmoins, la destruction d'un document administratif de cette nature reste grave. Une loi précise : « (...) toute personne qui, à la cessation de ses fonctions, aura, même sans intention frauduleuse, détourné des archives publiques dont elle est détentrice à raison de ses fonctions, sera punie d'une peine d'emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de deux mille à dix mille francs ou de l'une de ces deux peines seulement ». (Art. 28 de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979.)

Combien de magistrats de la Cour des comptes ont-ils eu à connaître de ce rapport ?

Quatre. Mais il convient de préciser que l'enquête a été conduite par M. Giquel, conseiller référendaire de première classe, seul et simplement conseillé par trois autres personnes. Un tel dispositif est, à tout le moins, exceptionnel et contrevient aux usages de la Cour. Or il existe à la Cour des comptes des magistrats habilités à connaître des dossiers couverts par le « secret-défense ».

Quel argument peut justifier la destruction d'un rapport même confidentiel, deux ans après sa rédaction, alors que l'opération qui en a fait l'objet a été abandonnée depuis longtemps ?

M. Beck se contente de mettre en avant « l'intérêt national » obliant les règles de la continuité de l'Etat.

Pourquoi M. Giscard d'Estaing et Barre, s'ils n'ont pas détruit leurs exemplaires, ne les ont-ils pas laissés aux archives de la présidence de la République et de l'hôtel Matignon ?

On n'est pas sûr que ce dossier, qualifié par eux de très secret, n'ait finalement qu'assez peu d'intérêt ? Ou, à l'inverse, ont-ils redouté que des secrets ne soient connus de leurs successeurs ?

VÉRONIQUE MAURUS et LAURENT GRELSAMER.

LUNETTES DU NOUVEAU!

LES VERRES STUDIO 200

● reflets supprimés
● luminosité accrue
● rayons ultra-violet filtrés
● toutes corrections visuelles

CHANGEZ VOS LUNETTES!
COUREZ CHEZ LEROY OPTICIEN

104, Champs-Élysées 06
147, rue de Provence 06
127, St-Antoine 06
148, rue de Lyon 06
27, bd St-Michel 06

Rayons optiques - A. acoustique médicale - O. verres de contact - M. travaux photos

LA VIE FRANÇAISE

- POLITIQUE INTÉRIEURE
la drôle de concertation
- INDUSTRIE
la reconversion de Mitterrand
- SOCIAL
coups bas contre les salaires
- AÉRONAUTIQUE
1984, l'année terrible
- BOURSE
JAPON : la hausse quand même
PAYS-BAS : un renouveau prometteur
ÉTUDES : Legrand, Gle Occidentale

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

LES RÉACTIONS

M. Joxe : une étrange conception de l'Etat

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, explique dans un communiqué, publié le vendredi 23 décembre : « les hommes publics et les fonds publics considérables impliqués dans cette affaire où une procédure insolite fait aboutir un document officiel et confidentiel dans des archives privées, tous ces faits appellent une étude approfondie. » Il ajoute : « Dans un premier temps, je demande au président de la commission des finances de l'Assemblée de s'informer. Le mardi 10 janvier, les députés socialistes se réuniront à ce sujet. »

La veille, M. Joxe avait publié un autre communiqué, avant l'intervention de l'ancien président de la République, dans lequel il disait : « Il est juste de l'entendre avant d'examiner les initiatives multiples que les députés socialistes peuvent

Dans la presse parisienne

« Avions renifleurs : Giscard au rapport » : « Giscard a fait mouche » : « Giscard dégage », titrent la « une » Libération, le Quotidien et le Matin.

L'intervention de l'ancien président de la République à Antenne 2, jeudi 21 décembre, continue pour le Figaro « un coup d'arrêt » à l'« exploitation politique » de l'affaire Elf-Erap. Pour le Quotidien aussi, qui considère que M. Giscard d'Estaing est apparu comme « un homme ordinaire, un homme en mal de vérité, en mal de dignité, en mal de respect », et qu'il « a démonté l'opération... menée par le Canard enchaîné et cautionnée par... M. Emmanueli ».

La présentation du rapport secret de M. Beck faite par M. Giscard

prendre au sujet de cette affaire inquiétante. » Dans les colonnes de l'Assemblée, certains d'entre eux évoquaient une demande de création d'une commission d'enquête.

Ce vendredi matin, M. Joxe, qui était membre de la Cour des comptes avant d'être député, nous a expliqué que puisque le rapport détruit par M. Beck existe et qu'il serait disponible, ce qui importe dans l'immédiat c'est qu'il soit lu et mis à la disposition du gouvernement.

Quant au fait que le gouvernement actuel n'ait pas trouvé ce rapport dans les dossiers qui lui ont été transmis, alors que les anciens responsables de l'Etat l'ont en leur possession, M. Joxe estime qu'il s'agit là d'une conception de l'Etat tout à fait étrange.

d'Estaing est pour le Matin « un effet de scène qui permet d'esquiver le vrai débat », à savoir : « Le pouvoir peut-il passer par pertes et profits sans jamais en informer le public un coulage d'un demi-milliard de francs lourds ? ». Et l'ancien président de la République n'a, pour Libération, « évoqué ni le fond de l'affaire ni le contenu du rapport ». L'Humanité exprime le même besoin de clarté et souhaite que toute la lumière soit faite sur cette « ténébreuse affaire ». Pour le quotidien du P.C., les questions « restent entières » et M. Robert Crémieux souligne que, « au-delà des responsabilités des uns et des autres, c'est le pouvoir exorbitant des sociétés géantes qui est posé ».

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de réinsertion sociale, donnez-moi, vêtements, appareils de chauffage, électro, livres et tous objets encore utilisables ou réparables. Leur caron vendra à votre domicile

APPELEZ : 583.54.40

EN VUE ENQUÊTE JOURNALISTIQUE. RECHERCHONS TÉMOIGNAGES PERSONNES CONFRONTÉES, CONCERNÉES, PAR PROBLÈMES DE L'INCESTE.

Ecrire : Les Miroirs de l'Information
Place 585
TF 1, 15, rue Copernic-Jay,
75007 PARIS.

TELEX PARTAGE
TRAVAIL SERVICE TELEX - 347.21.32

[illegible]

Le Monde
SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

**Les mots croisés
se trouvent page 14.**

PARIS BY LIGHT

**CENTRE INTERNATIONAL DU
LUMINAIRE CONTEMPORAIN**

100, rue de Tocqueville, 75017 PARIS - Tél. (1) 257 86.01

LOISIRS ET TOURISME

AU FESTIVAL DE LA PLAGNE

Des aventuriers très ordinaires

C'EST proprement surréaliste : le héros 1983 du Festival de La Plagne, n'est ni le profil d'aigle de Jeanot le navigateur, ni les muscles d'acier d'Edlinger le grimpeur, ni même la barbe drue de Varigues l'explorateur polaire. Non. Le héros incontesté de La Plagne aura été un curé septuagénaire et rondouillard, sorti tout droit d'un roman de Pagnot ou de Marcel Aymé. Par quelque bout qu'on le prenne, **Simon**, de Sainte-Agathe-du-Castellet (Var), n'a rien, mais rigoureusement rien, d'un héros : ni grand, ni beau, ni fort, il promène gauchement sa silhouette de brave paysan au sourire jovial, l'œil pétillant d'une malice qui veut à bien tout le monde. Ni curé de choc ni toqué de la foi, l'abbé Simon est un Père tranquille, un Papy qui fait de l'aventure.

Car, tout de même, il s'agit d'une sacrée aventure : trente-cinq ans de plongeon de haut vol à la grâce de Dieu ! Pour échapper au train-train des fêtes de patronage et des messes calamiteuses, l'abbé eut une idée en 1947 (« suggérée par sainte Thérèse », affirme-t-il) : attirer la grande foule par un exploit hors du commun. Pour lui, ancien **boxeur** et vicaire **sportif**, ce sera le grand plongeon : le saut dans le Doubs d'une **écluse** de **12 mètres**. L'argent recueilli servira à bâtir de vraies maisons pour ses paroissiens. Saône, ouvriers le besoin.

Trois Tintin en Papouasie

Pas de frime, comme les professionnels d'Acapulco qui plongent cap au **superman** pour **grignoler** un échafaudage bricolé à la hâte, un petit homme qui monte, qui monte, tend les bras en avant d'un coup pour se donner du courage, se jette dans le vide... et entre dans l'eau comme il peut, parfois avec une gerbe qui trahit le « plat ».

Il faut vraiment la foi pour se lancer ainsi sans véritable préparation, sans « sponsors », dans une tournée qui le conduira jusqu'en Maroc, en passant par le plongeon dans la Seine à 4 degrés devant les tours de Notre-Dame et le mariage sur un fil de deux funambules, sur la grand-place de Toulouse ! **Au début**, **par devoir**, maintenant, c'est **par plaisir**, dit l'abbé, qui plonge toujours de ses quinze mètres depuis une corniche du Var à l'âge de soixante-dix ans (mais sans public). Se seule concession (involontaire) au « sponsoring » : il n'hésite pas après avoir bu le vin de la messe, à appeler ses paroissiens à l'apérif. Le circuit du Castellet, dit donc M. Ricard ne sont pas loin !

Les jurés du septième Festival de l'aventure vécue se sont donné d'autres anti-héros. Par exemple, ces matelots qui, en 1978, rallièrent Hambourg au Chili en passant par le cap Horn, sur un **recruté** de tempêtes. Hardi les gars ! C'était le métier, presque la routine. Mais au



Dessin PESSIN.

jourd'hui, en noir « blanc sur l'écran, l'aventure est brut, l'humour anglo-saxon en prime. Les jurés ont aussi distingué un **extraordinaire**, à partir de documents, d'époque (1927) : trois chercheurs d'or australiens, en shorts et chapeau de boy-scout, à l'âge de pierre en Nouvelle-Guinée et faisant, à leur tour, découvrir la « civilisation » (le fusil, l'avion, le tourne-disque et le travail à la chaîne) à des Papous qui n'en demandaient pas tant. Ces trois Tintin en Papouasie, saisis par

l'aventure coloniale, sont les premiers « effreux » - filmés - des temps modernes : à la fois naïfs, cyniques et inconscients. Tout sauf un modèle.

Enfin, dernier anti-héros de la série : Werner Herzog, ce cinéaste allemand qui a campé des mois dans la jungle péruvienne avec toute son équipe pour réaliser un rêve fou : faire escalader une colline à un bateau de 300 tonnes, tiré par des Indiens. Un tournage épique pour un film **(Fitzcarraldo)**, une

idée fixe poursuivie jusqu'à la limite du masochisme. « **Il type est fou**, tranche Pierre Schoendier, le **dé la 317e Section**. **On ne risque pas la vie des gens pour satisfaire son goût morbide** », pourriture. « Serait-ce donc ça, l'aventure d'aujourd'hui ? »

Allez donc ! Voyez nos champions : Philippe Jeantot, ce plongeur inconnu qui gagne toutes les étapes de la course à la voile autour du monde, en solitaire, et cet autre, chauffeur de taxi japonais, qui remporte la coupe « catégorie numéro 2. Ne sont-ils pas des héros à pur ? Et Edlinger, l'homme qui grimpe plus vite que son ombre, sans fillet, en un superbe corps-à-corps avec la paroi : n'est-ce pas l'athlète complet, parfait, le chographe « rocher », le virtuose du « graton » ? Et François Varigues, à Londres, qui inverse de part en part le Canada arctique : un traineau à chiens : 8000 kilomètres en solitaire, par des froids de - 50 degrés, pendant un an, avec pour seuls compagnons des chiens esquimaux aux yeux bleus, n'est-ce pas l'exploit de l'année (1) ? Et Pierre Béghin, ce doux ingénieur informaticien, qui, seul, oxygène d'appoint, l'ascension du Kanchenjunga, dans l'Himalaya (8570 mètres, troisième mondial), suivi aux jumelles par sa femme et ses compagnons venus au dernier moment de qui est mieux ?

Enfin, l'exploit, aujourd'hui, réside avec les finances. Comment soutenir les milliers d'expéditions puis au film qui permettent de l'exploit ? Le raid arctique ? Et cela nous donne une coque badigeonnée en Crédit agricole, un **aventurier** par V.S.D. ou le **Figaro Magazine**. Si l'aventure vécue ne se commande pas, elle se commande, ou, si l'on préfère le jargon du métier, elle se « sponsorise ». En 1983, un aventurier sans sponsor est un chien perdu sans maître.

ROGER CANS.

(1) Dix chiens pour un rêve, chez Albin Michel.
(Lire la suite page 12.)

ENTRE ROANNE ET THIERS

La marche au clair de lune

SUR l'écran d'une nuit blanche, près de deux mille randonneurs tricotent, avec la jambe gauche, avec la jambe droite, un long ruban fantasmagorique dans la plaine de Roanne. Étrange caravane. Tous les ans, depuis 1925, la scène se reproduit, en rangs de plus en plus serrés, chaque premier ou deuxième samedi de décembre. Le voyage est toujours le même : 56 kilomètres de chemins et de routes entre la ville des frères Troigros et Thiers, la cité des couteliers. Ces pèlerins de l'initiale doivent leur longue marche nocturne à Lucien Clairet, un modeste habitant de Roanne, dont le nom est aujourd'hui gravé sur une stèle disposée symboliquement à l'endroit le plus élevé du parcours.

Au quart de ce siècle, on allait déjà au cinématographe. Cette année-là, en sortant de la dernière séance, Lucien Clairet lança, avec deux amis, le pari de se rendre immédiatement à Thiers pour y déguster la traditionnelle soupe de choux. Il n'en fallut pas davantage pour établir un rite que célèbrent aujourd'hui les marcheurs de Beauvais et d'Alsace-Provence, Lyon et de Mantes-la-Jolie. Pour marcher et pour rêver entre minuit et midi, un laps de temps où chacun trouve son compte, les gens pressés comme ceux qui aiment le contempler le clair de lune.

Le groupe montagnard roannais gère cette lourde équipée consommeuse de fortes énergies, puisque cinq cents baguettes de pain et 200 kilos de pommes de terre tombent dans la panse du peloton. Cette association prône l'esprit de la marche pour le plaisir. Un message qu'il faut répéter chaque année un peu plus car on ne compte plus les « tristes » à l'éthique de Roanne-Thiers, à savoir ceux qui font la course. Ils ne pas

majoritaires, pour la simple raison que le groupe montagnard roannais se refuse à établir un classement. Heureusement.

Certes, le folklore des longues marches mi-forçisme mi-sauvagerie prend du plomb dans l'aile, le grand désespoir de ceux qui viennent costumés, mais il n'est pas si fantaisiste pour les traditionalistes ne boudent pas leur plaisir et remplissent de leur galet les trois salles de ravitaillement et de repos qui jalonnent la route.

Roanne-Thiers n'est quand même pas une partie de plaisir. Au fond de la nuit froide, quand les ampoules incitent les pieds et que les adducteurs trillent, beaucoup (quatre cents cette année) lancent des SOS et ne dépassent pas la montée du col du Saint-Thomas, là où s'élève abruptement depuis vingt ans un feu en plein milieu des bois, sous un panneau où est inscrit : « Ici finit la France et la Forêt ; ici commence l'Auvergne ».

Pour les rescapés, il ne restera plus qu'à descendre sur Thiers. Cruel euphémisme en vérité, quand l'arrivée est encore à **11 kilomètres** et que le macadam commence à ressembler à un tapis d'ourins. Les marcheurs confirmés poseront le sac vers 9 heures, les néophytes, aux coups de midi. Mais l'accueil sera le même pour tout le monde, dans une chaleureuse simplicité. Roanne-Thiers ne s'écrite aucune hiérarchie de valeurs : vient y relever son propre défi (avec, en prime, quelques douleurs pour la semaine), dans l'anonymat le plus total.

LIBERT TARRAGO.

* Groupe montagnard roannais : 12, avenue de Paris, 42300 Roanne.

DANS LA CORDILLÈRE DES ANDES

A l'assaut du Huascarán

IL y a une trentaine d'années, le « crâne » des alpinistes découvrait les massifs lointains, en Amérique ou dans l'Himalaya. Ils étaient patronnés par les associations et les clubs de montagne, tel le G.H.M. (Groupe haute montagne) ou le CAF (Club alpin français). Une expédition s'organisait pour offrir à un ou deux de ses membres la possibilité d'atteindre la cime : l'Annapurna avec Herzog et Lachenal, par exemple, ou l'Everest avec Hillary et Tenzing.

Très vite, cependant, une réalité s'est imposée : il ne s'agissait plus seulement de participer, mais tous les membres d'une expédition entendait accéder au sommet. Sans doute ce désir était-il né après que J. Franco et L. Terray eurent réalisé l'exploit de vaincre le Makalu.

Ainsi, peu à peu, ces expéditions « lourdes », qui n'offraient le sommet qu'à quelques individualités acrobates par la F.F.M. (Fédération française de montagne) ontelles fait place à des expéditions dites « légères » : on part peu nombreux, entre amis et connaissances, mais on part tous pour le sommet.

Parallèlement, quelques guides suisses, autrichiens ou français recommencent avec leurs clients-amis des escalades prestigieuses, à l'image de Lionel Terray, en cordillère Blanche. Il y a une vingtaine d'années. C'est ainsi que quelques non-professionnels ont atteint dans toutes les régions de la Terre, grâce à leur guide, bien sûr, mais aussi à leur condition physique et psychique, facteurs indispensables à la réussite d'une ascension. Mais les choses évoluent et, comme dans le monde du ski, l'alpinisme « moyen » a vu son niveau technique augmenter considérablement. Les efforts accomplis dans l'enseignement de la haute montagne par des professionnels ou bien par des organismes tels que l'U.C.P.A. (Union de plein air) ou le CAF ont fini par porter leurs fruits, ainsi qu'en témoigne, l'été, la sur-fréquentation des Alpes, et ce dans toute la gamme

des difficultés techniques qu'y offre l'escalade.

Rien n'est si, aujourd'hui, les alpinistes amateurs entendent retrouver l'isolement et l'aventure qu'il y a vingt ans. A l'époque, ils étaient partis avec les premiers guides-chefs d'expédition-baroudeurs, tels Yves Pollet-Villard et Claude Jacoux. Maintenant, ils choisissent tel ou tel sommet, sur tel ou tel continent, à telle ou telle saison de l'année. Ils ne veulent plus seulement des 5 000 ou des 6 000, mais des 7 000, voire des 8 000 !

Ainsi, une nouvelle race de clients est née. Quelques guides sont d'ores et déjà mobilisés pour répondre à leur demande, susciter de nouveaux défis en proposant : objectifs peu ou mal connus et innovant en offrant des projets originaux. Tout un secteur professionnel de la haute montagne se consacre désormais à gérer ces « produits ».

CHATEAUX

Un guide d'ascension n'est pas ou bien facilité avec des organismes de montagne et des agences de voyage. Face à la demande, il ne s'agit plus de promettre mais de tenir ses engagements quant à l'objectif final : l'ascension du Huascarán.

C'est ainsi que, le 16 mai dernier, deux guides français ont tenté, avec deux porteurs d'altitude péruviens et douze participants, de gravir simultanément le sommet nord (6 655 mètres) et le sud (6 768 mètres) de la plus haute montagne du Pérou, le Huascarán, en cordillère Blanche. Mais que l'agence Terres d'aventure se voyait chargée de l'infrastructure et de la gestion du voyage, Jean-Pierre Bernard (grand responsable de l'ascension) et moi-même nous sommes chargés des aspects techniques sur le terrain.

En haute montagne, le Huascarán est un défi de la montagne. A cet égard, nous serons heureux de

montagne, plus une que jamais, et les crevasses étaient plus des pièges cachés. Mais que, non loin de l'Equateur, la glace « coule » plus vite que dans les Alpes. La neige ne cristallise pas de la même manière. Les vents du Pacifique, chargés de sel, viennent contrarier sa transformation classique. Ainsi arrive-t-il souvent de grimper sur des rivières de glace composées de stalagmites, de stalactites, de ponts aux barreaux baroques, à la solidité parfois douteuse. C'est une école de glace, un apprentissage où l'on transgresse les limites surprises dans les Alpes.

Notre groupe était composé en majorité de montagnards avertis et expérimentés ayant à leur actif plusieurs ascensions de randonnées, à pied ou à ski, ainsi que des années d'entraînement en Europe. Quelques-uns avaient même gravi les hauts sommets, tels le Kilimandjaro, en Tanzanie, ou le Kun (7 095 mètres), au Cachemire. La plupart d'entre eux venaient pour la première fois dans les Andes.

Un trekking préparatoire nous permit de nous acclimater dix jours à l'altitude de 4 000 mètres d'altitude et nous obligea à franchir des cols à plus de 5 000 mètres. Une longue phase d'acclimatation, facteur primordial pour l'ascension d'un plus de 8 000.

Pour parfaire l'oxygénation, nous avions également prévu l'ascension d'un sommet entre 5 000 et 6 000. La première partie de l'expédition s'est déroulée dans la quebrada Uta, au pied de la cordillère Huascarán. Du sommet du Rataquena (5 335 mètres), nous avons pu admirer le spectacle grandiose des pyramides de roc et de glace formées par les glaciers de la cordillère Blanche (Chacaranju, Uta, Contrahierbas, Artesonraju...).

MICHEL VINCENT
(Guide de haute montagne.)
(Lire la suite page 12.)

La France hors frontières

C E dollar fort contribue-t-il à la relance de l'activité des bureaux du tourisme français à l'étranger ? « Assouplis » depuis des années, faute de moyens financiers ? Les pouvoirs publics en ont-ils sués, Edith Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme, annonçait, en effet, début janvier, une série d'initiatives regroupées sous le nom de « Bienvenue France » et destinées à relancer l'image de marque du pays à l'étranger.

Conforté par les résultats de la balance commerciale touristique en 1982 - un milliard 177 millions de francs, contre 11 milliards en 1982 - le gouvernement français a donc décidé pour 1984 un important effort pour attirer les touristes dans l'Hexagone et les DOM-TOM. Devises obligent. Les crédits dans le secteur de la publicité ont été la promotion touristique 22 millions de francs.

Il y a vingtaine de bureaux du tourisme français à l'étranger, notamment en Amérique du Nord, au Japon, en Europe. Des bureaux ont également été passés avec les compagnies aériennes ou les agences de voyages de l'étranger, de l'Afrique du Sud, du Mexique, de l'Argentine.

« Bienvenue France », une association loi 1901, regroupe les secteurs intéressés par l'industrie touristique. Elle se voit octroyer en 1984 une dotation budgétaire de 3,7 millions de francs. Elle pourra avoir accès, pour des opérations ponctuelles, à des financements liés au commerce extérieur dont ceux de la banque française pour le commerce extérieur. Ce qui constituerait une petite révolution dans les moyens des touristes.

Cette campagne de promotion du tourisme français hors de nos frontières concernerait plus particulièrement l'Amérique. Un marché évidemment important au regard du commerce extérieur. Une campagne de publicité commune à la France et au Mexique, à l'Air France devrait être lancée dans quelques semaines outre-Atlantique. Coût de l'opération : 4 millions de francs.

La coïncidence du quarantième anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie et du quatre centième anniversaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier donne lieu, en effet, à l'organisation de nombreuses manifestations commémoratives, respectivement en Normandie et en Bretagne, avec pour point fort la région de Saint-Malo.

Enfin, la réouverture des initiatives des pouvoirs publics pour « servir » la France à l'étranger passe par la mise à disposition de moyens humains et matériels. Tout d'abord, il faut des séjours dans l'Hexagone qui sont plus élevés que ceux de l'étranger, car les touristes étrangers ont des vacances plus longues que les Français. Ensuite, il faut des possibilités d'accueil et la qualité du service rendu. C'est pourquoi le tourisme français doit être en mesure de répondre à la hauteur du « produit » touristique. Enfin, il faut être à l'écoute de ces mesures, la réaction des associations et « travailler » la France ? La faiblesse du budget 84 alloué au tourisme social a été dénoncée par de nombreux parlementaires de la majorité comme de l'opposition. « Tourisme », une association proche du parti communiste, regrette déjà, lors de son récent congrès, « l'accent soit mis de plus en plus sur le rôle économique du tourisme et sur sa contribution au réajustement du commerce extérieur... ».

JEAN PERRIN.

BHOUTAN

5 circuits différents de 18500 F à 26900 F
PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turenne
75004 PARIS
271-50-56


la nouvelle lecture

Le Monde

PARIS BY LIGHT

COLUCHE
TCHAO
PANTIN
un film de
CLAUDE BERRI

COLUCHE
TCHAO
PANTIN
un film de
CLAUDE BERRI



AU TRIBUNAL DE PARIS

Quelle juridiction pour M. Jack Ralite ?

Qui peut, qui doit juger M. Jack Ralite ? Ce n'est pas que le ministre chargé de l'emploi demande particulièrement à être jugé. Mais puisque l'Association professionnelle des magistrats (A.P.M.), située à droite, l'a directement devant la dix-septième chambre correctionnelle à Paris pour qu'il réponde du rare délit prévu par l'article 133 du code pénal, qui prévoit des peines de un à six mois de prison et de 500 à 10 000 francs d'amende « quiconque a jeté le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance », il faut bien savoir si cette juridiction est compétente pour un tel procès.

C'est ce qu'il a été débattu, jeudi 22 décembre, au sein de la présidence de M. Emile Cabré.

A l'origine, les choses sont simples : on a pu voir, par exemple, à la discussion, l'invité le 15 juin du « Journal inattendu » de R.T.L., M. Ralite fut amené à parler de premières décisions des tribunaux administratifs, qui venaient d'annuler un certain nombre de résultats d'élections municipales de communes favorables à la gauche. Cela l'a conduit à déclarer notamment, il propos de ces annulations, qu'elles étaient commandées par « des raisons les plus fantaisistes » et à dire pour conclure : « la justice n'est que la droite utilisera tous les moyens, parce qu'il y a des pressions qui s'exercent ».

L'A.P.M. devait réagir en invoquant l'article 226. M. Ralite n'a-t-il pas le droit commun de dire ce qu'il veut ? Dans le premier cas, on serait effectivement à la juridiction du droit commun de dire ce qu'il veut. Dans le second, elle serait incompétente, car, selon l'article 133 de la Constitution, un membre du gouvernement, auteur d'un acte ou d'un fait susceptible de nuire à l'exercice de ses fonctions, ne peut en répondre que devant la Haute Cour, juridiction composée uniquement de parlementaires.

Or les avis sont partagés. D'un côté, la Haute Cour, en la personne de son président, M. Jean Martin, est comme M. Jean Martin, ministre de M. Ralite, ministre.

que ce dernier doit bénéficier du privilège de juridiction et que la dix-septième chambre est incompétente. Pourquoi ? Parce que M. Ralite était bien invité à R.T.L. en sa qualité de ministre et, même si les juges qu'il tint se concernaient pas uniquement de sujets se rapportant à ceux de son ministère, il s'agissait bien de réflexion sur des remarques publiques. Le ministre ne saurait se désintéresser. Au reste, fait valoir M. Bredin, alors que l'A.P.M. propose une action, des députés de l'opposition n'avaient-ils pas été les premiers à déposer, devant le ministre de l'Assemblée nationale, deux résolutions tendant à un tel acte de M. Ralite en Haute Cour ?

Certes, rétorque, pour l'A.P.M., M. François Sarda, mais ces députés, bien qu'ils soient de l'opposition, ne sont pas des députés. Et d'ailleurs, le bureau de l'Assemblée nationale a rejeté leur deux demandes. De surcroît, si M. Ralite a bien dit qu'il parlait en tant que ministre, il a cru bon de préciser que c'était en tant que ministre communiste. Cette évocation de sa famille politique est-ce que ce n'était pas seulement le membre du gouvernement qui s'exprimait, mais lui et bien sûr le ministre. Et puis, de cette manière, le ministre ne saurait parler de pressions qui s'exercent sur un tribunal. Quand la justice est saisie ou décide, il est de règle que l'exécutif ne s'en mêle pas.

Bref, pour M. Sarda, un ministre ne peut s'exprimer en cette qualité que s'il traite de questions touchant à son département, alors que, pour M. Bredin, une conception restrictive ne saurait être de mise aujourd'hui.

Le tribunal a décidé de réfléchir jusqu'au 13 janvier 1984. S'il joint l'incident au fond, comme il lui demande M. Sarda, le procès continuera. En revanche, s'il statue sur un point spécifique, comme le lui ont demandé le ministère public et M. Bredin, qu'il se déclare compétent ou incompétent, il s'agira d'un jugement susceptible d'appel et l'affaire n° 16 - A.P.M. contre Ralite - risque d'attendre encore longtemps.

JEAN-MARC THÉOLÉYRE.

ENFANTS PAUVRES, ENFANTS RICHES

LES SUCCÈS DE L'UNICEF

Trente-six enfants vaccinés avec... dix cartes de vœux

De notre correspondante

Genève. - Nombreux sont ceux qui achètent au moment des fêtes des cartes de vœux de l'UNICEF. Mais se douter de l'immensité de l'entreprise à laquelle ils contribuent. Sait-on par exemple qu'à ce jour l'UNICEF a vendu un milliard sept cent millions de cartes de vœux ? Cette année cent vingt millions de cartes (dont dix millions en France et cinquante-huit millions dans le reste de l'Europe) ont été vendues.

Rares sont ceux qui savent que l'achat d'une carte de vœux de l'UNICEF permet de vacciner trente-six enfants du tiers-monde contre le tétanos, les coqueluches et la diphtérie ou de leur fournir suffisamment de vitamines A pour empêcher qu'ils ne deviennent aveugles ou de leur donner deux cent cinquante comprimés de chloroquine contre le paludisme. Grâce aux ventes de l'an passé, l'UNICEF a pu, entre autres, contribuer à l'installation de soixante-dix-sept mille points de distribution d'eau potable dont peuvent désormais profiter quarante millions de personnes. Par exemple, un puits creusé à Bahar-el-Ghazal, au Soudan, permet d'éviter aux habitants de la région une marche de six heures avec un fardieu de dix litres d'eau sur la tête.

La fabrication des cartes et les frais administratifs qu'elle représente représentent un quart du prix de vente. Un autre quart est consacré aux bureaux nationaux (comme le bureau français, comptant cinquante mille membres) qui soutiennent le mouvement. L'UNICEF, Les Nations Unies pour l'enfance, a été créé en 1947. En 1983, 14 millions de dollars ont pu leur être consacrés.

Mme Monika Knofler, historienne de l'art, conservateur de musée à Vienne, parcourt le monde, visite les musées, les académies privées, les collections d'art.

ou même d'artistes, à la recherche d'illustrations pour ses cartes. Elle découvre des artistes inconnus ou opte pour la reproduction d'œuvres célèbres, de tapisseries, de calligraphes, de tissus ou de pièces d'orfèvrerie. Un comité d'experts se réunit tous les ans à New-York puis à Genève pour opérer un choix parmi un millier de projets qui lui sont soumis sous forme de diapositives.

La générosité des artistes a contribué à tous les succès de l'UNICEF. Pour ne citer que quelques exemples, en 1953, Henri Matisse peignit pour l'UNICEF son « Fleuve pour la paix », 1954 fut marquée par la contribution de Marc Chagall, 1955 par celle de Jean Lurçat, 1956 par celle de Vasarely et 1975 par celle de Mathieu. D'autres artistes ont contribué par des œuvres parfois inédites, comme Picasso, Dali, Miró, Magritte, Mondrian, Klee, Dubuffet ainsi que par des reproductions de Rembrandt, de Michel-Ange, de Renoir et de Douanier-Rousseau. Le nombre d'artistes qui ont contribué à l'UNICEF dépasse maintenant mille. D'autre part l'UNICEF a pu obtenir gratuitement les droits de reproduction de certaines œuvres.

L'idée de lancer une telle campagne de cartes de vœux a pour origine, en 1947, l'envoi d'un dessin par un petit garçon tchèque. Il était ainsi remercié l'UNICEF de l'envoi de cet organisme avait apporté aux enfants de son pays, qui avaient faim après la guerre. La haute de ce dessin naît en encourageant les responsables de l'UNICEF à l'époque à réaliser un projet qui était devenu aussi rentable que bénéfique.

ISABELLE VICHNIAC.

La France ne prend plus le jouet au sérieux

(Suite de la première page.)

L'autre cri d'alarme de M. Burckhardt, le patrimoine. La France, souligne-t-elle, dispose de trésors, mais qui se perdent ou ne servent à rien. Beaucoup de jouets anciens prennent le chemin de l'étranger. Ce sont des particuliers qui détiennent les objets les plus intéressants. Seul un musée français sur dix possède des jouets et, la plupart du temps, les entreprises, dans ses caves. Il n'y a aucune politique d'achat des pouvoirs publics, donc aucune homogénéité dans les collections.

Seul un musée national du jouet pourrait remédier à cette situation, en réunissant les collections de tous les départements. Il n'y a pas d'autre moyen de gérer le patrimoine du jouet. Ce musée, qui aurait des antennes régionales, ne se limiterait pas à la conservation : il disposerait d'un centre d'étude, d'un centre de documentation et serait prolongé par des expositions itinérantes.

Autres propositions : aider les artisans à mieux se faire connaître et à se regrouper, promouvoir la qualité par des labels, introduire des mécanismes d'incitation financière. Les auteurs de l'étude suggèrent également de favoriser les ludothèques, qui sont des bibliothèques de jouets, de manière spectaculaire ces dernières années : on pourrait officialiser ces ludothèques, en leur donnant des véritables services municipaux (comme les crèches) et leur une

formation de « ludothécaires » avec un diplôme national. Mais l'aspect le plus intéressant - et qui sera le plus discuté - de ce rapport concerne les relations entre jouets et télévision. Les auteurs mettent pas en question les relations actuelles de la publicité à l'antenne : les jouets coûteux en sont exclus, il est interdit d'exploiter des stéréotypes masculin-féminin et de permettre à des enfants de prononcer dans les messages le nom du produit. Les auteurs souhaitent, en revanche, que les quotas en vigueur soient assouplis : actuellement, chaque fabricant de jouets ne peut dépenser que 1,6 million de francs au quatrième trimestre pour les trois chaînes.

Le rapport propose, d'autre part, la création d'une grande émission hebdomadaire, une « Apostrophe du jouet », qui permettrait d'informer le public et de stimuler les créateurs. L'objection est connue d'avance : une telle émission favoriserait la publicité clandestine.

Autre suggestion : encourager la création en France de jouets dérivés des films ou des séries télévisées, genre Schtroumpfs, Goldorak ou Popeye. E.T. est un secteur en pleine expansion où il faut entrer en force sous peine d'en être définitivement exclu. Surtout, souligne les auteurs du rapport, c'est aussi « un puissant moyen d'influence et de rayonnement culturel ». Qu'en pensent les éducateurs ? Ce qui est bon pour l'économie et la culture française ne contribue pas forcément à l'éveil des enfants.

ROBERT SOLÉ

DÉFENSE

POUR LA DÉFENSE OPÉRATIONNELLE DU TERRITOIRE

La gendarmerie réclame vingt mille cadres d'active supplémentaires

La gendarmerie nationale estime qu'elle aurait besoin de vingt mille gendarmes d'active supplémentaires pour prendre à sa charge, comme le gouvernement le lui a demandé, certaines des missions de la défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) dévolues jusqu'à présent à l'armée de terre. Cette estimation de ses besoins figure dans un rapport d'une vingtaine de pages que la direction générale de la gendarmerie a adressé, la semaine dernière, aux chefs d'état-major et dont M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à la Défense, a révisé, le 20 décembre, les grandes lignes.

Approuvés par le Parlement au printemps, la loi de programmation militaire 1984-1988 confie, en principe, à la gendarmerie la lutte contre les menaces aériennes, infiltrées, débarquées ou parachutées, dans le cadre de la défense opérationnelle du territoire. Cette lutte concerne essentiellement des actions de commandos, de la valeur d'un groupe d'hommes, contre des points jugés « sensibles » du sol national, tels des centrales ou des nœuds de communications, répertoriés au nombre de cent soixante-dix. Il s'agit de points « sensibles » majeurs, dont la garde statique vient d'être attribuée à la gendarmerie.

Au-delà, les actions de défense opérationnelle du territoire relèvent plutôt de l'armée de terre, en particulier pour tout ce qui concerne des agressions extérieures supérieures à la valeur d'un simple groupe de commandos. Contre des attaques de la valeur d'une brigade adverse, la D.O.T. fait appel à un régiment de réserves, situé à l'extérieur de la division militaire territoriale. Contre des agressions de valeur d'une brigade adverse, il s'agit d'une brigade par zone de défense. Il existe, actuellement, en France vingt-deux divisions militaires territoriales et six régions militaires (ou zones de défense).

Selon M. Gatel, ces missions de protection des points « sensibles », dans le cadre de la D.O.T., devraient nécessiter la participation de quarante mille réservistes, auxquels la direction de la gendarmerie ajoute un corps de vingt mille gendarmes d'active en complément des quatre-vingt mille officiers et sous-officiers de métier que compte cette arme.

Ces besoins propres à la D.O.T. n'épuisent naturellement pas la ressource qu'offre à l'armée de terre le nombre des réservistes issus de leur service militaire actif. D'autres tâches attendent, en effet, les plus récents et les plus jeunes des réservistes, en particulier le soutien aux unités d'active par l'appel à la mobilisation qui toucherait environ cent soixante mille hommes pour la seule armée de terre. Ces réservistes complèteraient les unités d'active en quatre contingents qui viendraient d'achever leur service.

BREF

MORT D'UN ENFANT

Jeudi est jour de marché avenue de la Porte Montmartre (Paris-18). La nouvelle de la mort d'un petit garçon de six ans, au cours d'un hold-up dans l'épicerie de ses parents le 20 décembre au soir, a causé le stupor. Le petit garçon est mort jeudi matin à l'hôpital Bretonneau, où il avait été transporté d'urgence.

Après 8 heures du soir, seul l'épicerie tunisienne, installée depuis un an environ, maintenait une lueur de vie dans cette avenue, sur l'ensemble des commerces « fortifiés », qui relèvent les boulevards extérieurs au périphérique. Les trois malfaiteurs ont été interpellés dans l'épicerie vers 21 h 15, alors qu'ils s'apprêtaient à fermer boutique. Les deux auteurs du vol ont été dégringolés et un coup de feu s'est fait entendre. L'un d'eux a été tué par un coup de feu à la tête.

La librairie, voisine immédiate, est bouclée. Le gérant de l'épicerie, lui, a été dégringolé plusieurs fois. Le policier aussi, « toujours par des gamins du coin ». Une vaste cité H.L.M. jouxte l'avenue. « Chez vous, monsieur, demandez la librairie à un client arabe, est-ce un moyen d'offrir des fleurs pour les dévotion ? » Offrir des fleurs pour « faire quelque chose », dit la librairie. Désormais, un billet de 50 francs « pour la courtoisie », glisse sur le comptoir entre les mains et cartes de vœux.

D.S.

SAMU contre pompiers

Le Syndicat national des pompiers a déposé, le 22 décembre, au nom de la défense de « la loi de la population », une proposition de loi pour dérouter la médecine d'urgence dans la Val-d'Oise. Cette proposition fait suite à la grave des sapeurs-pompiers de Pontoise, qui, après le SAMU, venant dans la nuit à des opérations de soins d'urgence, et « créer une sous-service médical parallèle » qui s'apparente à « un service illégal de la médecine ».

Le syndicat a demandé la généralisation du « 15 », numéro d'appel téléphonique mettant en relation directe des patients et des médecins avec un médecin généraliste ou spécialiste du SAMU. Il a déploré l'« immobilisme » du secrétariat à la santé et l'« absence de réglementation législative », malgré l'annonce, en juillet, d'une action prioritaire pour la création de « centres 15 ».

Souscription à Brest pour un scanographe

Le « Télégramme » de Brest vient de lancer une souscription pour l'acquisition d'un scanographe à la C.H.U. de la ville. Deux millions de francs ont déjà été recueillis. L'appareil vaut 10 millions. Le Crédit mutuel de Bretagne a ouvert un compte spécial dans le même but.

La C.H.U. de Brest dispose d'un scanographe « orléan », en revanche il ne possède pas le scanographe « C.H.U. » qu'il possède depuis deux ans. Les responsables hospitaliers rappellent qu'ils ont en charge une population d'un million et demi de personnes (dont vingt mille pour la région Finistère). C'est-à-dire pratiquement les trois départements de l'exécutif.

(Corresp.)

Chasse à courre illégale

Cinq plaintes ont été enregistrées, le jeudi 22 décembre, par la gendarmerie de Compiègne (Oise) après une semaine de chasse à courre illégale. Les chasseurs de la veille ont été vus dans la forêt de Compiègne. La futaie des amis, dirigée par M. Monique de Rothschild, a été vue dans la forêt de Compiègne. M. de Rothschild, maire de cette commune, a déposé plainte pour infraction à un arrêté municipal de 1973 interdisant la chasse à courre sur le territoire de la commune.

D'autre part, deux plaintes ont été déposées pour « insultes », et une pour « dégradation » par des habitants du village, les vœux ayant pénétré dans une propriété privée.

Déjà, l'an dernier, les habitants avaient opposé un membre de l'équipe à un photographe du « Courrier de l'Oise ». M. Jean-Louis Rocca-Serra, qui avait été vu dans la forêt de Compiègne, a été condamné à 3 000 francs d'amende et à 3 000 francs de dommages-intérêts (le Monde du 17 décembre).

Création de l'ONU pour l'environnement. Le secrétaire général de l'ONU a confié à M. Ole Harlem Brundtland, ancien ministre norvégien de l'environnement, la direction d'une commission chargée, pour le compte de l'ONU, de promouvoir la coopération entre pays en développement et pays industrialisés à propos des ressources naturelles et de la protection de l'environnement. La commission, qui comprendra une vingtaine de personnes, aura son secrétariat à Genève. (A.P.P.)

Demande de saisie de P... comme police

Le livre P... comme police, de M. Alain Hamon et Jean-Christophe Marchand, publié aux Editions Alain Marchand a fait l'objet, le 22 décembre, d'une demande de saisie au tribunal de Paris. M. Hamon, Anastassia, alias « François le Grec », et Pierre Lotz, dit « Nat », présentés comme des auteurs de l'ouvrage évoquant l'affaire du Thé.

Jugement le 26 décembre.

Syndicats-escrocs : inculpation d'un président-directeur général

Grenoble. - L'instruction de l'affaire des deux syndicats grenoblois, M. Jean-Louis Cavat et son fils, inculpés de fraude au début du mois de novembre pour malversations, a permis, le 22 décembre, à la P.D.G. de l'inculpation d'un syndicat, qui avait profité de la « largesse » des syndicats.

M. Serge Accattino, P.-D.G. de la Société Sodété, avait pu, grâce à la complicité de M. Jean-Louis Cavat, enlever sa propre entreprise, mise en liquidation judiciaire, au dixième de sa valeur réelle. (Corresp.)

Avalanches dans les Alpes

Grenoble. - Deux groupes de skieurs qui évoluaient en dehors des pistes ont été balayés et emportés par des avalanches. Presque au même moment, le jeudi 22 décembre, en milieu de journée, à Val-Thorens (Savoie), la neige a enseveli sept skieurs. Six d'entre eux sont parvenus à se dégager, mais le septième, un étudiant de dix-huit ans, Christian Boicler, a été enseveli peu après. L'avalanche survenue aux Karellis a entraîné la mort d'un groupe de six, dont l'un, Daniel Froux, vingt-deux ans, a été décédé.

Le centre d'alerte de la neige de Saint-Martin-d'Hères prévoit pour les prochains jours des coulées de neige et des avalanches nouvelles sur les Alpes. (Corresp.)

Les pannes de Columbe expliquées

De nombreuses pannes de voitures sont dues à l'origine des pannes enregistrées, le 12 décembre, sur deux des cinq ordinateurs de la navette spatiale Columbia avant son départ. Les pannes ont été attribuées à la NASA, un fragment de métal, « presque microscopique », ont provoqué un court-circuit à l'intérieur des ordinateurs qui servent notamment à commander les manœuvres spatiales pour donner au vaisseau spatial le meilleur angle possible, son angle dans la haute atmosphère.

SPORTS

Le tirage au sort de l'ancien coureur cycliste Luis Ocaña, vainqueur du Tour de France en 1973, a été blessé un visage et il a été enroulé dans un accident de la route, jeudi 22 décembre, près de Nogaro (Gers). Il était en train de faire un tour de piste.

Le tirage d'homme (Haut et bas) contre l'Autriche (Austrie) le samedi 24 décembre, comptant pour la Coupe du monde de ski alpin, a été remporté, jeudi 22 décembre, par Hanni Wenzel (Liechtenstein) en 2 min. 11 sec. 46 devant Maria Eppler (R.F.A.) en 2 min. 9 sec. 57 et Christine Cooper (Etats-Unis) en 2 min. 11 sec. 65. La première Française, Perrine Pelen, s'est classée septième.

Le tirage au sort de « Masters » de tennis - Yannick Noah jouera contre le Tchèque Tomáš Šmíd dans le premier tour de « Masters » qui doit avoir lieu du 15 au 19 janvier à New-York. Les autres participants seront l'Espagnol Hugueta, l'Argentin Claret, les Américains Aris et Krick, l'Equatarien Gomez et l'Américain Toltcher. Le Suédois Mats Wilander jouera contre le vainqueur du match Hugueta-Claret et l'Américain John McEnroe contre le vainqueur du match Aris-Krick.

Orange Bowl - Thierry Champion et Jean-Philippe Fleurbaey ont été qualifiés pour les quarts de finale de l'Orange Bowl, jeudi 22 décembre. Le Miami (Floride) en battra respectivement l'Italien Cane (6-2, 6-2) et le Belge Denis Langskens (6-2, 6-4). Le cadet François Renard, en quart de finale, a été éliminé par le Yougoslave Bruno Orser (6-4, 6-4).

Le Monde

Dans son numéro du 25 décembre, publiée

Les voyageurs pour Bethléem

un conte de Georges Deblander

- Agricultrices et salariés.
- Les pionniers de Tillard.
- Agences matrimoniales pour les musulmans.
- Inventer le verre fluoré... et le vendre.
- Hubert Reeves et l'origine du monde.

Un texte inédit de Christiane Singer.

DIX-NEUF COMMUNE

Grand ramue-

Le grand ramue-... (Texte continué sur la page suivante)

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} FELIA, née Elisabeth Orvea, Pauline, Gabrielle et Raphaële ont la joie d'annoncer la naissance de

Justine,

le 19 décembre 1983.

— Joëlle et Dany MANDEL ont la joie d'annoncer la naissance de

Jonathan,

le 20 décembre 1983.

— Bernard et Maryvonne TEISSIER annoncent joyeusement la naissance de

Jean-Axel-Edmond

le 20 décembre 1983.

— Anne-Lise-Sybilie.

73, rue Claude-Bernard, Paris.

Mariages

— Isabelle MALAVAL

Thierry MALVOISIN

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le 17 décembre 1983 à Saint-Germain-en-Laye.

20, rue de la République, 93110 Paris.

— Le docteur et M^{me} Yvan Bouakla, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Krief et leurs enfants,

M. et M^{me} Max et leurs enfants,

ont la joie de faire part de leurs décès de

M^{me} veuve Albert BOULAKIA, née Marcelle NATAF,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue le 22 décembre 1983.

Cet avis tient lieu de faire-part.

94, avenue Kléber, 75116 Paris.

— Le colonel A. Sibou, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers français,

a le regret de faire part de son décès de

colonel (E.R.) Pierre COLLINET,

commandeur de la Légion d'honneur, président honoraire de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers français, ancien président de l'œuvre des pupilles des sapeurs-pompiers français, ancien secrétaire général de comité technique international du feu, ancien inspecteur départemental des services de secours et de lutte contre l'incendie de Seine-Maritime, ancien directeur départemental de la protection civile de Seine-Maritime, ancien chef de corps de sapeurs-pompiers de la ville de Rouen,

survenue le 21 décembre 1983.

— Ses obsèques auront lieu le 27 décembre 1983, à 10 h 30, en la basilique de Rouen (Seine-Maritime).

Ni fleurs ni couronnes.

— M. et M^{me} Jean-Louis Flandrin et leur fille M^{me} et M^{me} Jean Chauveau et leurs fils Pierre-François et Eric, M. et M^{me} Jean-Louis Bernier et leurs filles Béatrice et Magali, M. et M^{me} Paul Flandrin et leurs fils Stéphane et Laurent,

ont la joie de faire part de leurs décès de

M. Jacques FLANDRIN, professeur honoraire de l'université de Lyon,

leur père et grand-père,

survenue le 20 décembre 1983, à Paris, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Corneil (Paris), le mardi 27 décembre 1983, à 14 h 15.

— On nous prie de faire part de son décès de

Fanny GOLDSTEIN, dite Fanny Félou,

survenue le 19 décembre 1983, dans sa soixante-quinzième année.

Fanny Goldstein ayant fait don de son corps à la médecine.

Il n'y aura pas d'obsèques.

107, rue Bobillot, 75013 Paris.

(Le Monde du 23 décembre.)

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

Yongindra KHUSHALANI,

survenue le 20 décembre 1983, à Genève.

— L'Association de consultants internationaux en droit de l'homme (CID), spécialisée des droits de l'homme au centre pour les droits de l'homme de l'O.N.U.,

docteur en droit de l'université de Berkeley,

Yongindra KHUSHALANI,

vice-présidente du CID,

a le regret de faire part de son décès de

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

POINT DE VUE

Ecole libre, Constitution et pouvoirs

par JEAN-PIERRE SOISSON (*)

UNE des dispositions du budget de l'éducation nationale pour 1984 prévoit la possibilité d'intégrer dans la fonction publique une part des enseignants employés par des établissements privés sous contrat. Outre le fait qu'elle mettrait à la disposition du dialogue social, par le ministre, puisqu'elle préjuge les résultats de la négociation, elle a une portée plus profonde, d'une part, quant à la signification institutionnelle, d'autre part.

Que cette disposition soit le premier pas vers la disparition de l'enseignement privé ou qu'elle ne soit qu'une mesure d'ajustement, n'en change pas la portée. Elle est en effet la première d'une série de mesures qui ont pour objet de modifier la répartition des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales. Elle est la première d'une série de mesures qui ont pour objet de modifier la répartition des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales.

Le dessaisissement du Parlement

Cette mesure est l'indice du fait que la considération que le gouvernement attache aux règles constitutionnelles et organiques, qui sont au cœur de la conception de l'équilibre des pouvoirs, est en train de changer.

Une telle façon de procéder est en fait une disposition de l'ordonnance du 11 janvier 1983 portant la loi organique relative aux lois de finances.

La méthode choisie pour engager le processus d'intégration de l'enseignement privé témoigne d'une tendance générale au dessaisissement du Parlement. Elle doit être rapprochée de trois autres pratiques.

En premier lieu, le gouvernement a fait d'une manière très large de l'article 38 de la Constitution, qui lui permet de légiférer par ordonnance, une procédure de dérogation à la loi.

En deuxième lieu, il a entrepris de modifier la loi de finances de 1984, en utilisant la procédure des lois de finances rectificatives, qui permet de modifier la loi de finances en cours d'année.

Enfin, le gouvernement a fait passer la loi de finances de 1984 par le Parlement, en utilisant la procédure des lois de finances rectificatives, qui permet de modifier la loi de finances en cours d'année.

La méthode choisie pour engager le processus d'intégration de l'enseignement privé témoigne d'une tendance générale au dessaisissement du Parlement. Elle doit être rapprochée de trois autres pratiques.

En premier lieu, le gouvernement a fait d'une manière très large de l'article 38 de la Constitution, qui lui permet de légiférer par ordonnance, une procédure de dérogation à la loi.

En deuxième lieu, il a entrepris de modifier la loi de finances de 1984, en utilisant la procédure des lois de finances rectificatives, qui permet de modifier la loi de finances en cours d'année.

Enfin, le gouvernement a fait passer la loi de finances de 1984 par le Parlement, en utilisant la procédure des lois de finances rectificatives, qui permet de modifier la loi de finances en cours d'année.

Les réactions aux propositions de M. Savary

La méthode et calendrier de négociation sur l'évolution des rapports de l'Etat à l'enseignement privé proposés par M. Alain Savary lors du conseil des ministres du 23 décembre (le Monde du 23 décembre) continuent de susciter réactions et débats.

La commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique, réunie le 22 décembre 1983, prend acte du changement de l'acclimation à la procédure engagée par le gouvernement. Face à de nouvelles modalités législatives et réglementaires, elle a réaffirmé son attachement à l'Etat et à l'enseignement privé qui engagent son avenir.

C'est pourquoi l'enseignement catholique ne pourra se prononcer qu'une fois connus l'ensemble des documents et propositions énoncés. A ce moment-là seulement, il pourra se prononcer sur la conduite à tenir.

Cette dernière interprétation est la plus conforme à la pratique du pouvoir législatif. L'opposition, pour sa part, mettra tout en œuvre pour qu'elle soit le nouveau verdict.

La nouvelle fois, l'enseignement catholique regrette qu'une volonté de « réduction du dualisme scolaire » occulte le véritable défi posé à notre pays : celui d'une meilleure réponse du système éducatif aux besoins des jeunes. Dans cette grave période de tension qui s'ouvre, l'enseignement catholique informera clairement l'opinion publique des développements de la situation. Il demande à tous ceux qui sont attachés à la liberté effective de l'enseignement de participer aux actions qu'il proposera.

Le parti communiste, M. Francis Chouat, reconnaît des questions de l'enseignement auprès du comité central du P.C.F., a dit la déclaration suivante :

En décidant d'abandonner un processus qui risquait d'institutionnaliser le dualisme scolaire, le gouvernement répond positivement à l'inégalité, qu'avec toutes les forces attachées au développement et à la transformation de l'école, nous avons exprimée dès le premier jour et lors des puissants rassemblements du CNAL (Comité national d'action laïque).

Quant aux points qui doivent faire l'objet de mesures législatives et réglementaires applicables à la prochaine rentrée scolaire, nous examinerons le contenu de la loi de finances de 1984, qui nous engage entre les partenaires concernés.

Notre ferons avec le gouvernement ces mesures permettant, à la fois, de régler les problèmes les plus immédiats et d'avancer dans la mise en œuvre de l'engagement du président de la République de construire le grand service public, unifié, laïque, graduel et pluraliste de l'éducation nationale dont notre pays a besoin.

Mais, répétons-le, de telles mesures ne sont vraiment efficaces que si elles s'inscrivent dans un effort plus vaste de transformation du système éducatif s'appuyant sur le développement de l'investissement pour la formation des jeunes et l'intervention des enseignants, des travailleurs, des parents et des jeunes.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Recrutement des Chercheurs en 1984

Le Centre National de la Recherche Scientifique ouvre sa campagne de recrutement 1984. Les dossiers de candidature doivent être déposés avant le 15 janvier 1984. Pour tous renseignements concernant les modalités de recrutement, il faut s'adresser au Centre National de la Recherche Scientifique, 15, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. : 555-92-25, postes 2352/2044 ou 2408 au poste des admissions.

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	25,66
IMMOBILIER	25,00	25,66
AUTOMOBILES	55,00	55,66
PROF. COMM. CAPITAUX	184,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES ENCADRÉES	Le Monde	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,60
IMMOBILIER	14,00	18,60
AUTOMOBILES	42,70	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a récemment proposés.

Micro-Systeme
■ RESPONSABLE DEVELOPPEMENT HARD ET SOFT
RÉF. VM 19993 D

Industrie Informatique
■ INGENIEUR ORGANISATION LOGISTIQUE
RÉF. VM 25874 H

Les Cooper
■ ANALYSTES PROGRAMMEURS
RÉF. VM 8584 Q

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Bani 75008 Paris

L'immobilier

appartements ventes
16^e arrdt
■ EXELMANS
Dans bon état, 4 p., 4 s., 100 m², 100 000 F. Tél. : 787-06-40.

16^e arrdt
■ EXELMANS
Dans bon état, 4 p., 4 s., 100 m², 100 000 F. Tél. : 787-06-40.

92 Hauts-de-Seine
Part. vend. à part. coquet appartement 2 pièces, 45 m², immeuble très bon standing, 480.000 F. Tél. : 787-06-40.

Provinces
Dieppe Front de Mer
Résidence au Bon-Port-Blanc, petit imm. ne. situation exceptionnelle, 30 à 70 m², 100 000 F. Tél. : 116-11 988-11-10.

location non meublées demandées
Paris
Cherche 2 pièces de 50/60 m² dans Paris, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

Région parisienne
Eude cherche pour CAORES villes, pav. ttes bnt. Loyer garanti. 10.000 F. 283-67-02.

l'agenda du Monde

Accessoires auto
ACCESSOIRES AUTO
3000 références permanentes
auto-radio, alarme, anti-vol
CONSEILS TECHNIQUES
AUTOTEC
15, rue de la Harpe, 75005 Paris
Téléphone : 551-79-88.

Animaux
Magn. chiot berger allemand femelle, 10 semaines, pure race, vacciné, 2 mois, 1.300 F. T. 019-12-65 ou 941-35-11.

Bijoux
Si vous vendez : bijoux, or, argent, pierres, etc., nous achetons sans frais. Téléphone : 94-36.

ACHAT OR
PIÈCES OR ET ARGENT
OR DENTAIRE, DÉBRIS
MÉTALLIQUES
DE 60 à 250 F LE GR.
L'EMERAUDE
28, rue de la Harpe, 75005 Paris
Tél. 742-40-82

Restaurants
LE RELAIS DE TALLEYRAND
son hôtel
23, place Beethoven, 75008 Paris
Noces BANQUETS REVELONS
Réservation 813-18-85.

LA FONTAINE
13, rue des Filles-du-Calu, Paris-13^e
Tél. : 570-77-43.

Sanitaires
CABINE DE DOUCHE
prête à raccorder, tout équipé
pour 1.850 F seulement.
SANTOIR, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6^e. Ouvert le samedi. Téléphone : 222-44-44.

Cadeaux
PAPYRUS D'EGYPTE
Prix de gros unique de 250 à 300 F, M-Ang, 75016, 691-47-47.

Décoration
PAPIER JAPONAIS
Prix de gros unique de 250 à 300 F, M-Ang, 75016, 691-47-47.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
CADRE DE PERSONNEL
QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE
Formation soignée : supérieure.
- Collaborateur direct du chef de personnel ;
- Sens aigu des relations humaines et des relations commerciales ;
- Homme de terrain ;
- Poste évolutif ;
- Lieu de travail : ÉTOILE.
Adresser C.V. + photo sous n° 7274 Le Monde Pub., 5, rue de Valenciennes, 75001 PARIS.

emplois régionaux
NICE. Ecole de français pour adultes étrangers recherche
PROFESSEUR
français pratique V.L.P. et anglais. Pluri-lingue. Poste permanent. Soirée avec C.V. détaillé sous le n° 743086.
80 bis, r. de la République, 75002 Paris.

Recherches POUR JOURNALISTES
Préférence origines corse. Soirée. Edouard G.M., 3, rue Vassini, ALAINCO. Tél. (05) 21-46-39.

SCOLE Municipale Sports de Pantin recherche
Professeur d'EPS ou spécialiste GYM. le mercredi de 13 h 30 à 18 h 30 (soirée) le jeudi de 16 h 30 à 18 h (soirée). Contacter M. Gilbert HOANG 837-07-94 (mercredi matin).

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE
recherche pour LOGICIELS DE BASE ou d'APPLICATIONS
INGENIEURS
GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES
75-30, avenue Gallieni
Tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET CEDEX
380-13-54/55/56.

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

Flonide
MARES
la commission fédérale
donne son accord de
entre General I

Blanchet : « Avec la plume
de la retrouver l'enfer de l'homme

Le Monde

économie

AFFAIRES

La commission fédérale américaine du commerce donne son accord de principe à la coopération entre General Motors et Toyota

La commission fédérale américaine du commerce a donné, le 22 décembre, son accord de principe à la coopération entre General Motors et Toyota, les deux constructeurs automobiles américains, pour la construction en commun, aux États-Unis, d'une automobile de moyenne cylindrée, qui sera chargée de l'application des lois antitrust.

La commission a accepté, par trois voix contre deux, les engagements signés par les deux sociétés de ne pas produire plus de deux cent mille automobiles par an, pendant un maximum de deux ans, et de limiter leurs échanges d'informations confidentielles. Les engagements destinés à assurer que le projet ne viole pas les dispositions antitrust seront soumis, durant soixante jours, à enquête publique. A ce terme, la commission du commerce rendra un avis définitif.

Le président de la commission, M. James Miller, a affirmé que cet accord controversé sera bénéfique pour les Américains et qu'il donnera à General Motors « la chance d'apprendre de Toyota des méthodes de production de petites voitures plus efficaces ».

En revanche, deux des membres de la commission, M. Michael Pertschuk, un démocrate qui présidait cette commission lors de la présidence Carter, et M. Patricia Bailey, républicaine, se sont vigileusement opposés à cette décision.

Les concessionnaires de la C.S.N.C.R.A. protestent contre M. Michel Leclerc. La vente d'automobiles avec des rabais de 10 à 20 % de 1 500 voitures achetées à l'étranger, annoncée par M. Michel Leclerc, souève les protestations des professionnels de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile, qui mettent en cause les « funambules de la distribution », les accusant de perturber le marché de l'automobile « de façon inadmissible ».

Quant à la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, elle conteste la possibilité de M. Leclerc de se fournir à l'étranger, où existent aussi, comme par exemple en Belgique, des contrats d'exclusivité entre constructeurs et concessionnaires. Un projet de la C.E.R. permettrait ce type de vente si la différence de taux hors taxes dépassait 12 %. Mais ce n'est qu'un projet.

Cet accord prévoit donc la construction en commun de deux cent mille véhicules par an d'un modèle de 1 600 centimètres cubes à traction avant, version modernisée de la Corolla du constructeur japonais dans une usine de Fremont en Californie. Ce projet représente 300 millions de dollars. Toyota investira 150 millions de dollars en grande partie sous forme d'apports technologiques, tandis que l'apport de General Motors consiste principalement en l'usine de Fremont, où 90 millions de dollars de travaux de modernisation sont déjà en cours.

Selon les deux sociétés, avec les sous-traitants, ce sont près de douze mille emplois qui seront créés. Cela explique pour partie que cet accord ait reçu initialement un accueil favorable de la part des syndicats.

L'intérêt de Toyota est évident. Cela lui permet de tourner les barrières que les États-Unis ont dressés pour protéger leur marché. L'accord de limitation des ventes japonaises sur le marché américain a été reconduit jusqu'en mars 1985 (pour 1,85 million de véhicules). De plus, le projet prévu depuis dix-huit mois au Congrès d'ouvrir que tous les constructeurs vendant aux États-Unis plus de cent mille véhicules (voitures et camions) par an intègrent une part (en fonction de leur taille) de pièces et de main-d'œuvre américaines reste une menace permanente. Cela amène enfin la firme japonaise « jusqu'à présent faiblement implantée à l'étranger et qui n'a pas signé d'accord de coopération comme l'ont fait Isuzu et Suzuki (avec General Motors), Mitsubishi (avec Chrysler) et Toyota (avec Ford) » à changer de stratégie (Le Monde du 16 février).

Quant à G.M., elle va pouvoir pour un investissement faible (le Japonais de la J.C. avait coté 5 milliards de dollars) ajouter à sa gamme un véhicule de moyenne cylindrée et bénéficier du « savoir-faire » japonais en matière de petites voitures.

Alors que General Motors annonce pour 1983 des bénéfices supérieurs à 3 milliards de dollars (plus de 25 milliards de francs) l'alliance, même limitée, de ces deux « mastodontes », qui détiennent respectivement 45 % et 40 % de leurs marchés nationaux, souève l'envie de leurs concurrents.

A peine comme la décision de la commission du commerce, M. Lee

Iaccoca, président de Chrysler, a affirmé : « Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour faire comprendre au public américain à quel point ce choix est mauvais ». Le président d'American Motors, la filiale de Renault, M. Paul Tippet, a quant à lui, déclaré que cela était « contraire à la fois aux principes légaux et au bon sens ». Et Ford a fait savoir qu'il jugeait cette décision illégale et qu'il la combattrait.

Pour sa part, M. Smith, le président de General Motors, a estimé que la construction de ce véhicule devrait commencer à la fin de 1984. « Je ne vois pas cela, a-t-il dit, comme un grand tremblement de terre dans notre industrie ».

Bien loin du théâtre de l'accord, les constructeurs européens n'ont pas encore réagi. Pourtant, ils ont tout à craindre d'un accord entre les Japonais, dont les coûts de production restent inférieurs de 30 % à ceux de l'Europe, et les Américains, qui sortent de la crise et réalisent des bénéfices records, quand, sur le Vieux Continent, les principaux constructeurs, auront perdu de l'argent. Or M. Iaccoca ne l'a pas caché, si Toyota et G.M. obtiennent un feu vert, lui, construira avec Mitsubishi — dont il détient 15 % du capital — deux cent quarante mille véhicules par an dans l'Illinois.

BRUNO DETHOMAS.

Nominations

M. ITALO MATTEUCCI prendra le 1^{er} janvier la présidence de Fiat-Auto France, en remplacement de M. Sergio Dona, appelé à d'autres fonctions dans le groupe automobile italien. Agé de quarante-deux ans, M. Matteucci, qui est docteur en sciences économiques et commerciales, est entré chez Fiat en 1966. Il était à Turin directeur commercial depuis 1979 de Fiat-Auto.

M. XAVIER LOTT, quarante-trois ans, a été nommé président de la Société nationale pour l'application de la géothermie Géochaleur, en remplacement de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, qui a été nommé président d'Innovare. Ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur en chef des ponts et chaussées, M. Xavier Lott, est entré, en 1971, à la direction de la construction, dont il a été détaché, en 1978, à la Société centrale pour l'équipement du territoire (S.C.E.T.). Il était depuis cette date directeur général de Géochaleur.

M. MARCEL HAGGI vient d'être élu président de la Chambre des métiers de Paris. Il succède à M. Conrad Ibarbiche, qui occupait ces fonctions depuis neuf ans. M. Haggi — qui est, d'autre part, vice-président de la Fédération nationale de la couture — était le candidat de l'Union professionnelle artisanale (U.P.A.) et M. Ibarbiche celui du Comité interprofessionnel de défense (CID).

M. LOUIS DELATTRE est nommé P.-D. G. de la Caisse d'Épargne de la région de la Loire. Il succède à M. de la Roche, ancien directeur de l'École polytechnique et ingénieur de l'armement. M. Delattre était P.-D. G. de la Caisse, sous la présidence de M. de la Roche, nommé conseiller du président.

M. DANIEL HEMARD, directeur général adjoint de Pernod depuis 1979 (filiale du groupe Pernod-Ricard), sera nommé, le 1^{er} janvier, P.-D. G. de cette société. Il succède à M. Bernard Cambronne, qui part à la retraite, mais reste administrateur de la filiale et du groupe.

Né en 1939, M. Daniel Hemard est le fils de M. Jean Hemard, ancien président de Pernod jusqu'en 1974 et P.-D. G. du groupe Pernod-Ricard de 1974 à juin 1978. M. Daniel Hemard était entré chez Pernod en 1965, où il fut directeur régional à Lyon, puis directeur commercial de l'I.P.A. Pernod, autre filiale du groupe.

EN-Aquitaine cède sa participation dans la société américaine Teleco. — Le groupe pétrolier français a décidé de céder pour une somme de 47 millions de dollars (395 millions de francs) la part de 34 % qu'il détenait dans la société Teleco, spécialisée dans les appareils de mesure de forages pétroliers. Cette société avait été créée en 1972 aux États-Unis par Elf et la société Raymond Industries. La compagnie Sonat, importante société spécialisée dans le matériel para-pétrolier, a, en effet, proposé le rachat, pour un total de 141,5 millions de dollars (soit 17 dollars par action) de la totalité du capital de Teleco.

Après ses déboires dans l'immobilier

LA B.P.G.F. REVIENT À L'INGÉNIERIE FINANCIÈRE

La Banque privée de gestion financière (B.P.G.F.), lourdement engagée dans l'immobilier et aux prises avec des difficultés financières qui provoquent la démission de son président, M. Jean-Luc Gaudry, et son remplacement par M. Gilles Brac de la Perrière, vient de modifier ses statuts pour revenir à son activité originelle, l'ingénierie financière au service des investisseurs institutionnels.

Après avoir partiellement assaini son bilan en juillet dernier, en provisionnant 260 millions de francs de pertes sur l'immobilier, elle a décidé de se restructurer en adoptant une structure à deux étages.

La B.P.G.F., après avoir fait apport de ses activités actuelles à une filiale bancaire, qui prend le nom de B.P.G.F., deviendra une holding. La S.P.G.F., où seront regroupés les engagements dans l'immobilier (environ 2 milliards de francs, la tour I.R.M. mise à part). Les actionnaires français de cette holding, le Crédit lyonnais, la Caisse des dépôts, le Crédit agricole de France et la banque centrale des banques populaires garantiront ces engagements, qui pourraient générer des pertes allant jusqu'à 700 millions de francs : tout dépendra de l'évolution du marché immobilier dans les trois ans à venir. Quant aux actionnaires étrangers, la Société générale de Belgique, l'Amsterdam Rotterdam Bank et la banque britannique Schroder Wille, se céderont, à terme, leurs participations.

Les petits actionnaires de la B.P.G.F., environ 1 100, se verront offrir 400 F pour leurs titres, qui coûtaient 880 F l'année dernière.

La nouvelle B.P.G.F., avec un capital de 75 millions de francs, qui pourra être élargi à d'autres partenaires, se spécialisera dans les services à des clients privés, rendus aux institutions financières, où elle jouit d'une compétence reconnue. — F. R.

PRÉCISION. — En raison de la suppression de deux lignes dans l'article consacré au C.C.F. et à la banque à domicile (Le Monde du 21 décembre), il conviendrait de lire à l'avant-dernier paragraphe, dans un département où la D.G.T. a ouvert le service de l'annuaire électronique destiné à remplacer l'annuaire papier.

FAITS ET CHIFFRES

Social

Les retraites des cadres. — Le conseil d'administration de l'AGIRC, qui réunit les institutions de retraite des cadres, a décidé de fixer à partir du 1^{er} janvier 1984 le montant du point de retraite à 1,72 F, soit une augmentation de 2,6 % sur six mois et de 9,6 % sur un an. D'autre part, le prix d'achat du point pour 1983 a été établi à 13,07 F. Le pourcentage d'ajustement des cotisations a été maintenu à 103 % (96 % pour le régime des agents de maîtrise, l'IRCAICM, rattaché maintenant au régime des cadres) et la limite supérieure des salaires soumis à cotisation à quatre fois le plafond de la Sécurité sociale (8 110 F à partir du 1^{er} janvier 1984).

Trois accords d'entreprise sur le temps de travail. — L'ensemble des organisations syndicales — C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.T., F.O. et S.N.B. Syndicat national des banques — et la direction du Crédit lyonnais ont signé un nouvel accord-cadre, le 21 décembre, prévoyant la possibilité du travail à temps partiel dans chaque agence ou service de la banque.

Le 22 décembre, la société C.I.A.F.E.M. S.A. de Lyon, filiale du groupe Thomson, a signé un contrat de solidarité — réduction du temps de travail — réduction du temps de travail hebdomadaire sera de trente-cinq heures en mars 1984. Cette réduction du temps de travail, qui n'entraînera aucune perte de salaire, sera accompagnée par la mise en place d'horaires alternés qui permettront de maintenir la production et les effectifs (1 518 emplois).

D'autre part, la société de matériel téléphonique G.C.T. (6 000 salariés) a signé, le 21 décembre, un accord avec la C.F.D.T. prévoyant la semaine de trente-cinq heures pour l'ensemble du personnel d'ici au 1^{er} janvier 1986. Selon la C.F.D.T., la compensation salariale est intégrale pour les salariés inférieurs à 5 000 F et partielle au-dessus.

SOCIAL

L'ÉVOLUTION DU DOSSIER TALBOT

Le gouvernement se prononce pour une réunion tripartite et la C.G.T. demande le « gel » de la procédure de licenciements

Des délégations des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de Talbot-Poisay ont été reçues le 22 décembre par M. René Cessieux, conseiller technique du premier ministre. La C.G.T. a de nouveau insisté pour la tenue d'une réunion tripartite direction-syndicats-gouvernement, dans les meilleurs délais. « Si l'il n'y a pas accord, nous continuerons la lutte », a affirmé M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie C.G.T., qui était notamment accompagné par M. Nona Tréhel, secrétaire du syndicat C.G.T. de Talbot-Poisay. Dans une motion remise à l'Hôtel Matignon, la fédération demande au gouvernement de « geler la procédure de licenciements engagée par la direction ».

Conduite par M. Jean-Pierre Noual, délégué C.F.D.T. de Talbot-Poisay, la délégation C.F.D.T. a demandé, en vain, à M. Cessieux la réouverture de négociations à Talbot pour « discuter de la réduction du temps de travail et des problèmes industriels et sociaux de Poissy sur la base d'un accord tripartite ». Pour M. Noual la réunion tripartite demandée par la C.G.T. « traiterait le dossier sur la base actuelle de 1 905 licenciements », ce qui n'est pas acceptable. Auparavant quelques cinquante prévisibles, à l'initiative de la C.F.D.T., s'étaient rendus devant le siège de la direction de P.S.A. et ont brûlé quelques deux cents copies de lettres de licenciement en demandant leur annulation.

Dans un communiqué publié le 22 décembre au soir, l'Hôtel Matignon indique : « Soucieux de l'application rapide des dispositions qui ont été rendues publiques le 17 décembre et afin de répondre aux demandes de précisions, le gouvernement a fait connaître son accord pour qu'une réunion tripartite soit organisée à l'initiative du préfet commissaire de la République du département des Yvelines. Pour la direction de P.S.A. il n'y a rien à négocier ». La décision a été prise, la procédure de licenciements est engagée », ajoute-t-elle. L'Hôtel

Matignon a également fait savoir qu'il avait été examiné avec les deux syndicats « les possibilités d'accueillir favorablement les demandes individuelles et volontaires de retour au pays », émanant de salariés licenciés de Talbot. Le 22 décembre, dans un tract, la C.G.T. de Talbot s'est déclarée favorable à une prime de départ « à ceux qui le souhaitent ». Pour la C.F.D.T., cette proposition est « inacceptable » car ce retour serait effectué « sous la contrainte et dans un climat de désespérance ».

A Poissy, l'usine était quasiment déserte. Dans les ateliers plusieurs immigrés se plaignaient de ne pas être présents aux négociations : « Tout se passe au-dessus de nos têtes », disaient certains d'entre eux. Dans le cadre d'une « journée d'information et de solidarité » avec les salariés de Talbot dans les entreprises d'Ile-de-France, prises par Georges Granger, secrétaire général de la fédération de la métallurgie C.F.D.T. et Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général de l'Union régionale, ont tenu une conférence de presse à Poissy. Pour M. Bobichon, « le gouvernement ne formule pas les moyens d'une autre politique industrielle ou alors ce sont des solutions de repli. Nous estimons que la formation professionnelle ne doit pas être utilisée à employer des chômeurs ». La C.F.D.T. a annoncé une journée d'action dans l'automobile le 2 janvier au cours de laquelle serait distribué un tract dans toutes les entreprises de la branche (constructeurs, équipementiers, sous-traitants) sur le conflit Talbot. Elle a indiqué que l'action chez Talbot se continuerait après le 2 janvier « si nécessaire pour négocier avec un rapport de forces favorable ». Mais contrairement à ce qu'il avait déclaré la veille, M. Noual n'a pas confirmé le lancement d'un nouveau mot d'ordre d'occupation : « Les travailleurs décideront de leur forme d'action ».

L'expression des salariés. — La loi Auroux (du 4 août 1982) est « un instrument de promotion de la démocratie, un vaccin antidémocratie. Elle offre la possibilité de créer une citoyenneté économique dans l'entreprise, de remédier à la « démotivation » et de susciter une « autorité d'adhésion » : telle est la conclusion d'un groupe de réflexion formé de membres du Centre des jeunes dirigeants (C.J.D.), de la C.G.C. et de la C.F.T.C. « à titre personnel ». Toutefois, il y a des risques : désaffection, remise en cause de l'encadrement, « récupération » par un groupe et surtout « accord tacite des pouvoirs établis pour étouffer l'expression autonome des salariés ».

M. LE PORS RENCONTRERA LES SYNDICATS DES FONCTIONNAIRES LE 20 JANVIER

M. Aincel Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, rencontrera le 20 janvier prochain les organisations syndicales de fonctionnaires pour discuter des salaires de 1983 et 1984, à l'initiative de son cabinet dans un communiqué publié jeudi 22 décembre.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ENTREPRISE NATIONALE DES EMBALLAGES MÉTALLIQUES COMPLEXE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES GUE DE CONSTANTINE - B. P. 93 - KOUBA

UN AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL EST LANCÉ PAR L'EMB/C.E.M. POUR LA FOURNITURE DE :

- Lot 1 : équipements pour bouteille GLP 11/13 kg
 - a) Roueuses à usure ;
 - b) Visseuse de robinets - visseuse de chapeaux ;
 - c) Soudure à l'arc ;
 - d) Granulés pleins ;
- Lot 2 : équipements pour impression sur fer blanc comprenant :
 - a) Retourneur de piles ;
 - b) Machine à lever les rouleaux ;
 - c) Affûteuse de rouleaux ;
 - d) Matériel de photographie pour imprimerie.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des sous-traitants, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par l'ensemble ou partie de cet appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges à l'EMB/Complex d'Emballages Métalliques, Gue de Constantine - Kouba - Alger, au Service Central Achats.

Les soumissions doivent être établies en huit (8) exemplaires accompagnés des documents réglementaires, conformément au cahier des charges, et placés sous double pli cacheté et anonyme, l'enveloppe extérieure portant la mention « Appel d'offres international n° BAG/IMP n° 4/83-EMB/C.E.M. - confidentiel », à ne pas ouvrir.

La date de clôture de cet appel d'offres est fixée à seize (16) jours à partir de sa première parution dans la presse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de clôture de l'appel d'offres.

EMENT PRIVÉ

Les réactions aux propositions de M. Saray

Le 22 décembre, M. Saray, ministre de l'Économie, a présenté au Conseil des ministres ses propositions de réforme de la fonction publique. Ces propositions ont suscité de vives réactions de la part des syndicats et des associations de fonctionnaires. Les syndicats ont exprimé leur mécontentement face à ce qu'ils considèrent comme une dégradation des conditions de travail et des salaires. Les associations de fonctionnaires ont également critiqué les propositions, estimant qu'elles ne tiennent pas compte des besoins réels des agents publics.

Les réactions ont été particulièrement vives chez les représentants des agents de la fonction publique d'État. Ils ont souligné que les propositions de M. Saray ne prenaient pas en compte l'impact de la dévaluation sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Ils ont également critiqué la suppression de certaines garanties sociales et la réduction des avantages liés à la fonction publique.

En réponse à ces critiques, le gouvernement a affirmé que les propositions de M. Saray visaient à moderniser la fonction publique et à améliorer son efficacité. Il a souligné que les réformes étaient nécessaires pour faire face aux défis économiques et sociaux du moment.

Malgré les réactions négatives, le gouvernement maintient ses propositions. Il a déclaré que les réformes de la fonction publique étaient une priorité et qu'il était prêt à dialoguer avec les syndicats et les associations pour trouver des solutions.

Page 2 du Monde

De nouveaux changements - qui n'en sont pas - à la direction de Publicis

Les deux principaux collaborateurs de M. Marcel Bleustein-Blanchet prennent du galon. M. Maurice Lévy, directeur de Publicis Conseil, avec la responsabilité de l'ensemble des agences françaises, et M. Claude Marais, président du conseil de direction des agences internationales Intermark Farmer. L'autre ego de ce dernier, M. Gérard Padreglio devient vice-président exécutif de ce réseau. Et enfin, M. Roger Faraggi, le financier, le directeur, l'homme des chiffres et des bilans devient vice-président de Publicis S.A., la holding du groupe. Tout cela a été annoncé au conseil d'administration et aux collaborateurs du groupe jeudi 22 décembre.

L'abandon à M. Maurice Lévy, par le fondateur de Publicis, de la présidence de Publicis Conseil, agence locomotive du groupe, pourrait faire penser que cette promotion est un indice pour l'avenir, pour l'après Marcel Bleustein-Blanchet. Qu'en est-il ? Non, pas : le vieux lion (natif de ce signe, il en a fait l'emblème publicitaire du groupe) reste et restera jusqu'à son dernier souffle le patron, le seul patron. Il ne le cache pas, en nous affirmant, simplement : « Oui, je m'en va, un jour... dans mon fauteuil ».

Il a accepté en tournant la tête, l'Arc de triomphe. Le devenir de Publicis, vu par son fondateur, on ne le connaît donc que lui parti. Pour l'instant, il donne des titres, témoignages de sa confiance en ceux qui doivent mener et faire prospérer les soixante-dix-neuf sociétés du groupe. Il y a du fœdal chez cet homme-là. Il en a le goût du solennel, mais aussi les emportements. La publicité comparative et l'éventualité de sa légalisation le mettent en rage, et il dit bien haut pourquoi on doit l'éviter : « Je suis le plus ancien publicitaire du monde, j'ai cinquante-cinq ans de métier et j'en ai connu de pire : la réclame. » Il sort ses griffes, rugit :

M. Bleustein-Blanchet : « Avec la publicité comparative on va retrouver l'enfer de la réclame »

De nouveaux changements - qui n'en sont pas - à la direction de Publicis : les deux principaux collaborateurs de M. Marcel Bleustein-Blanchet prennent du galon. M. Maurice Lévy, directeur de Publicis Conseil, avec la responsabilité de l'ensemble des agences françaises, et M. Claude Marais, président du conseil de direction des agences internationales Intermark Farmer. L'autre ego de ce dernier, M. Gérard Padreglio devient vice-président exécutif de ce réseau. Et enfin, M. Roger Faraggi, le financier, le directeur, l'homme des chiffres et des bilans devient vice-président de Publicis S.A., la holding du groupe. Tout cela a été annoncé au conseil d'administration et aux collaborateurs du groupe jeudi 22 décembre.

L'abandon à M. Maurice Lévy, par le fondateur de Publicis, de la présidence de Publicis Conseil, agence locomotive du groupe, pourrait faire penser que cette promotion est un indice pour l'avenir, pour l'après Marcel Bleustein-Blanchet. Qu'en est-il ? Non, pas : le vieux lion (natif de ce signe, il en a fait l'emblème publicitaire du groupe) reste et restera jusqu'à son dernier souffle le patron, le seul patron. Il ne le cache pas, en nous affirmant, simplement : « Oui, je m'en va, un jour... dans mon fauteuil ».

Il a accepté en tournant la tête, l'Arc de triomphe. Le devenir de Publicis, vu par son fondateur, on ne le connaît donc que lui parti. Pour l'instant, il donne des titres, témoignages de sa confiance en ceux qui doivent mener et faire prospérer les soixante-dix-neuf sociétés du groupe. Il y a du fœdal chez cet homme-là. Il en a le goût du solennel, mais aussi les emportements. La publicité comparative et l'éventualité de sa légalisation le mettent en rage, et il dit bien haut pourquoi on doit l'éviter : « Je suis le plus ancien publicitaire du monde, j'ai cinquante-cinq ans de métier et j'en ai connu de pire : la réclame. » Il sort ses griffes, rugit :

Avec la comparative, on va retrouver l'enfer de la réclame. Les médias, les agences, les annonceurs, nous pas. N'ayant pas de garde-jour, les publicitaires peuvent dépasser la mesure, les annonceurs, pas plus que les agences ne savent résister à la surenchère. On va retrouver les accrocches de la réclame. Carrefour a fait un « coup » avec ses « prix comparés », il faut que ça reste un « coup ». Les Anglo-Saxons ont accepté la publicité comparative, mais ce ne sont pas des Latins. Avec l'esprit latin, nous allons aller de dégradation en dégradation. En toute conscience, je dis que c'est une erreur.

Le regard bleu, resté pétillant, s'est fait grave. Aucun doute, M. Marcel Bleustein-Blanchet, fier d'être président du « premier groupe indépendant français », le demeure et, en tant que tel, prétend être entendu lorsqu'il conseille ou met en garde.

JOSÉE DOYÈRE.

Des salariés licenciés portent plainte pour « sous-traitance illégale de main-d'œuvre » à Marseille. — Employés par une société d'intérim — la société Maser, dont le siège social est à Saint-Ouen, mais qui possède une antenne à Marseille, — trente-six travailleurs avaient été placés dans deux entreprises marseillaises de mécanique, en 1982. Un peu plus tard, ils en étaient devenus des salariés, à titre temporaire, mais étaient toujours mis à disposition des deux entreprises. L'inspecteur du travail considéra que les contrats de travail ne respectaient pas les règles de l'intérim et qu'il s'agissait, en fait, d'un prêt de main-d'œuvre à but lucratif. Plutôt que de régulariser la situation, la société Maser voulut, en novembre dernier, licencier les trente-six personnes, malgré le refus de la direction départementale du travail. Treize des salariés ont saisi les prud'hommes et porté plainte pour sous-traitance illégale de main-d'œuvre. — (Corresp.)

AGRICULTURE

LA COOPÉRATION ENTRE PAYSANS FRANÇAIS ET PAYSANS DU TIERS-MONDE

La sécheresse et la famine risquent d'anéantir des années d'effort pour le développement rural

« Faudrait-il envoyer au Cameroun un dossier confidentiel sur la sécheresse en Afrique pour que les médias s'émeuvent ? » L'interrogation fait mouche. Lorsque la télévision montrera de belles images de terre craquelée, de carcasses essuyées, il sera trop tard. C'est dire le désastre qui étreint ceux des agriculteurs français qui ont choisi, au sein de l'AFDI (1), d'agriculteurs français et de développement international, de relancer une campagne de sensibilisation en faveur du tiers-monde, au moment même où le drame de la sécheresse se renouvelle dans une indifférence quasi-générale.

« Cet engagement-là est redoutable, car nous mettons la faiblesse des moyens et l'immensité de la tâche », a déclaré jeudi 22 décembre, lors de la journée nationale de l'AFDI, son nouveau président, M. René Raimbaud. Un autre intervenant : « A quel bon nos efforts depuis des années pour le développement rural, si la sécheresse entraine la famine et accélère l'exode rural ? »

Depuis huit ans, en effet, et plus même pour certains groupes régionaux, l'AFDI tente de développer des échanges de paysans à paysans, une sorte d'internationalisme d'agriculteurs sans frontières, plus présente en fait sur l'Afrique francophone, mais aussi sur l'Amérique centrale et du Sud et depuis peu en Egypte. La démarche est difficile qui consiste à dépasser la contradiction qui existe entre la nécessaire exportation de produits agricoles européens et le développement autonome des agriculteurs du tiers-monde. Le plus souvent, les actions entreprises porteront sur le financement d'équipements adaptés aux conditions locales, des puits, du petit machinisme, comme les atelages, que l'on peut construire sur place, et sur des actions de formation à la gestion des coopératives de collecte, de crédit, ou de sera encore des séjours de paysans dans les pays d'accueil travaillant par exemple à trouver des formules de lutte contre la dégradation des sols à bas. M. Michel Rocard a expliqué au cours de cette journée que la démarche de l'AFDI rejoignait celle du gouvernement français et de la Commission des Communautés européennes.

Cette démarche, qu'elle est-elle ? En tant que producteur et exportateur, le paysan français se doit de rechercher les marchés solvables. En tant qu'agriculteur solidaire des paysans du monde, il se doit d'aider à la mise en place de stratégies

nationales de développement alimentaire. Dans le court terme, l'aide alimentaire doit être utilisée, en évitant les résultats pervers qu'elle peut provoquer sur les économies vivrières des pays. A moyen terme, l'autosuffisance, dans le cadre de marchés communs régionaux, doit demeurer un objectif impératif. M. Rocard a fixé quatre orientations : le service des relations internationales du ministère, qui a principalement une vocation commerciale, devra acquiescer une vocation de coopération technique. Cette section sera renforcée en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Le savoir-faire des sociétés françaises d'aménagement régional sera utilisé au plan international. Enfin, le ministère confiera des missions d'analyses et de propositions à des professionnels agricoles.

La discussion animée notamment par M. Evariste Manna Ndimba, responsable de groupes paysans d'opinion au Cameroun, avec aussi le témoignage de M. Gilbert Dron, président d'une maison familiale au Sénégal, a surtout montré combien les échanges étaient nécessaires pour une connaissance réciproque des milieux, afin notamment de ne pas renouveler un plan organisationnel, celui des syndicats ou des coopératives, les mêmes erreurs que pour les transferts de techniques de culture ou d'élevage. Un ancien zaimane de lutté paysannes au Pérou a rappelé qu'il y avait aussi dans les pays en développement des paysans très fortunés.

Et il ressort bien des débats que l'action des organisations non gouvernementales telles que l'AFDI se doit, pour être efficace, à la fois de contourner les gouvernements et en même temps passer par eux pour tenir compte d'une réalité politique.

Rude alternative qui marque les limites de l'action, pour laquelle cependant les paysans sont sans doute les mieux armés.

Si toutefois on les aide à rappeler qu'aujourd'hui, il y a urgence à lutter contre la sécheresse et la famine.

JACQUES GRALL.

(1) L'AFDI a été créé, en 1975 à l'initiative de quatre organisations agricoles françaises, les Chambres d'agriculture, la F.N.S.E.A., le C.N.J.A. et la Confédération nationale de la Mutualité, de la coopération ou du Crédit agricole. L'impulsion avait été donnée par le mouvement de solidarité déclenché en 1973 en faveur des populations du Sahel, affamées par la sécheresse.

Situation dramatique au Mali et précaire au Niger

Au Mali, plus de deux millions de personnes sont actuellement touchées par la sécheresse. Les régions où la situation est la plus dramatique sont celles de Gao et de Tombouctou, au nord-est, celles des Kayes à l'ouest, Koulikoro, Segou et Mopti au centre. Les enfants ne vont plus à l'école, les dispensaires sont désertés. Le bétail, voué à la mort faute de nourriture, a atteint des prix dérisoires ; en revanche les prix des céréales, qui ont très rarement, considérablement augmenté. Dans certains villages, on ne trouve plus que des femmes et des enfants, les hommes étant partis à la recherche de contrées moins irriguées pour tenter de sauver le bétail.

Au Niger, les autorités ont commencé à distribuer gratuitement des grains avec plus de trois mois d'avance sur le calendrier habituel. Et les migrations vers les régions moins arides ont commencé beaucoup plus tôt qu'à l'habitude également. Pour le gouvernement nigérien, le problème n'est pas tant celui de l'insuffisance de la production que celui du coût du financement

des stocks, constitués pour ravitailler un million de personnes. Cette politique de stockage, mise en place après la sécheresse des années 70, est financée par des prêts bancaires d'un montant de 134 millions de francs, correspondant à un intérêt annuel de 18 millions de francs, que le Niger, l'un des pays les plus pauvres au monde, ne peut payer.

Selon le directeur de l'Office des produits vivriers du Niger (O.P.V.N.), seule l'Allemagne fédérale a accepté d'aider le Niger à racheter ses stocks de vivres, pour alléger sa charge financière. Dans le sud du pays, la demande du Nigeria, lourdement déficitaire aussi, se fait sentir sur les prix au Niger.

Aussi le gouvernement a-t-il interdit les exportations de céréales sur tout le territoire. De leur côté, les Etats-Unis devraient fournir au Nigeria une aide, sous forme de prêts, d'un montant de 200 millions de dollars, soit environ 2 milliards de francs, pour lutter contre les effets de la sécheresse.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-11	8,4475	8,4575	+ 125	+ 135	+ 260
S. com.	4,7700	4,7800	+ 125	+ 147	+ 247
DM (100)	3,6825	3,6125	+ 157	+ 166	+ 316
DM	3,6563	3,6021	+ 152	+ 158	+ 309
Fl. (100)	2,7180	2,7230	+ 142	+ 150	+ 271
F. (100)	14,9828	15,0115	+ 183	+ 226	+ 275
F. S.	3,8311	3,8405	+ 256	+ 269	+ 496
L. (100)	5,0298	5,0357	+ 231	+ 194	+ 138
L. S.	12,8757	12,8822	+ 266	+ 329	+ 567

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-11	DM	Fl.	F.	F. S.	L.	L. S.
1/2	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
3/4	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
1	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
1 1/2	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
2	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
3	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
4	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
5	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
6	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
7	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
8	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
9	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
10	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

Plusieurs pays d'Afrique dont le Sénégal obtiennent le rééchelonnement de leurs dettes. Négociations avec la Côte d'Ivoire

Une délégation de la Côte d'Ivoire dirigée par M. Maurice Gnoleba, ministre d'Etat aux finances, a demandé à Londres le report des échéances prévues pour 1984 des dettes à moyen terme contractées auprès des banques commerciales dont la Banque nationale de Paris est le chef de file. Les banques ont donné un accord de principe. Parallèlement, la Côte d'Ivoire a sollicité le rééchelonnement de ses dettes vis-à-vis des Etats (dettes publiques) dans le cadre du « Club de Paris ».

Le Sénégal, dont la dette exté-

rieure est de l'ordre du milliard de dollars, s'est vu accorder par le « Club de Paris » un rééchelonnement sur sept ans (avec une période de grâce de quatre ans) de sa dette publique venant à échéance en 1984.

Un accord similaire avait été signé l'an dernier pour les échéances 1982-1983. Il portait sur l'équivalent de 125 millions de dollars. Le Sénégal doit 166 millions de dollars au F.M.I. qui, en septembre dernier, lui avait accordé un nouveau prêt de 66 millions de dollars. Il doit signer le 16 janvier prochain un accord avec les banques pour le rééchelonnement sur sept ans de 90 millions de dollars qu'il aurait dû rembourser entre juillet 1981 et juin 1984.

Le Nigeria continue à négocier avec ses différents créanciers la consolidation des dettes pour lesquelles il a accumulé d'importants arriérés.

Un certain nombre de pays et d'institutions dont la Banque mondiale se sont engagés à fournir au Zaïre une aide de 290 millions de dollars pour l'application de son plan de redressement économique, a indiqué, jeudi soir, à Paris, M. Namwisi Ma Koyi, commissaire d'Etat zairois aux finances et au budget.

Les pays créanciers du Zaïre, après deux jours de négociations au sein du « Club de Paris », ont par ailleurs accordé de nouvelles facilités de paiement à ce pays pour environ 1 milliard de dollars de dettes venues à échéance en 1983 ou à échoir en 1984. Le Zaïre devra rembourser 85 % de cette somme dans un délai de onze ans, avec une période de franchise de cinq ans (les 15 % restant devraient, selon l'usage, être remboursés immédiatement).

Cet accord devrait ouvrir la voie à un crédit de 350 millions de dollars accordé par le Fonds monétaire.

Enfin, le « Club de Paris », jeudi, « réaménagé » l'échéancier du Libéria en lui accordant un étalement sur neuf ans, avec une période de grâce de quatre ans, des dettes venues à échéance.

Augmentation des bénéfices des sociétés américaines. - Au troisième trimestre 1983, les entreprises américaines ont enregistré une progression de 13,3 % de leurs bénéfices nets (après impôts) qui se sont établis en rythme annuel à 144,1 milliards de dollars, soit 16,9 milliards de plus qu'au trimestre précédent, selon le département du commerce. En un an, par rapport au troisième trimestre 1982, ces bénéfices ont progressé de 23,7 %.

(Agtf.)

(Publicité)

DÉPARTEMENT DE L'INDRE

AVIS AU PUBLIC

POSTE (400) 225/90 kV

de VARENNES-SUR-FOUZON

(et installations annexes)

Communes de VARENNES-SUR-FOUZON

Ouvertures conjointes de l'enquête préalable à la

déclaration d'utilité publique des travaux de

construction du poste visé en titre et de l'enquête

parcellaire en vue de l'acquisition des terrains

nécessaires.

Il est porté à la connaissance du public que le projet de construction du poste (400) 225/90 kV de VARENNES-SUR-FOUZON (et installations annexes) présenté par ELECTRICITE DE FRANCE fera l'objet des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire qui se dérouleront dans la commune de VARENNES-SUR-FOUZON du 2 janvier 1984 au 2 février 1984 inclus.

Les dossiers du projet (dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et dossier d'enquête parcellaire) comprenant : notice explicative, plan de situation, plan et état parcellaire, plan d'ensemble des travaux, schéma unifilaire, estimations sommaires des dépenses et états d'impact, seront déposés :

- A la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 16 heures et de 15 h 30 à 17 h 30, excepté le jeudi et les jours fériés, où quiconque pourra en prendre connaissance.

Le public pourra consigner ses observations sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet ou les adresser par écrit à M. René Voisin qui assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne à la mairie de VARENNES-SUR-FOUZON les observations verbales du public les 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1984 de 10 heures à 12 heures et de 15 h 30 à 17 h 30.

L'état d'impact pourra non seulement être consulté en Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON mais également aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

- A la Préfecture de CHATEAUBOUX, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 16 heures, porte 341, 3^e étage.

- A la Sous-Préfecture d'ISSOUDUN, du lundi au vendredi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 h 30 et le samedi matin de 9 heures à 12 heures.

- A la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche Régionale Centre, 16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret), division Energie, 4^e étage, tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

A partir du 5 mars 1984 une copie du rapport contenant les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération sera déposée à la Préfecture de CHATEAUBOUX, à la sous-préfecture d'ISSOUDUN, et à la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande.

CHATEAUBOUX, le 15 décembre 1983,

le préfet, commissaire de la République,

Claude BOZON.

En Grande-Bretagne

LA BALANCE COMMERCIALE A ETE EXCEDENTAIRE EN NOVEMBRE

Londres (A.F.F.). - La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a enregistré en novembre un excédent de 317 millions de livres, le plus important de l'année, après un déficit de 219 millions de livres en octobre, annonce le ministère de l'Industrie et du Commerce. Pour les onze premiers mois de 1983, cette balance fait apparaître un solde positif de 1 311 millions de livres, inférieur de près de deux tiers à celui de la période correspondante de 1982 (3,648 millions), mais très supérieur aux déficits précédents officiels publiés il y a à peine un mois (+ 0,5 milliard pour l'année entière).

Le redressement de novembre est principalement dû à une baisse des importations, après leur essor d'octobre vraisemblablement lié en grande partie à la constitution de stocks pour les ventes de fin d'année. Elle s'est élevée de 5 594 millions de livres en octobre, à 5 174 millions. Pour leur part, les exportations ont progressé de 2,2 %, étant passées de 5 165 millions à 5 281 millions de livres, le plus fort montant de l'année après celui de mars.

La balance commerciale est ainsi redevenue créditrice en novembre (107 millions de livres), après un déficit (429 millions) en octobre. L'excédent des échanges invisibles est estimé à 210 millions de livres pour chacun des deux mois. En volume, les exportations ont augmenté de 3 % en novembre (par rapport au mois précédent), tandis que les importations diminuaient de 9 %.

C.E.E.

LA COMMISSION ALLONGE LES DELAIS DE PAIEMENT POUR LES ACHATS AGRICOLES D'INTERVENTION

(De notre correspondant.)

Bruelles (Communautés européennes). - La Commission vient d'arrêter une première série de mesures de gestion pour réduire les dépenses agricoles de la Communauté. Il s'agit d'un allongement des délais de paiement aux agriculteurs portant leurs productions aux organismes d'intervention.

Les achats d'intervention ayant trait à des céréales, de la viande bovine et de l'huile d'olive, qui sont pour l'instant réglés sans délai par les organismes d'intervention, ne le seront désormais qu'au bout d'un délai de trois mois. S'agissant des produits laitiers, les achats d'intervention sont réglés pour l'instant au bout de soixante à quatre-vingt-dix jours. Ce délai est porté de cent vingt à cent cinquante jours d'ici fin 1984.

La Commission considère que cette formule de paiement différé permettra d'économiser 165 millions d'ECU environ au cours de l'année 1986 (1 ECU = 6,80 F). Elle rend le système d'intervention légèrement moins favorable, puisqu'elle impose un délai de paiement aux entreprises, mesure qui pourrait donc se traduire par une réduction des quantités portées à l'intervention et également par une légère pression sur les prix, laquelle risque d'être répétée sur les producteurs.

La Commission présentera un second train de mesures d'économie au mois de janvier. Elle arrêtera également ses propositions concernant les prix à appliquer en 1984-1985. Enfin, elle recommande au conseil de se saisir sans attendre de l'ensemble des propositions de rationalisation de la politique agricole commune qui étaient déjà soumises au conseil européen d'Athènes.

PHILIPPE LEMAITRE.

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

sograp

L'assemblée générale de SOGRAP s'est tenue le mercredi 21 décembre 1983 au siège social, 7, rue Nefissa, Paris 12^e.

Elle a approuvé l'arrêté des comptes de l'exercice allant du 1^{er} octobre 1982 au 30 septembre 1983, qui comporte un bénéfice d'exploitation de 112 508 425 francs, contre 72 847 427 francs pour l'exercice précédent. Ce bénéfice net, après provisions et impôts, de 138 995 507 francs, contre 75 445 974 francs.

L'assemblée générale ordinaire a décidé la distribution, au titre de l'exercice clos, d'un dividende net de 21 francs par action auquel s'ajoutent 10,50 francs d'impôts payés au Trésor, soit un revenu global de 31,50 francs. Ce dividende sera représenté par le coupon n° 26 dont le détachement interviendra le 30 décembre 1983.

L'assemblée générale a également décidé d'accorder à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour un paiement, soit en espèces, soit en actions créées lors de l'exercice 1983 (début de l'exercice social en cours). Le prix d'émission des actions nouvelles est, conformément à la loi, égal à 95 % de la moyenne, diminuée du montant net du dividende, des premiers cours cotés sur le marché à règlement mensuel lors des vingt séances de Bourse précédant la tenue de l'assemblée, soit 423 francs.

L'option pourra être exercée par les actionnaires jusqu'au 27 janvier 1984 inclus aux guichets des établissements suivants (sièges, agences, succursales) : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Cédex du Nord, Cédex du Sud, Cédex commercial et banques affiliées à son groupe.

L'assemblée générale a été suivie d'une assemblée extraordinaire qui a autorisé le conseil d'administration à porter - sur ses seules décisions - le capital social à un montant maximum de 350 millions de francs. Elle a, d'autre part, approuvé la fusion de la société SOGRAP, filiale à 97 % de la SOGRAP, avec cette dernière. Enfin, les dates de l'exercice social seront désormais celles de l'année civile ; en conséquence, l'exercice en cours sera une durée de quinze mois.

Le président a prononcé l'allocation suivante :

Messieurs, Messieurs,

L'exercice écoulé s'inscrit bien dans la ligne de notre développement qui marque par une hausse continue des résultats d'exploitation : c'est ainsi que 37 millions de francs voici cinq ans ils ont progressé pour s'établir à 112 millions de francs après plusieurs niveaux intermédiaires. Ces bénéfices sont dus à des participations significatives dans des entreprises solides et diversifiées entre elles, la plus récente étant les 20 % que nous avons pris dans la société propriétaire de la Tour CB 2 à la Défense. Je rappelle qu'il s'agit d'un immeuble de bureaux particulièrement important et moderne dont l'utilisation est contractuellement réservée au groupe Elf Aquitaine ; cet investissement très lourd est encore improductif mais viendra à maturité en 1985 avec le commencement de la perception d'un loyer.

Dans le climat actuel, c'est le difficile choix de nos investissements futurs qui doit retenir nos réflexions les plus attentives. Il doit respecter une orientation principale : les activités pétrolières, mais éviter une spécialisation excessive qui s'accrocherait mal au caractère financier de la société et pourrait compromettre la stabilité de sa politique de dividendes. Je note également que, dans le para-pétrolier - de l'ordre de 40 % de notre patrimoine global, - notre intérêt a été essentiellement placé dans le secteur de la géophysique que nous avons tendu à considérer comme une activité à court terme et de la haute technicité de l'entreprise où nous intervenons, comme particulièrement fluide. L'exploration et la production pétrolières ont également une large place dans nos actifs.

Nous veillerons à ce que nos investissements futurs se réalisent à des conditions suffisamment favorables et judicieuses pour que l'on puisse escompter leur rentabilité dans une perspective à long terme. Une certaine part de cet effort ne peut être évitée compte tenu des mutations économiques de l'époque, mais nos choix continueront d'éviter un niveau de risque excessif.

Il vous est proposé, comme une loi récente le permet, l'option de recevoir votre dividende en monnaie ou en actions de la société. Si votre choix s'arrête sur cette seconde formule, nos moyens de développement se trouveront enrichis d'autant.

L'assemblée générale ordinaire est suivie d'une assemblée extraordinaire dont l'objet est triple : d'abord, l'approbation d'un projet d'absorption par votre société d'une filiale, la Sogefi, dont elle détient 97 % du capital et dont l'existence ne nous paraît plus justifiée. Cette filiale, la seule où notre participation dépassait 50 %, nous apportait un actif net de plus de 80 millions de francs. En second lieu, il vous sera proposé d'augmenter votre conseil d'administration à porter le capital social de 229 500 000 francs à un montant maximum de 350 000 000 de francs, soit une augmentation de l'ordre de 30 %, avec conditions qu'il décidera ; cette faculté vise à la mettre en mesure de saisir, avec toute la souplesse nécessaire, les opportunités d'investissement qui se présenteront. Enfin, il vous sera proposé d'adapter comme dates de notre exercice social celles de l'année civile et de modifier les statuts en conséquence.

2015

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 décembre

Accès de fièvre

La nouvelle année boursière a démarré sur les chapeaux de roue. Pour la première fois, le marché a démarré sur une note positive, le signal de la reprise était donné sept minutes après l'ouverture par la C.F.P. (+ 2,8 %). Dès lors, les hausses furent par rafales. Compagnie Bancaire, C.S.F., Sanofi, Bie, L'Oréal, Printemps, Presses de la Cité, en quantité d'autres valeurs furent choquées. Bref, les ordres d'achats affluèrent si bien qu'à la clôture l'indice avait avancé de 2,8 %, la plus forte répartition depuis le 24 août dernier (+ 3,2 %). Les baisses ont été pratiquement inexistantes et plusieurs cotations ont même été retardées en raison de l'abondance de la demande.

Fantastique ! Les boursiers étaient béats. « Depuis trente ans que je travaille, je n'ai jamais vu une situation technique aussi excellente. De fait, de très nombreux départs ont été enregistrés. A mon avis, les vendeurs vont devoir se racheter. Donc, même si une baisse survient, elle ne durera pas, et, avec les capitaux en quête de placement qui vont affluer en janvier, la hausse s'entretiendra d'elle-même. C'est le raisonnement que l'on tenait autour de la corbeille.

En attendant, l'élan a été donné par Wall Street, mais aussi, dit-on, par la décision du chef de l'Etat de prendre part pour la vérité et la réalité des coûts et des prix.

Le taux du dollar en report a été fixé à 13 7/8 contre 12 7/8 %.

La devise-titre s'est traitée entre 10,56 F et 10,60 F.

Stabilité de l'or à Londres.

A Paris, le livret a encore gagné 250 F à 102 500 F, tandis que le livret perdait 2 F à 648 F.

NEW-YORK

Le poids des transports et des services publics

L'usage brutal d'investissement des valeurs classées dans les services publics ont repoussé, les ailes de Wall Street. Le mouvement de reprise, bien amorcé la veille, n'a pas eu de suite. L'irrégularité a prévalu avec une tendance légèrement baissière, et, à la clôture, l'indice des Industriels a baissé à 1 253,66, soit à 1,32 point en dessous de son niveau précédent. Sur 2 072 valeurs valides, 919 ont baissé, 752 ont monté et 401 n'ont pas varié. Le coup de semonce est d'abord venu d'United Airlines, avec un communiqué annonçant une prochaine augmentation de tarifs. Le marché a en retour lancé une vague de baisse indolore contre les compagnies aériennes. Une avalanche de ventes bénéficiaires s'est immédiatement produite. Par conséquent, nombre d'autres sociétés furent touchées, même celles de sociétés de chemins de fer. Résultat : l'indice des transports perdait près de 10 points.

Les réductions de dividendes décidées par Public Service of Indiana et Long Island Lighting portèrent ensuite un sévère coup au compartiment des services publics. Bref, le poids des transports et des services publics coupa court à l'élan du marché. Mais ni les investisseurs ni les professionnels ne parurent s'en émouvoir. La plupart assurèrent que de tels revirements de situation étaient fréquents au fin d'année.

Une forte activité a continué de régner et 106,3 millions de titres ont changé de mains contre 108,1 millions.

VALEURS	Cours du 21/12	Cours du 22/12
Alcoa	82 1/2	82 1/2
ALL	45 3/8	45 3/8
Amstar	45 1/8	45 1/8
Chrysler	45 1/8	45 1/8
Eastman Kodak	45 1/8	45 1/8
General Motors	45 1/8	45 1/8
IBM	45 1/8	45 1/8
Johnson & Johnson	45 1/8	45 1/8
Merck	45 1/8	45 1/8
Procter & Gamble	45 1/8	45 1/8
Union Carbide	45 1/8	45 1/8
Walt Disney	45 1/8	45 1/8
Weyerhaeuser	45 1/8	45 1/8
Xerox	45 1/8	45 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE. — Interrompu depuis le 8 juin dernier dans l'attente d'un projet d'offre publique visant les actions de cette banque, et qui n'a d'ailleurs jamais vu le jour, la cotation en Bourse de Paris de cet établissement reprendra le mardi 27 décembre prochain. Ainsi en a décidé la Chambre syndicale des agents de change après une recommandation en ce sens de la Commission des opérations de bourse. Constatant que les conditions relatives à la mise en place de l'opération financière initialement envisagée se sont prolongées « beaucoup plus longtemps qu'il n'était prévu à l'origine », la COB avait estimé, par la voie d'un communiqué, « qu'il ne serait pas justifié de prolonger cette suspension de cotation ».

INDICES QUOTIDIENS
(BSE, base 100 le 31 déc. 1982)

Valeur française	216	216
Valeur étrangère	144	147,9

COTE DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 le 31 déc. 1982)

France	149,7	152,9
--------	-------	-------

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets à 90 jours : 11,3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen) : 234,6 234,10

Si elle régularise une situation qui ne s'était que trop prolongée pour le « Notant » (nombre d'actions détenues par le public) évalué à plus de 30 % du capital de la Banque hypothécaire européenne, ce sort de cet établissement n'est pas réglé pour autant. Désormais, dans un premier temps, de porter à plus de 50 % la participation de 8 % qu'elle détient dans la B.H.E. Parmi les prévisions, le nom de la Société Générale a été avancé à plusieurs reprises, mais il semble bien que les pouvoirs publics souhaitent, également, limiter les ambitions de cet établissement qui a récemment repris le Crédit électro-que et gazier (C.R.E.G.) au groupe Thomson après avoir déjà acquis une participation majoritaire dans le Crédit général industriel.

Pour l'instant, le capital de la B.H.E. reste très éparpillé entre une dizaine d'actionnaires dont la participation ne dépasse pas 10 % : la banque Louis-Dreyfus (9,8 %), le groupe Comore, les banques populaires et le Bank für Gemeinwirtschaft (8 % chacun), le groupe U.A.P. (7 % environ), les A.G.F. et la Caisse des dépôts (près de 6,5 % chacun) et la B.F.C.R. (plus de 5 %).

BOURSE DE PARIS Comptant 22 DECEMBRE

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3.5	27	0.80	Delmas-Vielvet	550	550	Pacher	177.80	185	Financière	250	250
4.5	37	1.00	Déa, P.A.C. 13	112	112	Profil Toton Est	4.80	4.80	Général	310.10	322.90
5.5	47	1.20	Older-Sachs	127	133	Profil Toton Est	28	28	Général	536	536
6.5	57	1.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	114	118	Général	114	109
7.5	67	1.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
8.5	77	1.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
9.5	87	2.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
10.5	97	2.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
11.5	107	2.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
12.5	117	2.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
13.5	127	2.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
14.5	137	3.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
15.5	147	3.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
16.5	157	3.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
17.5	167	3.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
18.5	177	3.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
19.5	187	4.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
20.5	197	4.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
21.5	207	4.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
22.5	217	4.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
23.5	227	4.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
24.5	237	5.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
25.5	247	5.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
26.5	257	5.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
27.5	267	5.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
28.5	277	5.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
29.5	287	6.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
30.5	297	6.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
31.5	307	6.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
32.5	317	6.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
33.5	327	6.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
34.5	337	7.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
35.5	347	7.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
36.5	357	7.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
37.5	367	7.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
38.5	377	7.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
39.5	387	8.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
40.5	397	8.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
41.5	407	8.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
42.5	417	8.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
43.5	427	8.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
44.5	437	9.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
45.5	447	9.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
46.5	457	9.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
47.5	467	9.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
48.5	477	9.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
49.5	487	10.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
50.5	497	10.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
51.5	507	10.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
52.5	517	10.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
53.5	527	10.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
54.5	537	11.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
55.5	547	11.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
56.5	557	11.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
57.5	567	11.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
58.5	577	11.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
59.5	587	12.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
60.5	597	12.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
61.5	607	12.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
62.5	617	12.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
63.5	627	12.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
64.5	637	13.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
65.5	647	13.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
66.5	657	13.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
67.5	667	13.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
68.5	677	13.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
69.5	687	14.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
70.5	697	14.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
71.5	707	14.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
72.5	717	14.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
73.5	727	14.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
74.5	737	15.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
75.5	747	15.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
76.5	757	15.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
77.5	767	15.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
78.5	777	15.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
79.5	787	16.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
80.5	797	16.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
81.5	807	16.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
82.5	817	16.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
83.5	827	16.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
84.5	837	17.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
85.5	847	17.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
86.5	857	17.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
87.5	867	17.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
88.5	877	17.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
89.5	887	18.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
90.5	897	18.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
91.5	907	18.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
92.5	917	18.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
93.5	927	18.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
94.5	937	19.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
95.5	947	19.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
96.5	957	19.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
97.5	967	19.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
98.5	977	19.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
99.5	987	20.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
100.5	997	20.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
101.5	1007	20.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
102.5	1017	20.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
103.5	1027	20.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
104.5	1037	21.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
105.5	1047	21.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
106.5	1057	21.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
107.5	1067	21.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
108.5	1077	21.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
109.5	1087	22.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
110.5	1097	22.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
111.5	1107	22.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
112.5	1117	22.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
113.5	1127	22.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
114.5	1137	23.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
115.5	1147	23.20	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
116.5	1157	23.40	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
117.5	1167	23.60	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
118.5	1177	23.80	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
119.5	1187	24.00	Older-Sachs	239	239	Profil Toton Est	118	118	Général	482	487
120.5	1197										

